

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/206356]

28 SEPTEMBRE 2023. — Décret relatif aux services de transport rémunéré de personnes par route au moyen de véhicules de petite capacité (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Définitions et champ d'application

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, l'on entend par :

1° " le service de taxi " : l'activité qui assure le transport de personnes au moyen d'un véhicule de petite capacité conduit par un chauffeur, moyennant un prix fixé dans les limites établies par ou en vertu du présent décret, qui se décline en service taxi de station et service taxi de rue et qui répond aux conditions suivantes :

a) le véhicule est mis à la disposition du public;

b) la destination est fixée librement par l'utilisateur;

c) la mise à disposition porte soit sur le véhicule, soit sur chacune des places. Dans le second cas, le prix total de la course est partagé entre les usagers;

2° " le service taxi de station " : le service de taxi exploité au moyen d'un véhicule pourvu d'un taximètre ou d'un autre équipement agréé par le Gouvernement remplissant les mêmes fonctions.

Seuls les taxis de station sont des taxis au sens du Code de la route;

3° " le service taxi de rue " : le service de taxi exploité exclusivement au moyen d'un service d'intermédiation électronique de transport;

4° " le service de transport à finalité spéciale " : l'activité qui assure le transport de personnes au moyen d'un véhicule de petite capacité conduit par un chauffeur, poursuivant une finalité spécifique parmi celles autorisées par le Gouvernement et qui répond aux conditions suivantes :

a) le véhicule ou une des places de celui-ci sont mis à disposition de l'utilisateur pour une prestation spécifique prédéterminée en vertu d'un contrat;

b) la destination est convenue par l'exploitant et l'utilisateur conformément à la finalité choisie;

5° " le service de transport à finalité sociale " : l'activité qui assure le transport de personnes au moyen d'un véhicule de petite capacité conduit par un chauffeur et organisée par un Organisme agréé par le Gouvernement et qui répond aux conditions suivantes :

a) le véhicule est mis à disposition de l'utilisateur par l'Organisme suivant un système de réservation;

b) l'Organisme ne poursuit pas un objectif lucratif;

c) la destination est convenue entre l'utilisateur et l'Organisme sans préjudice d'adaptation mineure convenue entre l'utilisateur et le chauffeur;

6° " le service d'intermédiation électronique de transport " : la personne physique ou morale qui exerce une activité rémunérée permettant, au moyen d'une plateforme électronique, de mettre en relation des exploitants avec des personnes souhaitant effectuer des déplacements, suivant un cadre préalablement fixé;

7° " le déplacement " : le trajet simple du véhicule depuis la prise en charge jusqu'au déchargement du client;

8° " l'opérateur de la plateforme d'intermédiation électronique " : la personne physique ou morale qui fournit un service d'intermédiation électronique de transport;

9° " l'exploitant " : la personne physique ou morale titulaire tant d'un certificat d'accès à la profession que d'une licence d'exploitation ou d'une autorisation d'exploiter pour chacun des véhicules dont elle est propriétaire ou dont elle a la disposition sur base d'un contrat à long terme pour effectuer un des services visés aux points 1° et 4°;

10° " le gestionnaire de transport " : la personne physique qui gère de manière effective et permanente, dans les conditions fixées par le Gouvernement, le service de transport rémunéré pour le compte d'un exploitant personne morale.

Le gestionnaire de transport exerce une fonction dirigeante sur base des statuts de la personne morale ou dispose d'un mandat spécifique de l'exploitant qui répond aux conditions minimales fixées par le Gouvernement;

11° " le chauffeur " : la personne physique qui effectue la prestation de service de transport rémunéré;

12° " le véhicule de petite capacité " : tout véhicule, de quatre roues maximum, motorisé ou non, pouvant contenir un maximum de 9 personnes, en ce compris le chauffeur, et destiné au transport rémunéré de personnes par route, excepté les véhicules réglementés par le Code wallon de l'action Sociale et de la Santé;

13° " le trajet intra-régional " : tout déplacement de personnes sur un itinéraire dont l'endroit de prise en charge et l'endroit d'arrivée du client se situent en Région wallonne;

14° " le trajet inter-régional " : tout déplacement de personnes sur un itinéraire dont une partie, soit l'endroit de prise en charge du client, soit l'endroit d'arrivée du client, se situe en Région wallonne;

15° " la licence d'exploitation " : l'autorisation d'exercer un service de taxis, délivrée par la commune pour chaque véhicule affecté à ce service;

16° " l'autorisation d'exploiter " : l'autorisation d'exercer un service de transport à finalité spéciale, délivrée par le Gouvernement pour chaque véhicule affecté à ce service;

17° " l'Administration " : le service désigné par le Gouvernement;

18° " le Code de la route " : l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

19° " le taximètre " : l'instrument de mesure soumis à l'arrêté royal du 28 septembre 2010 relatif à l'installation et à la délégation des opérations de vérification périodique des taximètres;

20° " les jours ouvrables " : un jour de la semaine en dehors du samedi et du dimanche ou d'un jour férié légal;

21° " le conseil " : le conseil communal de la commune où l'exploitant exploite ou a l'intention d'exploiter un service de taxis;

22° " le collègue " : le collègue communal de la commune où l'exploitant exploite ou a l'intention d'exploiter un service de taxis;

23° " la course commandée et acceptée " : la course qui a fait l'objet d'une réservation préalable en ayant été commandée et acceptée avant d'entrer sur le territoire duquel le chauffeur n'a pas de licence.

Art. 2. Le présent décret s'applique aux services de transport rémunéré de personnes par route suivants :

1° le service de taxi;

2° le service de transport à finalité spéciale; 3° le service de transport à finalité sociale.

Art. 3. § 1^{er}. Il est créé une Commission des services de transport rémunéré de personnes par route et des sous-commissions thématiques qui se réunissent à la demande du Ministre qui a les Transports dans ses attributions.

§ 2. La Commission étudie tout problème spécifique aux services de taxi, aux services de transport à finalité spéciale et aux services de transport à finalité sociale et en particulier :

1° les tarifs à appliquer;

2° le nombre maximum de licences à délivrer par commune selon le principe prévu à l'article 14;

3° tout projet de modification de la réglementation sur le transport rémunéré de personnes par route.

§ 3. La Commission est composée des membres suivants : 1° un délégué du Gouvernement, représentant le Ministre; 2° trois délégués de l'Administration;

3° un délégué de l'Autorité organisatrice des transports collectifs et partagés;

4° un délégué de l'Union des Villes et Communes de Wallonie;

5° deux délégués du Groupement national des entreprises de voitures de taxis et de location avec chauffeur;

6° un délégué de l'Association des chauffeurs belges de limousine;

7° deux représentants des services d'intermédiation électronique de transport.

§ 4. Les membres de la Commission ainsi que leurs suppléants sont désignés par le Ministre.

§ 5. Le président peut inviter des tiers aux réunions de la Commission en leur qualité d'expert.

§ 6. La Commission est présidée par l'Inspecteur général du Département de l'Administration ou son délégué ayant le transport rémunéré de personnes par route dans ses attributions.

§ 7. Le Gouvernement détermine les modalités de son organisation.

TITRE II. — L'accès à la profession

Art. 4. § 1^{er}. Pour devenir exploitant d'un service de taxi ou d'un service de transport à finalité spéciale sur le territoire de la Région wallonne, toute personne obtient préalablement un certificat d'accès à la profession délivré par le Gouvernement.

§ 2. Pour obtenir un certificat d'accès à la profession, le demandeur répond aux conditions suivantes :

1° avoir un établissement stable et effectif sur le territoire de la Région wallonne;

2° justifier de sa moralité;

3° démontrer le respect de ses obligations fiscales et sociales; 4° justifier de sa qualification professionnelle;

5° justifier de sa solvabilité.

Les éléments visés à l'alinéa 1^{er} sont précisés par le Gouvernement.

En ce qui concerne l'alinéa 1^{er}, 4°, la qualification professionnelle est établie par une attestation de validité de compétence délivrée suivant la procédure fixée par le Gouvernement et pour laquelle une participation financière n'excédant pas cinquante euros peut être réclamée.

Ce montant peut être adapté par le Gouvernement suivant la fluctuation de l'indice des prix à la consommation.

Lorsque le demandeur est une personne morale, les conditions visées à l'alinéa 1^{er}, 2° et 4°, sont remplies par le gestionnaire de transport et les conditions visées à l'alinéa 1^{er}, 3° et 5°, sont remplies tant par la personne morale que par le gestionnaire de transport.

§ 3. Le Gouvernement fixe la procédure d'introduction et d'instruction de la demande de certificat d'accès à la profession et détermine sa forme et son contenu.

Il détermine la forme du certificat d'accès à la profession et les mentions qui y figurent.

Art. 5. § 1^{er}. Le certificat d'accès à la profession est valable cinq ans, renouvelable pour la même durée.

Le Gouvernement fixe la procédure d'introduction et d'instruction de la demande de renouvellement et détermine sa forme et son contenu.

§ 2. Le renouvellement du certificat d'accès à la profession est refusé à l'exploitant dans les conditions suivantes :

1° il ne répond plus aux conditions fixées à l'article 4, § 2;

2° il ne respecte pas les dispositions du présent décret ou des arrêtés pris en exécution de celui-ci;

3° il reste en défaut de paiement des amendes infligées par le fonctionnaire d'instance administrative sur la base des articles 74 à 77 après un délai de quarante jours ouvrables à l'issue d'une mise en demeure de régularisation lui adressée par l'Administration.

§ 3. L'Administration peut vérifier à tout moment le respect des conditions de validité du certificat d'accès à la profession. En cas de constat de manquement ou d'irrégularité, le certificat peut être suspendu ou retiré.

Le Gouvernement détermine les modalités et les délais maximaux dans lesquels l'exploitant se met en ordre et la manière de procéder.

§ 4. L'exploitant collabore avec l'Administration lors de toute procédure de vérification des conditions d'accès à la profession et lors de toute interpellation sous peine de se voir suspendre ou retirer son certificat d'accès à la profession.

Art. 6. L'exploitant informe l'Administration de tout changement relatif à sa situation depuis l'introduction de sa demande d'accès à la profession et pendant toute la durée de l'exploitation.

Le Gouvernement détermine les moyens par lesquels l'exploitant informe l'Administration.

Art. 7. Le certificat d'accès à la profession est retiré ou suspendu pour les motifs fixés à l'article 5, § 2, par décision du Gouvernement, selon la procédure qu'il détermine.

TITRE III. — *L'agrément du service d'intermédiation électronique*

Art. 8. § 1^{er}. Le service d'intermédiation électronique est agréé par le Gouvernement.

§ 2. Pour obtenir l'agrément, l'opérateur de la plateforme d'intermédiation électronique répond aux conditions suivantes :

1° il est constitué conformément à la législation d'un État membre de l'Espace économique européen ou à la législation d'un État dont les entreprises sont traitées en Belgique comme des entreprises belges en application d'un accord international;

2° il a une unité d'établissement en Belgique, si cette condition n'est pas remplie au moment de l'introduction de la demande d'agrément, s'engager à l'avoir remplie au plus tard la veille du premier jour de mise à disposition du public de sa plateforme de réservation;

3° il dispose d'un numéro d'entreprise attribué par la Banque carrefour des entreprises, pour l'activité d'intermédiation, ou d'un numéro d'identification pour la TVA dans l'État membre de l'Espace économique européen ou dans l'État dont les entreprises sont traitées en Belgique comme des entreprises belges en application d'un accord international;

4° il respecte le présent décret, les arrêtés pris en exécution de celui-ci et toute autre réglementation en la matière;

5° il respecte l'obligation de transparence en matière sociale, fiscale et opérationnelle.

Ces éléments sont précisés par le Gouvernement.

§ 3. Le Gouvernement fixe la procédure d'introduction et d'instruction de la demande d'agrément et détermine sa forme et son contenu.

Il détermine la forme de l'agrément et les mentions qui y figurent.

Art. 9. § 1^{er}. L'agrément est valable cinq ans, renouvelable pour la même durée.

Le Gouvernement fixe la procédure d'introduction et d'instruction de la demande de renouvellement.

§ 2. Le renouvellement de l'agrément est refusé à l'opérateur de la plateforme d'intermédiation électronique dans les conditions suivantes :

1° il ne remplit plus les conditions fixées à l'article 8, § 2;

2° il ne respecte pas les dispositions du présent décret, des arrêtés pris en exécution de celui-ci ou de toute autre réglementation en la matière;

3° il ne respecte pas la législation applicable dans le cadre de son activité professionnelle;

4° il reste en défaut de paiement des amendes infligées par le fonctionnaire d'instance administrative sur base des articles 74 à 77 après un délai de quarante jours ouvrables à l'issue d'une mise en demeure de régularisation lui adressée par l'Administration.

§ 3. L'Administration peut vérifier à tout moment le respect des conditions de validité de l'agrément. En cas de constat de manquement ou d'irrégularité, l'agrément peut être suspendu ou retiré.

Le Gouvernement détermine les modalités et les délais maximaux dans lesquels l'exploitant se met en ordre sous peine de se voir retirer ou suspendre son agrément.

§ 4. L'opérateur collabore avec l'Administration lors de toute procédure de vérification des conditions d'agrément et lors de toute interpellation sous peine de se voir retirer ou suspendre son agrément.

§ 5. L'agrément peut être retiré ou suspendu pour les motifs visés au paragraphe 2, par décision du Gouvernement, selon la procédure qu'il détermine.

Art. 10. L'opérateur informe l'Administration de tout changement relatif à sa situation et celle de la plateforme électronique qu'il gère depuis l'introduction de sa demande d'agrément et pendant toute la durée de validité de celui-ci. Le Gouvernement détermine les moyens par lesquels l'exploitant informe l'Administration.

TITRE IV. — *Les services de taxi*

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions communes*

Art. 11. Les conditions d'exploitation d'un service de taxi sont fixées par le conseil dans les limites arrêtées par le Gouvernement.

Aux conditions fixées par le conseil, la licence d'exploitation est délivrée par le collège.

Le conseil fixe le tarif applicable dans les limites arrêtées par le Gouvernement. Si les conditions de l'autorisation ne prescrivent pas l'application d'un tarif déterminé, le collège arrête le tarif sur proposition de l'exploitant.

Art. 12. § 1^{er}. Pour exercer un service de taxi, tout exploitant obtient préalablement une licence d'exploitation.

§ 2. Si l'exploitant effectue un trajet inter-régional, il dispose, pour chaque véhicule, d'une licence d'exploitation délivrée par la commune du point de départ de la prise en charge ou du point d'arrivée de la course conformément au chapitre 2 ou de tout autre document similaire valablement délivré par une autorité publique.

Hormis les cas prévus par un accord de coopération visé par l'article 92bis, § 2, c), de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles au cours d'une course effectuée sur le territoire de la Région wallonne par un service de taxi autorisé dans une autre Région, aucune personne ne peut monter à bord sur le territoire de la Région wallonne, sauf si la course a été commandée et acceptée avant d'entrer sur le territoire de la Région.

§ 3. Si l'exploitant effectue un trajet intra-régional, il dispose, pour chaque véhicule, d'une licence d'exploitation délivrée par la commune du point de prise en charge ou du point d'arrivée de la course.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, si la course a été commandée et acceptée avant d'entrer sur le territoire de la commune du point de prise en charge, l'exploitant peut disposer d'une licence d'exploitation délivrée par une autre commune.

Art. 13. § 1^{er}. Le véhicule sous licence est affecté, soit, à un service de taxi de station, soit, à un service de taxi de rue.

L'exploitant qui utilise un véhicule pourvu d'un taximètre, ou d'un autre équipement agréé par le Gouvernement qui remplit les mêmes fonctions, affecte exclusivement ce véhicule au service de taxi de station.

Le Gouvernement précise les modalités de réservation de la course.

§ 2. L'exploitant qui utilise exclusivement un service d'intermédiation électronique agréé sur la base des dispositions du Titre III affecte exclusivement son véhicule au service de taxi de rue.

Le Gouvernement précise les conditions d'agrément du système alternatif au taximètre visé à au paragraphe 1^{er}, alinéa 2.

Art. 14. § 1^{er}. La commune délivre les licences d'exploitation justifiant de l'utilité publique du service.

§ 2. Le nombre maximum de licences à délivrer par commune est fixé par le Gouvernement.

§ 3. Ce nombre est réexaminé annuellement par la Commission prévue à l'article 3.

Toute licence délivrée au-delà de la limite visée au paragraphe 2 est annulée par le Gouvernement conformément à l'article 19, § 3.

§ 4. Par exception, une licence peut être délivrée au-delà de la limite visée au paragraphe 2 selon les règles fixées par le Gouvernement.

Art. 15. Tout exploitant autorisé par le collège à exploiter un service de taxi de station est autorisé à faire occuper, par ses véhicules :

a) n'importe quel point de stationnement réservé aux taxis situé sur la voie publique de la commune qui a délivré l'autorisation et qui est inoccupé, ou;

b) tout lieu de stationnement non situé sur la voie publique dont il est propriétaire ou dont il a la jouissance;

c) tout autre endroit ouvert au public sur le territoire de la commune qui a délivré l'autorisation moyennant accord du gestionnaire de la voirie.

En aucun cas, le nombre de véhicules présents à un point de stationnement situé sur la voie publique ne peut dépasser le nombre d'emplacements qui y sont prévus.

Art. 16. Les taxis de rue ne stationnent pas sur les emplacements réservés et marqués du sigle " taxi ".

Les chauffeurs de taxis de rue en service ne peuvent pas stationner leur véhicule ou faire des allers-retours avec celui-ci à moins de cent mètres d'un emplacement de stationnement réservé aux taxis, sauf dans le cadre d'une course commandée.

Art. 17. Le Gouvernement détermine les modalités tarifaires des services de taxis.

CHAPITRE 2. — De la licence d'exploitation

Section 1^{re}. — De la demande de licence d'exploitation

Art. 18. Le demandeur adresse une demande de licence d'exploitation au collège de la commune concernée.

Si l'exploitant est une personne morale, la demande est introduite par le gestionnaire de transport.

Le Gouvernement fixe la procédure d'introduction et d'instruction de la demande de licence d'exploitation, la forme de celle-ci et les mentions et annexes qui y figurent.

Art. 19. § 1^{er}. Le collège, ou son délégué, délivre la licence d'exploitation.

La commune peut déterminer, dans les limites fixées par le Gouvernement, des conditions complémentaires à la délivrance de la licence d'exploitation.

§ 2. La commune adresse une copie de la licence d'exploitation au Gouvernement, selon les modalités qu'il détermine.

§ 3. Le Gouvernement peut annuler, tout ou partie de l'acte octroyant la licence d'exploitation lorsque la commune n'a pas respecté les dispositions du présent décret, spécialement l'article 14, les arrêtés pris en exécution de celui-ci ou toute autre réglementation en la matière.

La procédure d'annulation est fixée par le Gouvernement.

Art. 20. La licence d'exploitation comporte les mentions suivantes : 1° les éléments permettant d'identifier le véhicule;

2° la commune d'exploitation;

3° le type de service de taxi;

4° la durée de la licence d'exploitation;

5° l'identité de l'exploitant.

Le Gouvernement peut préciser et compléter ces éléments.

Art. 21. Le collège ou son délégué refuse de délivrer la licence d'exploitation dans les conditions suivantes au candidat exploitant ou à l'exploitant, selon les modalités fixées par le Gouvernement :

1° il ne dispose pas/plus de l'accès à la profession visé à l'article 4;

2° il ne respecte pas le présent décret ou les arrêtés pris en exécution de celui-ci;

3° il ne respecte pas la législation applicable dans le cadre de son activité professionnelle;

4° il ne respecte pas le règlement communal relatif aux services de taxis qui lui est applicable;

5° il reste en défaut de paiement des amendes infligées par le fonctionnaire d'instance administrative sur base des articles 74 à 77 après un délai de quarante jours ouvrables à l'issue d'une mise en demeure de régularisation adressée par la commune;

6° le véhicule ne respecte pas les conditions prévues par le présent décret ou ses arrêtés d'exécution.

La décision de refus de la délivrance d'une licence d'exploitation est notifiée au candidat exploitant ou à l'exploitant par le collège dans les cinq jours ouvrables, par toute voie utile.

En cas d'absence de décision du collège dans les soixante jours ouvrables à dater de l'accusé de réception de la demande, la décision est réputée négative.

Section 2. — De la durée de la licence d'exploitation

Art. 22. La durée de la licence d'exploitation est fixée en fonction de la limite d'âge autorisée du véhicule, déterminée par le Gouvernement.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} et dans les limites fixées par le Gouvernement, la licence peut être accordée pour un terme inférieur si des circonstances particulières ayant un caractère provisoire, inscrites dans la licence d'exploitation, le justifient.

Art. 23. Au terme de la licence d'exploitation, l'exploitant est prioritaire pour l'obtention d'une nouvelle licence dans le cadre du même service, pour autant :

1° qu'il introduise sa demande de renouvellement, au plus tard, dans un délai de quarante jours ouvrables à dater de l'expiration de la licence d'exploitation;

2° qu'il ne fasse pas l'objet d'un des motifs de refus visés à l'article 21.

La demande de renouvellement s'effectue selon les modalités visées à la section 1^{re}.

À défaut de priorité, les demandes de licences sont traitées dans l'ordre de leur inscription sur une liste d'attente dressée par la commune, conformément aux modalités fixées par le Gouvernement.

Section 3. — De la demande d'une licence pour un véhicule de réserve

Art. 24. § 1^{er}. Dans les limites fixées par le Gouvernement, l'exploitant peut obtenir une licence en vue de disposer d'un véhicule de réserve dont il est propriétaire ou dont il a la disposition à long terme.

§ 2. Le véhicule de réserve est exclusivement utilisé en cas d'indisponibilité d'un véhicule sous licence pour assurer le service auquel le véhicule qu'il remplace est affecté et pour la durée de cette indisponibilité.

§ 3. Le Gouvernement fixe la procédure d'introduction et d'instruction de la demande, la forme de celle-ci et son contenu, ainsi que les exigences auxquelles répond le véhicule de réserve.

Il est au moins équipé pour assurer un service de taxi de station ou de taxi de rue auquel le véhicule qu'il remplace est affecté.

§ 4. La durée de la licence est fixée conformément à l'article 22, alinéa 1^{er}.

Section 4. — De la demande d'une licence temporaire

Art. 25. § 1^{er}. L'exploitant dont le véhicule sous licence est momentanément indisponible en raison d'une immobilisation, telle que la survenance d'un accident, une panne mécanique, un vol ou une maintenance technique, peut, moyennant autorisation du collège, assurer son service avec un véhicule de remplacement.

Par dérogation à l'article 1^{er}, 9^o, l'exploitant peut ne pas être propriétaire du véhicule de remplacement ou ne pas en avoir la disposition à long terme.

Si l'indisponibilité du véhicule ne dépasse pas un délai de quinze jours, une simple déclaration au collège ou à son délégué par voie électronique suffit.

§ 2. La licence temporaire est accordée uniquement pendant la durée de l'indisponibilité du véhicule sous licence, qui ne dépasse pas une période de soixante jours ouvrables, et pour assurer le service auquel ce véhicule est affecté.

§ 3. Le Gouvernement fixe les procédures d'introduction et d'instruction de la demande de licence temporaire et de la déclaration, la forme de celles-ci et leur contenu, ainsi que les exigences auxquelles répond le véhicule de remplacement.

Il est au moins équipé pour assurer un service de taxi de station ou de taxi de rue auquel le véhicule qu'il remplace est affecté.

Section 5. — Du principe de l'incessibilité de la licence d'exploitation

Art. 26. § 1^{er}. La licence d'exploitation est personnelle et incessible.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, moyennant autorisation du collège et approbation du Gouvernement :

1° le conjoint, le cohabitant légal, les parents ou alliés jusqu'au deuxième degré peuvent, en cas de décès ou d'incapacité permanente de l'exploitant, se voir transférer une ou plusieurs de ses licences d'exploitation, dans les mêmes conditions, s'ils disposent d'un certificat d'accès à la profession et remplissent les obligations qui s'imposent à l'exploitant en vertu du présent décret ou de ses arrêtés d'exécution;

2° l'exploitant personne physique peut céder une ou plusieurs licences à la personne morale qu'il crée aux conditions suivantes :

a) il n'est pas associé minoritaire au sein de cette personne morale;

b) il devient gestionnaire de transport de cette personne morale pendant trois ans au moins;

c) la personne morale respecte les obligations fixées par le présent décret et ses arrêtés d'exécution;

3° l'exploitant qui, après au moins dix années consécutives d'exploitation d'un service de taxi, cesse totalement d'exploiter celui-ci, peut céder une ou plusieurs des licences y associées.

Pour l'application du 1^o, au terme de chaque licence, le repreneur peut introduire une nouvelle demande de licence d'exploitation dans le respect de la section 1^{ère}.

Si le délai de trois ans, visé au 2^o, b), n'est pas respecté, la cession devient caduque, sauf en cas de décès ou d'incapacité permanente de la personne physique.

Pour l'application du 3^o, le cessionnaire dispose d'un certificat d'accès à la profession.

Le 3^o n'est pas applicable lorsque la demande de cession s'inscrit dans le cadre d'une mesure de réorganisation judiciaire prononcée par un tribunal ou d'une procédure de faillite.

Le cédant ne peut plus introduire de demandes de licence d'exploitation, ni en son nom personnel ni en sa qualité de gestionnaire de transport, auprès de la commune qui lui a octroyé les licences cédées pendant les dix années qui suivent la cession.

§ 3. Le Gouvernement fixe la procédure d'introduction et d'instruction de la demande de cession d'une licence d'exploitation, ainsi que la forme et le contenu de la demande.

Art. 27. La licence d'exploitation et le véhicule utilisé dans le cadre d'un service de taxis ne sont pas mis en location, sous quelque forme que ce soit.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le véhicule peut être mis en location uniquement au profit d'un autre exploitant dont le véhicule sous licence est momentanément indisponible conformément à l'article 25.

Section 6. — Des recours

Art. 28. La décision de refus de la délivrance d'une licence d'exploitation, peut faire l'objet d'un recours du demandeur auprès du Gouvernement.

Le recours, visé à l'alinéa 1^{er}, est introduit, sous peine d'irrecevabilité, dans les quinze jours ouvrables de la notification de la décision de refus visée à l'article 21, alinéa 2, ou dans les quinze jours ouvrables suivant l'expiration du délai de soixante jours ouvrables, visé à l'article 21, alinéa 3, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Le Gouvernement statue dans les soixante jours ouvrables de la réception du recours.

Section 7. — De la suspension et du retrait

Art. 29. § 1^{er}. Par décision du collège, la licence d'exploitation est retirée ou suspendue dans les cas suivants :

1^o pour un des motifs énoncés à l'article 21;

2^o en cas de constat de défaut d'assurances du véhicule conformément à la réglementation relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs;

3^o en cas de constat de non-conformité du véhicule au regard des exigences du contrôle technique dû à un dépassement du délai légal ou à un certificat de visite rouge avec interdiction à la circulation, conformément à la réglementation relative aux conditions techniques auxquelles répondent les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité.

Le Gouvernement fixe la procédure de retrait et de suspension.

§ 2. La décision de retrait ou de suspension peut faire l'objet d'un recours auprès du Gouvernement par l'exploitant.

Le recours est suspensif et est introduit, sous peine d'irrecevabilité, dans les quinze jours ouvrables de la notification de la décision, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Le Gouvernement statue dans les soixante jours ouvrables de la réception du recours.

Section 8. — Du paiement de la licence

Art. 30. La licence peut être subordonnée à la perception d'un montant annuel à charge de l'exploitant par la commune compétente. Ce montant annuel est diminué proportionnellement au nombre de jours restant à courir entre le jour du début de l'exploitation et la fin de l'année.

Le montant déterminé par la commune compétente est identique pour tous les services de taxi.

Le montant est fixé à cinq cents euros maximum par licence.

La suspension ou le retrait d'une licence ou la mise hors service d'un véhicule pour quelque raison que ce soit ne donne pas lieu à un remboursement du montant susmentionné.

L'introduction d'une plainte ne dispense pas de la perception du montant susmentionné.

CHAPITRE 3. — Des conditions d'exploitation

Art. 31. Les conditions d'exploitation relatives aux exploitants, chauffeurs, véhicules et usagers sont fixées par le Gouvernement, dans les limites du présent décret.

Lorsque la licence d'exploitation est délivrée à une personne morale, les conditions mises à charge de la personne physique sont remplies par le gestionnaire de transport.

Art. 32. Les exploitants veillent au respect des conditions d'exploitation relatives aux chauffeurs et aux véhicules.

Art. 33. § 1^{er}. Le chauffeur dispose d'un certificat de capacité délivré par le collège, ou son délégué, dont les conditions, les modalités d'octroi, la forme et les mentions sont fixées par le Gouvernement sur la base des exigences de moralité et de qualification professionnelle qu'il détermine.

§ 2. Le certificat de capacité est revalidé chaque année, dans les conditions fixées par le Gouvernement.

La revalidation du certificat de capacité est refusée au chauffeur dans les conditions suivantes :

1^o il ne répond plus aux conditions de moralité et de qualification professionnelle;

2^o il ne respecte pas le présent décret ou les arrêtés pris en exécution de celui-ci;

3^o il ne respecte pas le règlement communal relatif aux services de taxis qui lui est applicable;

4^o il reste en défaut de paiement des amendes infligées par le fonctionnaire d'instance administrative sur base des articles 74 à 77 après un délai de

quarante jours ouvrables à l'issue d'une mise en demeure de régularisation lui adressée par la commune.

Le Gouvernement fixe la procédure de revalidation et de refus de revalidation du certificat de capacité.

§ 3. Si le chauffeur, titulaire d'un certificat de capacité, ne respecte plus les conditions visées au paragraphe 2, 1^o, celui-ci devient automatiquement caduc.

§ 4. Par décision du collège, le certificat de capacité peut être retiré ou suspendu pour les motifs visés au paragraphe 2.

Le Gouvernement fixe la procédure de retrait et de suspension.

§ 5. La décision de refus de revalidation, de retrait ou de suspension peut faire l'objet d'un recours auprès du Gouvernement par le chauffeur.

Le recours est suspensif et est introduit, sous peine d'irrecevabilité, dans les quinze jours ouvrables de la notification de la décision, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Le Gouvernement statue dans les soixante jours ouvrables de la réception du recours.

Art. 34. Les chauffeurs de taxi de station et les chauffeurs de taxi de rue, si l'exploitant les y autorise, peuvent, lorsqu'ils ne sont pas en service, faire usage du véhicule à des fins privées. La charge de la preuve de cet usage privé incombe aux chauffeurs.

Le véhicule affecté à un usage privé ne peut porter aucun signe extérieur rappelant les services de taxi de station et de taxi de rue.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1^{er}, le chauffeur est tenu de faire figurer, à l'avant droit du pare-brise, la mention "usage privé" dont le modèle est déterminé par le Gouvernement.

Le Gouvernement détermine les modalités de l'usage du véhicule à des fins privées.

Art. 35. Une fiche signalétique visible pour la personne effectuant un déplacement et indiquant l'identité du chauffeur, ainsi que les données relatives au véhicule, conformément aux modalités fixées par le Gouvernement, est affichée à bord du véhicule.

Le véhicule est équipé d'un système de paiement par voie électronique et d'un système permettant de fournir une attestation de transport aux personnes ayant effectué un déplacement.

Art. 36. Le véhicule est équipé d'un signe distinctif, dont le Gouvernement détermine la forme, selon qu'il est affecté à un service de taxi de station ou à un service de taxi de rue.

Le véhicule affecté à un service de taxi de rue ne porte pas de signe extérieur caractérisant ou rappelant le véhicule affecté à l'exploitation d'un service de taxi de station tel que taximètre, voyant lumineux ou mention.

Art. 37. Les communes peuvent fixer, par règlement, des conditions particulières aux conditions générales d'exploitation déterminées par et en vertu du présent chapitre.

Les communes font approuver, par le Gouvernement, le règlement visé à l'alinéa 1^{er} ainsi que toute modification apportée, dans les conditions qu'il détermine.

Le Gouvernement fixe la procédure d'approbation.

TITRE V. — Les services de transport à finalité spéciale

CHAPITRE 1^{er}. — Des finalités spéciales

Art. 38. § 1^{er}. Dans les limites autorisées par le Gouvernement, l'exploitant choisit une ou plusieurs finalités pour chacun des véhicules qu'il met en circulation dans le cadre du service de transport à finalité spéciale.

§ 2. Une finalité spéciale se définit en fonction de catégories de destinations spécifiques ou de bénéficiaires spécifiques.

Les catégories de destinations ou de personnes suivantes constituent notamment une finalité spéciale :

- 1° le transport à destination de cérémonies;
- 2° le transport dans le cadre d'organisations événementielles; 3° le transport depuis et vers l'aéroport;
- 4° le transport à destination d'entreprises; 5° le transport lié aux activités scolaires;
- 6° le transport de personnes à mobilité réduite;
- 7° le transport collectif en complémentarité avec les services réguliers de transports publics de personnes;
- 8° le transport de personnes ne nécessitant pas de surveillance, effectué depuis ou vers un établissement hospitalier, un établissement pour aînés, une institution de soins ou un prestataire de soins;
- 9° le transport de la clientèle d'un hôtel;
- 10° le transport d'une durée minimale de 3 heures ou en vertu d'un contrat portant sur un ensemble de prestations à effectuer au cours d'une période de sept jours consécutifs au moins.

Le Gouvernement peut prévoir d'autres finalités spéciales.

Le Gouvernement peut déterminer les modalités d'exercice spécifiques à certaines finalités spéciales.

§ 3. Le choix des finalités spéciales, leur modification ou l'ajout d'une nouvelle finalité spéciale par l'exploitant, sont autorisés par le Gouvernement conformément aux critères qu'il fixe.

Art. 39. Le véhicule stationne et circule librement sur la voie publique ou sur une voie privée accessible au public uniquement lorsqu'il est en service et qu'il exécute une commande attestant d'une finalité spéciale.

Le Gouvernement précise les règles relatives au stationnement et détermine les modalités de la commande et les mentions devant figurer dans le contrat.

S'il n'est pas en service, le véhicule est exclusivement stationné sur tout lieu de stationnement non situé sur la voie publique dont l'exploitant est propriétaire ou dont il a la jouissance.

Art. 40. Le transport à finalité spéciale peut être encadré par les modalités tarifaires déterminées par le Gouvernement.

Le Gouvernement peut prévoir des modalités de subventionnement pour certaines finalités spéciales.

Art. 41. L'exploitant dispose, pour chaque véhicule qu'il souhaite mettre en circulation dans le cadre d'un trajet intra-régional, d'une autorisation d'exploiter un service de transport à finalité spéciale délivrée par le Gouvernement conformément au chapitre 2 du présent titre.

Si l'exploitant effectue un trajet inter-régional, il dispose, pour chaque véhicule, d'une autorisation d'exploiter un service de transport à finalité spéciale délivrée par le Gouvernement ou tout autre document similaire valablement délivré par une autorité publique.

Hormis les cas prévus par un accord de coopération visé par l'article 92bis, § 2, c), de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles au cours d'une course effectuée sur le territoire de la Région wallonne par un service de transport à finalité spéciale autorisé dans une autre Région, aucune personne ne peut monter à bord sur le territoire de la Région wallonne, sauf si la course a été commandée.

CHAPITRE 2. — De l'autorisation d'exploiter

Section 1^{re}. — De la demande d'autorisation d'exploiter

Art. 42. L'exploitant adresse toute demande d'autorisation d'exploiter au Gouvernement.

Si l'exploitant est une personne morale, la demande est introduite par le gestionnaire de transport.

Le Gouvernement fixe la procédure d'introduction et d'instruction de la demande d'autorisation d'exploiter, la forme de celle-ci et les mentions et annexes qui y figurent.

Art. 43. Le Gouvernement délivre l'autorisation d'exploiter sur base des conditions qu'il détermine, dans les limites du présent décret.

Art. 44. L'autorisation d'exploiter comporte les mentions suivantes :

- 1° les éléments permettant d'identifier le véhicule;
- 2° la ou les finalité(s) spéciale(s) auquel le véhicule est affecté;
- 3° la durée de l'autorisation;
- 4° l'identité de l'exploitant.

Le Gouvernement précise et complète ces éléments.

Art. 45. § 1^{er}. L'autorisation d'exploiter est refusée au candidat exploitant ou à l'exploitant dans les conditions suivantes :

- 1° il ne dispose pas ou plus de l'accès à la profession;
- 2° il ne respecte pas le présent décret ou les arrêtés pris en exécution de celui-ci;
- 3° il ne respecte pas la législation applicable dans le cadre de son activité professionnelle;

4° il reste en défaut de paiement des amendes infligées par le fonctionnaire d'instance administrative sur base des articles 74 à 77 après un délai de quarante jours ouvrables à l'issue d'une mise en demeure de régularisation lui adressée par l'Administration.

§ 2. L'autorisation d'exploiter est refusée pour tout véhicule qui ne respecte pas les conditions imposées par le présent décret ou ses arrêtés d'exécution.

Le Gouvernement fixe la procédure dans le cadre d'une décision de refus d'autorisation d'exploiter.

Section 2. — De la durée de l'autorisation d'exploiter

Art. 46. La durée de l'autorisation d'exploiter est fixée en fonction de la limite d'âge autorisée du véhicule déterminée par le Gouvernement.

Le Gouvernement précise ces éléments.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} et dans les limites fixées par le Gouvernement, l'autorisation peut être accordée pour un terme inférieur si des circonstances particulières, inscrites dans l'autorisation d'exploiter, le justifient.

Section 3. — De la demande d'une autorisation temporaire

Art. 47. § 1^{er}. L'exploitant dont le véhicule autorisé est momentanément indisponible en raison d'une immobilisation, telle que la survenance d'un accident, une panne mécanique, un vol ou une maintenance technique peut, moyennant autorisation du Gouvernement, assurer son service avec un véhicule de remplacement.

Par dérogation à l'article 1^{er}, 9^o, l'exploitant peut ne pas être propriétaire du véhicule de remplacement ou ne pas en avoir la disposition à long terme.

Si l'indisponibilité du véhicule ne dépasse pas un délai de quinze jours, une simple déclaration suffit.

§ 2. L'autorisation temporaire est accordée uniquement pendant la durée de l'indisponibilité du véhicule autorisé, qui ne dépasse pas une période de soixante jours ouvrables et pour assurer la ou les finalité(s) auxquelles ce véhicule est affecté.

§ 3. Le Gouvernement fixe les procédures d'introduction et d'instruction de la demande d'autorisation temporaire et de la déclaration, la forme de celles-ci et leur contenu, ainsi que les exigences auxquelles répond le véhicule de remplacement.

Section 4. — Du principe de l'incessibilité de l'autorisation d'exploiter

Art. 48. L'autorisation d'exploiter liée au véhicule est personnelle, indivisible et incessible.

Art. 49. L'autorisation d'exploiter et le véhicule utilisé dans le cadre d'un service de transport à finalité spéciale ne sont pas mis en location sous quelque forme que ce soit.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le véhicule peut être mis en location uniquement au profit d'un autre exploitant dont le véhicule autorisé est momentanément indisponible conformément à l'article 47.

Section 5. — De la suspension et du retrait

Art. 50. Par décision du Gouvernement, l'autorisation d'exploiter est retirée dans les conditions suivantes :

- 1° pour un des motifs visés à l'article 45, § 1^{er} et 2, alinéa 1^{er};
- 2° en cas de constat de défaut d'assurances du véhicule conformément à réglementation relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs;
- 3° en cas de constat de non-conformité du véhicule au regard des exigences du contrôle technique dû à un dépassement du délai légal ou à un certificat de visite rouge avec interdiction à la circulation, conformément à la réglementation relative aux conditions techniques auxquelles répondent les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité.

Le Gouvernement fixe la procédure de retrait.

Art. 51. Par décision du Gouvernement, l'autorisation d'exploiter est suspendue dans les conditions suivantes :

1° pour un des motifs visés à l'article 45, § 1^{er} et 2, alinéa 1^{er};

2° en cas de constat de défaut d'assurances du véhicule conformément à réglementation relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs;

3° en cas de constat de non-conformité du véhicule au regard des exigences du contrôle technique dû à un dépassement du délai légal ou à un certificat de visite rouge avec interdiction à la circulation, conformément à la réglementation relative aux conditions techniques auxquelles répondent les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité.

Le Gouvernement fixe la procédure de suspension.

CHAPITRE 3. — *Des conditions d'exploitation*

Art. 52. Les conditions d'exploitation relatives aux exploitants, chauffeurs, véhicules et usagers sont fixées par le Gouvernement dans les limites du présent décret.

Lorsque l'autorisation d'exploiter est délivrée à une personne morale, les conditions mises à charge de la personne physique sont remplies par le gestionnaire de transport.

Art. 53. Les exploitants veillent au respect des conditions d'exploitation relatives aux chauffeurs et aux véhicules.

Art. 54. § 1^{er}. Le chauffeur dispose d'un certificat de capacité délivré par le Gouvernement dont les modalités et conditions d'octroi, la forme et les mentions sont fixées par celui-ci sur base des exigences de moralité et de qualification professionnelle qu'il détermine.

§ 2. Le certificat de capacité est revalidé chaque année, dans les conditions fixées par le Gouvernement.

La revalidation du certificat de capacité est refusée au chauffeur dans les conditions suivantes :

1° il ne répond plus aux conditions de moralité et de qualification professionnelle;

2° il ne respecte pas le présent décret ou les arrêtés pris en exécution de celui-ci;

3° il reste en défaut de paiement des amendes infligées par le fonctionnaire d'instance administrative sur base des articles 74 à 77 après un délai de quarante jours ouvrables l'issue d'une mise en demeure de régularisation adressée par l'Administration.

Le Gouvernement fixe la procédure de revalidation et de refus de revalidation du certificat de capacité.

§ 3. Si le chauffeur, titulaire d'un certificat de capacité, ne respecte plus les conditions au paragraphe 2, 1°, celui-ci devient automatiquement caduc.

§ 4. Par décision du Gouvernement le certificat de capacité est retiré ou suspendu pour les motifs énoncés au paragraphe 2, alinéa 2.

Le Gouvernement fixe la procédure de retrait et de suspension.

Art. 55. Les chauffeurs de véhicules affectés à un service de transport à finalité spéciale, si l'exploitant les y autorise, peuvent, lorsqu'ils ne sont pas en service, faire usage du véhicule à des fins privées. La charge de la preuve de cet usage privé incombe aux chauffeurs.

Le véhicule affecté à un usage privé ne peut porter aucun signe extérieur rappelant les services de transport à finalité spéciale.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1^{er}, le chauffeur est tenu de faire figurer, à l'avant droit du pare-brise, la mention " usage privé " dont le modèle est déterminé par le Gouvernement.

Le Gouvernement détermine les modalités de l'usage du véhicule à des fins privées.

Les autres finalités spéciales répondent à l'utilisation d'une feuille de route dont les mentions et modalités sont fixées par le Gouvernement.

Art. 56. § 1^{er}. Une fiche signalétique visible pour la personne effectuant un déplacement et indiquant l'identité du chauffeur, ainsi que les données relatives aux véhicules, conformément aux modalités fixées par le Gouvernement, est affichée à bord du véhicule.

Le Gouvernement peut dispenser certaines finalités spéciales de cette obligation.

§ 2. Une copie de la commande visée à l'article 39, alinéa 1^{er}, attestant la finalité spéciale visée à l'article 38, se trouve à bord du véhicule.

Le Gouvernement précise les modalités et mentions de ce document.

§ 3. Pour les finalités spéciales désignées par le Gouvernement, le véhicule est équipé d'un système de paiement par voie électronique et d'un système qui permet de fournir une attestation de transport aux personnes ayant effectué un déplacement.

Art. 57. Tout véhicule est équipé d'un signe distinctif, dont le Gouvernement détermine la forme.

Le véhicule ne porte pas de signe extérieur ou intérieur caractérisant ou rappelant les véhicules affectés à l'exploitation d'un service de taxi de station, tels que taximètre, voyant lumineux ou mentions, ou à l'exploitation d'un service de taxi de rue.

TITRE VI. — *Dispositions relatives aux services de transport à finalité sociale*

CHAPITRE 1^{er}. — *Du coût du transport*

Art. 58. Le Gouvernement détermine le coût de l'indemnisation et les modalités de mise en oeuvre de celle-ci.

Le Gouvernement peut prévoir les modalités de subventionnement des services de transport à finalité sociale.

CHAPITRE 2. — *De l'agrément et de la déclaration*

Art. 59. Pour exercer sur le territoire de la Région wallonne, l'Organisme répond aux conditions suivantes :

1° il est agréé par le Gouvernement selon les conditions qu'il fixe;

2° il adresse une déclaration d'activité au Gouvernement.

Le Gouvernement détermine les organismes agréés d'office.

Le Gouvernement fixe la procédure d'introduction et d'instruction de la demande d'agrément et de la déclaration et détermine leur forme et contenu.

Art. 60. L'agrément comporte les mentions suivantes :

- 1° la finalité sociale poursuivie;
- 2° les conditions tarifaires appliquées; 3° la date d'expiration;
- 4° l'identité de l'Organisme.

Le Gouvernement précise et complète ces éléments et détermine la forme de l'agrément.

Art. 61. § 1^{er}. L'agrément et la déclaration sont valables trois ans, renouvelable.

Le Gouvernement fixe les conditions et la procédure d'introduction et d'instruction de la demande de renouvellement de l'agrément et de la déclaration.

§ 2. Le renouvellement est refusé à l'organisme dans les conditions suivantes :

- 1° il ne répond plus aux conditions liées au service de transport à finalité sociale, telles que celles relatives à la délivrance de l'agrément;
- 2° il ne respecte pas les dispositions du présent décret ou des arrêtés pris en exécution de celui-ci;
- 3° il ne respecte pas la législation applicable dans le cadre de son activité;
- 4° il reste en défaut de paiement des amendes infligées par le fonctionnaire d'instance administrative sur base des articles 74 à 77 après un délai de quarante jours ouvrables à l'issue d'une mise en demeure de régularisation lui adressée par l'Administration.

§ 3. L'Administration peut vérifier à tout moment le respect des conditions de validité de l'agrément et le respect des termes de la déclaration.

Le Gouvernement détermine les délais maximaux dans lesquels l'Organisme se met en ordre.

En cas de constat de manquement ou d'irrégularité, l'agrément peut être suspendu ou retiré.

§ 4. L'Organisme collabore avec l'Administration lors de toute procédure de vérification et lors de toute interpellation sous peine de se voir retirer ou suspendre ses agréments.

Art. 62. L'Organisme informe l'Administration de tout changement relatif à sa situation depuis l'introduction de sa demande d'agrément ou de la déclaration et pendant toute leur durée de validité.

Ces éléments sont précisés par le Gouvernement.

Art. 63. L'agrément peut être retiré ou suspendu pour les motifs énoncés à l'article 61, § 2, par décision du Gouvernement, selon la procédure qu'il détermine.

CHAPITRE 3. — *Des conditions d'exécution des prestations*

Art. 64. Les conditions d'exécution des prestations relatives aux Organismes, chauffeurs, véhicules et usagers sont fixées par le Gouvernement dans les limites du présent décret.

Art. 65. L'Organisme veille au respect des conditions d'exécution des prestations relatives aux chauffeurs et aux véhicules.

Art. 66. Les services à finalité sociale font usage d'une feuille de route dont les mentions et modalités sont fixées par le Gouvernement.

TITRE VII. — *L'usage mixte*

Art. 67. L'exploitant peut affecter un véhicule disposant d'une licence taxi à l'exploitation d'un service de transport à finalité spéciale moyennant autorisation du Gouvernement et respect des conditions y afférentes, et inversement.

Art. 68. Par dérogation à l'article 57, alinéa 2, le véhicule exploité dans le cadre d'un service de taxi de station, par ailleurs affecté à l'exploitation d'un service de transport à finalité spéciale, peut conserver un taximètre ainsi que les signes distinctifs intérieurs.

TITRE VIII. — *Plaintes et sanctions*

CHAPITRE 1^{er}. — *Des plaintes*

Art. 69. Le Gouvernement met en place un service de gestion des plaintes directement accessible au client et en fixe les modalités.

Tout plaignant peut, soit :

- 1° interpellier l'exploitant ou l'Organisme des services visés à l'article 1^{er};
- 2° s'adresser au service visé à l'alinéa 1^{er}.

Art. 70. Les informations relatives au service de gestion de plainte organisé par le Gouvernement, et le cas échéant, par l'exploitant ou l'Organisme, sont affichées dans chaque véhicule, conformément aux exigences fixées par le Gouvernement.

CHAPITRE 2. — *Des sanctions*

Section 1^{re}. — *Du constat des infractions*

Art. 71. Les agents ou fonctionnaires de police et les inspecteurs de l'Administration au sens de l'article 1^{er} du décret du 4 février 1999 relatif à la désignation des fonctionnaires chargés du contrôle de la réglementation sur les transports de personnes en Région wallonne sont habilités à constater les infractions commises prévues par ce décret et ses arrêtés d'exécution.

Section 2. — Des sanctions pénales

Art. 72. § 1^{er}. Est puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de cent euros à dix mille euros ou d'une de ces peines seulement :

1° l'exploitant qui met en circulation un véhicule qui ne dispose pas d'une licence d'exploitation ou d'une autorisation d'exploiter;

2° toute personne qui donne les apparences d'assurer un des services visés à l'article 1^{er}, 1° et 4°, sans détenir la licence ou l'autorisation lui permettant d'exploiter ce type de service;

3° l'opérateur qui met en place et gère un service d'intermédiation électronique sans disposer d'un agrément sur la base de l'article 8;

4° l'Organisme qui met en circulation un véhicule sans disposer de l'agrément ou sans avoir déclaré son activité de service de transport à finalité sociale.

§ 2. Est punie d'une amende de cinquante euros à trois mille euros :

1° la personne qui conduit un véhicule sans détenir le certificat de capacité visé aux articles 33 et 54;

2° la personne qui exploite un service de taxis ou un service de transport à finalité spéciale sans avoir souscrit :

a) à une assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs;

b) à une assurance relative au transport rémunéré de personnes dont les modalités sont fixées par le Gouvernement;

3° la personne qui organise un service de transport à finalité sociale sans avoir souscrit une assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs.

§ 3. La saisie du véhicule exploité dans le cadre d'un service visé à l'article 1^{er} peut être ordonnée, sur instruction du parquet, en cas de défaut :

1° de licence d'exploitation, d'autorisation d'exploiter ou d'accès à la profession;

2° d'assurances visées au paragraphe 2, 2°;

3° de conformité au contrôle technique dû à un dépassement du délai légal ou à un certificat de visite rouge avec interdiction à la circulation, conformément à la réglementation relative aux conditions techniques auxquelles répondent les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité.

§ 4. Les dispositions du Livre I^{er} du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, sont applicables aux infractions visées aux paragraphes 1^{er} à 3.

Art. 73. Le juge peut ordonner la confiscation du véhicule à l'aide duquel l'infraction a été commise.

Si le véhicule appartient à un tiers, le propriétaire est préalablement entendu afin de faire valoir ses moyens de défense.

Section 3. — Des sanctions administratives

Art. 74. À défaut de poursuite pénale, une sanction administrative peut être infligée par le fonctionnaire d'instance administrative désigné à cette fin par le Gouvernement.

Art. 75. § 1^{er}. La sanction administrative est infligée pour tout manquement au présent décret ou à ses arrêtés d'exécution.

Le fonctionnaire d'instance administrative a la possibilité d'individualiser la sanction administrative infligée.

Le Gouvernement détermine le montant des amendes administratives, ainsi que le délai et les modalités de leur paiement pour les infractions au présent décret ou à ses arrêtés d'exécution en fonction de l'impact potentiel de l'infraction sur l'activité exercée, sur la qualité du service et sur la clientèle.

Elles ne sont pas supérieures à deux mille euros par manquement.

§ 2. Le contrevenant est informé, selon les modalités fixées par le Gouvernement, de la sanction administrative qu'il encourt.

Le contrevenant est invité à faire valoir ses observations selon la procédure fixée par le Gouvernement.

Le Gouvernement fixe les modalités relatives à la notification de la décision d'infliger une amende administrative.

§ 3. Les modalités de recouvrement de l'amende, à défaut de paiement de celle-ci dans les délais fixés par le Gouvernement, sont définies par le Gouvernement.

§ 4. En cas de récidive dans les trois ans du prononcé de la sanction, le montant de l'amende est doublé.

Art. 76. Le contrevenant dispose d'un droit de recours contre la décision d'infliger une amende administrative.

À peine de forclusion, ce recours est introduit dans les vingt jours ouvrables de la notification de la décision, par voie de requête devant le tribunal de police.

Le recours devant le tribunal de police est un recours de pleine juridiction. Il est suspensif. Le jugement du tribunal n'est pas susceptible d'appel.

Art. 77. Le fonctionnaire d'instance administrative peut communiquer le dispositif de sa décision aux autorités communales dans le cadre des compétences qui leur sont attribuées par le présent décret.

Les modalités de cette transmission sont fixées par le Gouvernement.

Section 4. — De la saisie des documents d'autorisation

Art. 78. Les agents ou fonctionnaires de police et les inspecteurs de l'Administration au sens de l'article 1^{er} du décret du 4 février 1999 relatif à la désignation des fonctionnaires chargés du contrôle de la réglementation sur les transports de personnes en région wallonne sont habilités à saisir à tout moment la licence d'exploitation ou l'autorisation d'exploiter en cas de constat de :

1° défaut d'assurances du véhicule visées à l'article 72, § 2, 2°;

2° non-conformité du véhicule au regard des exigences du contrôle technique visée à l'article 72, § 3, 3°.

Ces documents sont aussitôt remis à l'Administration.

Les modalités et la procédure de conservation et de restitution de ces documents sont fixées par le Gouvernement.

TITRE IX. — Traitement des données à caractère personnel

Art. 79. L'Administration établit et gère un fichier central des données relatives aux exploitants, aux gestionnaires de transport, aux chauffeurs, aux opérateurs de plateforme d'intermédiation électronique et aux Organismes agréés par le Gouvernement.

Ce fichier comprend les informations suivantes :

1° les données suivantes relatives à l'exploitant :

- a) les noms et prénoms et/ou dénomination sociale;
- b) le numéro de registre national et/ou d'entreprise;
- c) l'adresse du siège d'exploitation et, le cas échéant, de l'unité ou des unités d'établissement;
- d) un numéro de téléphone et une adresse de messagerie électronique de contact;
- e) les données relatives aux conditions de moralité, solvabilité et capacité professionnelles visées à l'article 4;
- f) le statut social;
- g) l'identité et le statut social du/des chauffeur(s) conduisant le/les véhicules de l'exploitant;

2° les données suivantes relatives au chauffeur :

- a) les noms et prénoms, numéro de registre national et adresse du domicile;
- b) un numéro de téléphone et une adresse de messagerie électronique de contact;
- c) les données relatives aux conditions de moralité visées aux articles 33 et 54;
- d) le numéro de permis de conduire;
- e) la date de validité du permis de conduire et du certificat d'aptitude médicale;
- f) le statut social;
- g) le régime de travail;

3° les données suivantes relatives aux services d'intermédiation électroniques :

- a) les noms et prénoms et/ou dénomination sociale;
- b) le numéro de registre national et/ou d'entreprise;
- c) l'adresse du siège d'exploitation et, le cas échéant, de l'unité ou des unités d'établissement;
- d) un numéro de téléphone et une adresse de messagerie électronique de contact;
- e) les données relatives aux conditions visées à l'article 8;

4° les données suivantes relatives aux courses prestées par les services de taxis et par certains services de transport à finalité spéciale déterminés par le Gouvernement :

- a) les données relatives à l'identification de l'exploitant visées au 1°, a) à c);
- b) les données relatives à l'identification du chauffeur visées au 2°, a);
- c) la plaque d'immatriculation du véhicule;
- d) la date;
- e) les données de localisation du point de départ et d'arrivée;
- f) les heures de départ et d'arrivée;
- g) le numéro unique de la course;
- h) le prix final de la course;
- i) la distance de la course;

5° les données relatives au service quotidien du véhicule :

- a) les dates et heures de début et de fin du service;
- b) les heures de début et de fin des périodes de pause prises pendant la durée du service;
- c) le nombre de courses effectuées;
- d) la distance totale parcourue et, au sein de celle-ci, la distance parcourue avec des usagers à bord;

6° les données suivantes relatives au véhicule exploité dans le cadre d'un service de taxis et par certains services de transport à finalité spéciale déterminés par le Gouvernement :

- a) la plaque d'immatriculation;
- b) les données relatives au contrôle technique;
- c) les données relatives au titre de propriété du véhicule.

Les données sont conservées pendant une période maximale de dix années.

Art. 80. Les données listées à l'article 79 sont collectées et traitées en vue de :

1° permettre une gestion administrative efficace des procédures d'octroi et de renouvellement d'autorisation, de licence, d'agrément et de déclaration, d'octroi du certificat de capacité, d'enregistrement du véhicule mises en place par le présent décret;

2° contrôler le respect des dispositions relatives :

- a) aux conditions d'octroi et d'exploitation, de renouvellement, de suspension, du retrait de l'autorisation d'exploiter et de la licence d'exploitation;
- b) aux conditions d'octroi et d'exploitation de renouvellement, de suspension, du retrait de l'agrément du service d'intermédiation électronique;
- c) aux conditions d'octroi, de suspension et de retrait du certificat de capacité, et aux exigences imposées aux chauffeurs;
- d) aux exigences imposées aux véhicules;
- e) à la mise à disposition du véhicule;
- f) aux tarifs applicables;

3° partager les données relatives aux véhicules exploités dans le cadre d'un service de taxis, aux exploitants et aux certificats de capacité entre les services publics wallons et fédéraux compétents, les services publics compétents des autres Régions, la police.

Art. 81. § 1^{er}. L'Administration est le responsable du traitement au sens de l'article 4, 7), du Règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE.

§ 2. Le Gouvernement détermine à quelles données de la base de données peuvent avoir accès, les exploitants, les chauffeurs, la police, les services publics fédéraux et les services publics chargés de la gestion administrative et du contrôle des services de transport rémunéré de personnes, ainsi que les conditions et les modalités techniques de cet accès.

L'accès visé à l'alinéa 1^{er} est strictement limité aux informations personnelles de la personne qui sollicite l'accès ou, si la demanderesse est une autorité publique, à ce qui lui est nécessaire à l'exercice de ses compétences.

Art. 82. § 1^{er}. L'Administration publie sur son site internet la liste des exploitants d'un service de transport rémunéré accompagnée des données suivantes relatives aux autorisations, licences, autorisations qui ont été délivrées :

- 1° le nom ou la dénomination de l'exploitant;
- 2° l'adresse du siège d'exploitation;
- 3° le modèle, le numéro d'immatriculation et le numéro d'enregistrement des véhicules;
- 4° si l'exploitant dispose de véhicules adaptés à certains besoins spécifiques des clients eux-mêmes ou de ce qu'ils transportent, le(s) type(s) de besoins au(x)quel(s) ces véhicules sont adaptés;
- 5° la durée de validité de l'autorisation.

§ 2. Les données visées au paragraphe 1^{er} sont publiées afin de renforcer le contrôle du respect des dispositions du présent décret et de ses dispositions d'exécution.

TITRE X. — Dispositions abrogatoires, transitoires et finales

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions abrogatoires

Art. 83. Sont abrogés :

- 1° le décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur;
- 2° l'arrêté ministériel du 25 juin 1975 fixant les périmètres pour le transport par taxis.

CHAPITRE 2. — Dispositions transitoires

Art. 84. § 1^{er}. Tout exploitant, personne physique ou morale, titulaire d'une autorisation d'exploiter un service de taxi sous l'empire du décret du 18 octobre 2007, demande une licence d'exploitation pour chaque véhicule qu'il souhaite mettre en service en vertu du présent décret dans l'année de son entrée en vigueur.

Passé ce délai, les autorisations délivrées en vertu du décret du 18 octobre 2007 deviennent automatiquement caduques et l'exploitant est présumé exploiter un service de taxis sans autorisation.

§ 2. Tout exploitant, personne physique ou morale, titulaire d'une autorisation d'exploiter un service de location de voitures avec chauffeur ou de taxis collectifs sous l'empire du décret du 18 octobre 2007, demande une autorisation d'exploiter pour chaque véhicule qu'il souhaite mettre en service en vertu du présent décret dans l'année de son entrée en vigueur.

Passé ce délai, les autorisations délivrées en vertu du décret du 18 octobre 2007 deviennent automatiquement caduques et l'exploitant est présumé exploiter un service de transport à finalité spéciale sans autorisation.

§ 3. Tout Organisme, titulaire d'un agrément ou ayant déclaré son activité de transport d'intérêt général sous l'empire du décret du 18 octobre 2007, demande l'agrément ou fait sa déclaration en vertu du présent décret dans l'année de son entrée en vigueur.

Passé ce délai, les agréments délivrés et déclarations effectuées en vertu du décret du 18 octobre 2007, deviennent automatiquement caduques et l'Organisme est présumé effectuer un service de transport à finalité sociale sans agrément ou déclaration.

Art. 85. À condition que l'exploitant ou l'Organisme ait introduit sa demande conformément à l'article 84, la licence qui lui a été accordée en vertu du décret du 18 octobre 2007 reste valable, et ce jusqu'à ce que l'autorité compétente ait statué sur l'obtention de la demande de nouvelle licence.

Art. 86. Le Gouvernement fixe les mesures transitoires en ce qui concerne les certificats de capacité visés aux articles 33 et 54.

CHAPITRE 3. — Dispositions modificatives au décret du 4 février 1999 relatif à la désignation des fonctionnaires chargés du contrôle de la réglementation sur les transports de personnes en Région wallonne

Art. 87. Dans l'article 1^{er} du décret du 4 février 1999 relatif à la désignation des fonctionnaires chargés du contrôle de la réglementation sur les transports de personnes en Région wallonne, les mots " services de taxis et de location de voiture avec chauffeur " sont supprimés.

Art. 88. Dans le même décret, il est inséré un article 1^{er}*bis* rédigé comme suit :

" Art. 1^{er}*bis*. § 1^{er}. Sans préjudice des compétences conférées aux autres officiers ou agents de police judiciaire et aux membres du cadre opérationnel de la police locale et fédérale, le Gouvernement désigne les fonctionnaires et agents régionaux compétents pour surveiller l'exécution de la réglementation relative aux services de taxis, aux services de transport à finalité spéciale, aux services de transport à finalité sociale et aux services d'intermédiation électronique de transport.

§ 2. Les agents et fonctionnaires visés au paragraphe 1^{er} ont la qualité d'agents ou d'officiers de police judiciaire et doivent prêter serment, conformément aux lois et règlements en vigueur.

§ 3. Les fonctionnaires et agents visés au paragraphe 1^{er} peuvent, dans l'exercice de leur mission :

1° donner des injonctions aux conducteurs;

2° procéder à tous les examens, contrôles, enquêtes, et recueillir toutes informations et, notamment :

a) interroger toute personne;

b) rechercher, consulter ou se faire produire sans déplacement tout document ou toute pièce;

c) prendre copie photographique ou autre des documents demandés, ou les emporter contre récépissé;

3° requérir l'assistance des services de police afin de les protéger contre les violences et les voies de fait qui seraient exercées contre eux ou de leur permettre de lever les difficultés qui les empêcheraient de remplir leur mission;

4° saisir l'autorisation d'exploiter, la licence d'exploitation, l'agrément ou le certificat de capacité jusqu'à ce que l'infraction cesse d'exister;

5° obtenir l'accès aux véhicules utilisés pour les services de transport rémunéré de personnes par route au moyen de véhicules de petite capacité ainsi qu'à leurs garages;

6° constater et dresser procès-verbal et prendre toute mesure nécessaire dès qu'un véhicule occupe sans autorisation un emplacement de stationnement réservé aux taxis;

7° conformément aux dispositions pertinentes du Code d'instruction criminelle, saisir, immobiliser ou faire déplacer le véhicule ayant servi à commettre une infraction à la réglementation relative aux services de transports rémunéré de personnes au moyen de véhicules de petite capacité, et ce aux frais, risques et périls du contrevenant.

§ 4. En cas d'infraction, les services de police ainsi que les fonctionnaires et agents visés au paragraphe 1^{er} peuvent dresser procès-verbal faisant foi jusqu'à preuve du contraire.

Une copie du procès-verbal est adressée au contrevenant, dans les dix jours ouvrables de la constatation de l'infraction."

CHAPITRE 4. — *Disposition finale*

Art. 89. Le présent décret entre en vigueur à une date fixée par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 28 septembre 2023.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, de Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) Session 2023-2024.

Documents du Parlement wallon, 1409 (2022-2023) N° 1 à 5

Compte rendu intégral, séance plénière du 28 septembre 2023

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2023/206356]

28. SEPTEMBRE 2023 — Dekret über Dienste im Bereich der entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mit Fahrzeugen mit geringer Kapazität (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

TITEL I - Definitionen und Anwendungsbereich

Artikel 1 - Zur Anwendung vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1° "Taxidienst": die Tätigkeit, die die Beförderung von Personen mit einem von einem Fahrer geführten Fahrzeug mit geringer Kapazität gegen einen Preis, der innerhalb der durch oder aufgrund dieses Dekrets festgelegten Grenzen festgelegt wird, gewährleistet, die sich in Standtaxidienst und Straßentaxidienst unterteilt und die folgenden Bedingungen erfüllt:

- a) das Fahrzeug wird der Öffentlichkeit zur Verfügung gestellt;
- b) das Fahrtziel wird vom Nutzer frei festgelegt;
- c) die Zurverfügungstellung betrifft entweder das Fahrzeug oder jeden der Sitzplätze. Im zweiten Fall wird der Gesamtpreis für die Fahrt unter den Nutzern aufgeteilt;

2° "Standtaxidienst": der Taxidienst, der mit einem Fahrzeug betrieben wird, das mit einem Taxameter oder einer anderen von der Regierung genehmigten Ausrüstung ausgestattet ist, die die gleichen Funktionen erfüllt.

Nur Standtaxis sind Taxis im Sinne der Straßenverkehrsordnung;

3° "Straßentaxidienst": der Taxidienst, der ausschließlich mit Hilfe eines elektronischen Transportvermittlungsdienstes betrieben wird;

4° "Beförderungsdienst mit besonderer Zweckbestimmung": die Tätigkeit, die die Beförderung von Personen mit einem von einem Fahrer geführten Fahrzeug mit geringer Kapazität gewährleistet, die einen besonderen Zweck unter den von der Regierung genehmigten Zwecken verfolgt und die folgenden Bedingungen erfüllt:

- a) das Fahrzeug oder einer seiner Plätze wird dem Nutzer für eine bestimmte, im Voraus festgelegte Leistung auf der Grundlage eines Vertrags zur Verfügung gestellt;
- b) der Bestimmungsort wird zwischen dem Betreiber und dem Nutzer entsprechend dem gewählten Zweck vereinbart;

5° "Beförderungsdienst mit sozialer Zweckbestimmung": die Tätigkeit, die die Beförderung von Personen mit einem von einem Fahrer geführten Fahrzeug mit geringer Kapazität gewährleistet und von einer von der Regierung anerkannten Einrichtung organisiert wird und die folgende Bedingungen erfüllt:

- a) Das Fahrzeug wird dem Nutzer von der Einrichtung nach einem Reservierungssystem zur Verfügung gestellt.
- b) Die Einrichtung verfolgt keine Gewinnerzielungsabsicht;
- c) der Zielort wird zwischen dem Nutzer und der Einrichtung vereinbart, unbeschadet geringfügiger Anpassungen, die zwischen dem Nutzer und dem Fahrer vereinbart werden;

6° "elektronischer Transportvermittlungsdienst": eine natürliche oder juristische Person, die eine entgeltliche Tätigkeit ausübt, die es ermöglicht, über eine elektronische Plattform Betreiber mit Personen, die Reisen durchführen möchten, in einem vorher festgelegten Rahmen in Verbindung zu bringen;

7° "Fahrt": die einfache Fahrt des Fahrzeugs von der Abholung bis zum Ausladen des Kunden;

8° "Betreiber der Plattform für die elektronische Vermittlung": die natürliche oder juristische Person, die einen Dienst der elektronischen Vermittlung von Fahrten anbietet;

9° "Betreiber": die natürliche oder juristische Person, die sowohl über eine Bescheinigung über den Zugang zum Beruf als auch über eine Betriebslizenz oder eine Betriebsgenehmigung für jedes Fahrzeug verfügt, das ihr gehört oder über das sie auf der Grundlage eines langfristigen Vertrags verfügt, um einen der unter den Ziffern 1 und 4 genannten Dienste zu erbringen;

10° "der Verkehrsleiter": die natürliche Person, die tatsächlich und dauerhaft, unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen, den entgeltlichen Beförderungsdienst im Auftrag eines Betreibers, der eine juristische Person ist, verwaltet.

Der Verkehrsleiter übt eine leitende Funktion auf der Grundlage der Satzung der juristischen Person aus oder verfügt über ein spezifisches Mandat des Betreibers, das den von der Regierung festgelegten Mindestbedingungen entspricht;

11° "Fahrer": die natürliche Person, die einen entgeltlichen Beförderungsdienst erbringt;

12° "Fahrzeug mit geringer Kapazität": jedes motorisierte oder nicht motorisierte Fahrzeug mit höchstens vier Rädern, das einschließlich des Fahrers maximal neun Personen befördern kann und für die entgeltliche Beförderung von Personen auf der Straße bestimmt ist, mit Ausnahme der Fahrzeuge, die durch das wallonische Gesetzbuch über soziale Maßnahmen und Gesundheit geregelt sind;

13° "innerregionale Fahrt": jede Personenbeförderung auf einer Strecke, bei der der Ort der Abholung und der Ort der Ankunft des Kunden in der Wallonischen Region liegt;

14° "interregionale Fahrt": jede Personenbeförderung auf einer Strecke, bei der ein Teil, entweder der Ort der Abholung des Kunden oder der Ort der Ankunft des Kunden, in der Wallonischen Region liegt;

15° "Betriebsgenehmigung": die Genehmigung zur Ausübung eines Taxidienstes, die von der Gemeinde für jedes Fahrzeug ausgestellt wird, das für diesen Dienst eingesetzt wird;

16° "Betriebsgenehmigung": die Genehmigung zur Ausübung eines Beförderungsdienstes mit besonderer Zweckbestimmung, die von der Regierung für jedes diesem Dienst zugeordnete Fahrzeug ausgestellt wird;

17° Verwaltung: die von der Regierung bestimmte Dienststelle;

18° Straßenverkehrsordnung: der Königliche Erlass vom 1. Dezember 1975 über die allgemeine Straßenverkehrsordnung und die Benutzung der öffentlichen Straße;

19° "Taxameter": das Messgerät, das dem Königlichen Erlass vom 28. September 2010 über den Einbau und die Übertragung der regelmäßigen Überprüfung von Taxametern unterliegt;

20° "Werktage": alle Wochentage, außer Samstagen, Sonntagen und gesetzlichen Feiertagen;

21° "Rat": der Gemeinderat der Gemeinde, wo der Betreiber seinen Taxidienst betreibt oder wo er beabsichtigt, diesen zu betreiben;

22° "Kollegium": das Gemeindegremium der Gemeinde, wo der Betreiber seinen Taxidienst betreibt oder wo er beabsichtigt, diesen zu betreiben;

23° "bestellte und angenommene Fahrt": eine Fahrt, die Gegenstand einer vorherigen Reservierung war, indem sie vor der Einfahrt in das Gebiet, in dem der Fahrer keine Lizenz hat, bestellt und angenommen wurde.

Art. 2 - Das vorliegende Dekret gilt für die folgenden Dienste im Bereich der entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße:

1° Taxidienste;

2° Beförderungsdienst mit besonderer Zweckbestimmung;

3° Beförderungsdienst mit sozialer Zweckbestimmung.

Art. 3 - § 1. Es werden eine Kommission für entgeltliche Personenbeförderungsdienste auf der Straße und thematische Unterkommissionen eingerichtet, die auf Antrag des Ministers, der für das Verkehrswesen zuständig ist, zusammentreten.

§ 2. Die Kommission untersucht alle spezifischen Probleme im Zusammenhang mit Taxidiensten, Beförderungsdiensten mit besonderer Zweckbestimmung und Beförderungsdiensten mit sozialer Zweckbestimmung, insbesondere:

1° die anzuwendenden Tarife;

2° die Höchstzahl der pro Gemeinde zu erteilenden Lizenzen gemäß dem in Artikel 14 vorgesehenen Prinzip;

3° jeden Entwurf zur Änderung der Vorschriften über die entgeltliche Beförderung von Personen auf der Straße.

§ 3. Die Kommission setzt sich aus den folgenden Mitgliedern zusammen:

1° ein Vertreter der Regierung, der den Minister vertritt;

2° drei Vertreter der Verwaltung;

3° ein Delegierter der Organisationsbehörde für kollektive und geteilte Transporte;

4° ein "Vertreter der Union des Villes et Communes de Wallonie" (Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie);

5° zwei Vertreter des Groupement national des entreprises de voitures de taxis et de location avec chauffeur (Nationaler Verband der Taxi- und Mietwagenunternehmen mit Fahrer);

6° ein Vertreter der Association des chauffeurs belges de limousine (Verband der belgischen Limousinenfahrer);

7° zwei Vertreter der elektronischen Transportvermittlungsdienste.

§ 4. Die Mitglieder der Kommission und ihre Stellvertreter werden vom Minister benannt.

§ 5. Der Vorsitzende kann Dritte als Sachverständige zu den Sitzungen der Kommission einladen.

§ 6. Den Vorsitz in der Kommission führt der Generalinspektor der Abteilung der Verwaltung oder sein Stellvertreter, der für die entgeltliche Beförderung von Personen auf der Straße zuständig ist.

§ 7. Die Regierung bestimmt die Modalitäten ihrer Organisation.

TITEL II - Zugang zum Beruf

Art. 4 - § 1. Um Betreiber eines Taxidienstes oder eines Beförderungsdienstes mit besonderer Zweckbestimmung auf dem Gebiet der Wallonischen Region zu werden, erhält jede Person zuvor eine von der Regierung ausgestellte Bescheinigung über den Zugang zum Beruf.

§ 2. Um eine Bescheinigung über den Zugang zum Beruf zu erhalten, erfüllt der Antragsteller die folgenden Bedingungen:

1° eine dauerhafte und tatsächliche Niederlassung auf dem Gebiet der Wallonischen Region haben;

2° von tadelloser Führung sein;

3° die Einhaltung seiner steuerlichen und sozialen Verpflichtungen nachweisen;

4° seine berufliche Qualifikation nachweisen;

5° seine Zahlungsfähigkeit nachweisen;

Die in Absatz 1 genannten Elemente werden von der Regierung näher bestimmt.

In Bezug auf Absatz 1, 4° wird die berufliche Qualifikation durch eine Bescheinigung über die Gültigkeit der Kompetenz nachgewiesen, die gemäß dem von der Regierung festgelegten Verfahren ausgestellt wird und für die eine finanzielle Beteiligung von höchstens fünfzig Euro verlangt werden kann.

Dieser Betrag kann von der Regierung den Schwankungen des Indexes der Verbraucherpreise angepasst werden.

Wenn der Antragsteller eine juristische Person ist, werden die in Absatz 1, 2° und 4° genannten Bedingungen vom Verkehrsleiter erfüllt und die in Absatz 1, 3° und 5° genannten Bedingungen werden sowohl von der juristischen Person als auch vom Verkehrsleiter erfüllt.

§ 3. Die Regierung legt das Verfahren zur Einreichung und Bearbeitung des Antrags auf Erteilung einer Bescheinigung über den Zugang zum Beruf fest und bestimmt deren Form und Inhalt.

Sie bestimmt die Form der Bescheinigung über den Zugang zum Beruf und die darin enthaltenen Angaben.

Art. 5 - § 1. Die Bescheinigung über den Zugang zum Beruf ist fünf Jahre lang gültig und kann um denselben Zeitraum erneuert werden

Die Regierung legt das Verfahren zur Einreichung und Bearbeitung des Antrags auf Erneuerung fest und bestimmt deren Form und Inhalt.

§ 2. Die Erneuerung der Bescheinigung über den Zugang zum Beruf wird dem Betreiber unter folgenden Bedingungen verweigert:

1° er erfüllt nicht mehr die in Artikel 4 § 2 festgelegten Bedingungen;

2° er hält die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets oder der in dessen Durchführung verabschiedeten Erlasse nicht ein;

3° er versäumt es, die vom Beamten der Verwaltungsinstanz auf der Grundlage der Artikel 74 bis 77 verhängten Geldbußen nach Ablauf einer Frist von vierzig Werktagen nach einer von der Verwaltung an ihn gerichteten Aufforderung zur Regularisierung zu zahlen.

§ 3. Die Verwaltung kann jederzeit die Einhaltung der Bedingungen für die Gültigkeit der Bescheinigung über den Zugang zum Beruf überprüfen. Wird eine Nichterfüllung oder Unregelmäßigkeit festgestellt, kann die Bescheinigung ausgesetzt oder entzogen werden.

Die Regierung legt die Modalitäten und die maximalen Fristen fest, innerhalb derer der Betreiber eine Regelwidrigkeit beendet, sowie die Art und Weise, wie dies zu geschehen hat.

§ 4. Der Betreiber arbeitet mit der Verwaltung bei allen Verfahren zur Überprüfung der Voraussetzungen für den Zugang zum Beruf und bei allen Anfragen zusammen, andernfalls wird die Bescheinigung über den Zugang zum Beruf ausgesetzt oder entzogen.

Art. 6 - Der Betreiber informiert die Verwaltung über jede Änderung seiner Situation seit der Einreichung seines Antrags auf Zulassung zum Beruf und während der gesamten Dauer der Betriebstätigkeit.

Die Regierung bestimmt die Mittel, mit denen der Betreiber die Verwaltung informiert.

Art. 7 - Die Bescheinigung über den Zugang zum Beruf wird aus den in Artikel 5 § 2 festgelegten Gründen durch Beschluss der Regierung nach dem von ihr bestimmten Verfahren entzogen oder ausgesetzt.

TITEL III - Zulassung des elektronischen Transportvermittlungsdienstes

Art. 8 - § 1. Der elektronische Transportvermittlungsdienst wird von der Regierung zugelassen.

§ 2. Um eine Zulassung zu erhalten, muss der Betreiber der Plattform für die elektronische Vermittlung folgende Voraussetzungen erfüllen:

1° er wurde gemäß den Rechtsvorschriften eines Mitgliedstaats des Europäischen Wirtschaftsraums oder gemäß den Rechtsvorschriften eines Staates gegründet, dessen Unternehmen in Belgien in Anwendung eines internationalen Abkommens wie belgische Unternehmen behandelt werden;

2° er hat eine Niederlassungseinheit in Belgien; wenn diese Bedingung zum Zeitpunkt der Einreichung des Antrags auf Zulassung nicht erfüllt ist, verpflichtet er sich, sie spätestens am Tag vor dem ersten Tag, an dem er seine Buchungsplattform der Öffentlichkeit zur Verfügung stellt, erfüllt zu haben;

3° er verfügt über eine Unternehmensnummer, die von der bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen für die Vermittlungstätigkeit vergeben wird, oder über eine Identifikationsnummer für die Mehrwertsteuer in dem Mitgliedstaat des Europäischen Wirtschaftsraums oder in dem Staat, dessen Unternehmen in Belgien in Anwendung eines internationalen Abkommens wie belgische Unternehmen behandelt werden;

4° er beachtet die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets, der in dessen Durchführung verabschiedeten Erlasse und alle anderen einschlägigen Vorschriften;

5° er erfüllt die Verpflichtung zur Transparenz in sozialen, steuerlichen und betrieblichen Angelegenheiten.

Diese Elemente werden von der Regierung präzisiert.

§ 3. Die Regierung legt das Verfahren zur Einreichung und Bearbeitung des Antrags auf Zulassung fest und bestimmt deren Form und Inhalt.

Sie bestimmt die Form der Zulassung und die darin enthaltenen Angaben.

Art. 9 - § 1. Die Zulassung ist fünf Jahre lang gültig und kann um denselben Zeitraum erneuert werden.

Die Regierung legt das Verfahren zur Einreichung und Bearbeitung des Antrags auf Erneuerung fest.

§ 2. Die Erneuerung der Zulassung wird dem Betreiber der Plattform für die elektronische Vermittlung unter folgenden Bedingungen verweigert:

1° er erfüllt nicht mehr die in Artikel 8 § 2 festgelegten Bedingungen;

2° er hält die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets, der in dessen Durchführung verabschiedeten Erlasse oder aller anderen einschlägigen Vorschriften nicht ein;

3° er beachtet die im Rahmen seiner beruflichen Tätigkeit anwendbare Gesetzgebung nicht;

4° er versäumt es, die vom Beamten der Verwaltungsinstanz auf der Grundlage der Artikel 74 bis 77 verhängten Geldbußen nach Ablauf einer Frist von vierzig Werktagen nach einer von der Verwaltung an ihn gerichteten Aufforderung zur Regularisierung zu zahlen.

§ 3. Die Verwaltung kann jederzeit die Einhaltung der Bedingungen für die Gültigkeit der Zulassung überprüfen. Wird eine Nichterfüllung oder Unregelmäßigkeit festgestellt, kann die Zulassung ausgesetzt oder entzogen werden.

Die Regierung legt die Modalitäten und die maximalen Fristen fest, innerhalb derer der Betreiber eine Regelwidrigkeit beendet, andernfalls wird die Zulassung entzogen oder ausgesetzt.

§ 4. Der Betreiber arbeitet mit der Verwaltung bei allen Verfahren zur Überprüfung der Voraussetzungen für die Zulassung und bei allen Anfragen zusammen, andernfalls wird die Zulassung entzogen oder ausgesetzt.

§ 5. Die Zulassung kann aus den in Paragraph 2 genannten Gründen durch Beschluss der Regierung nach dem von ihr festgelegten Verfahren entzogen oder ausgesetzt werden.

Art. 10 - Der Betreiber informiert die Verwaltung über alle Änderungen bezüglich seiner Situation und der Situation der von ihm verwalteten elektronischen Plattform seit der Einreichung des Antrags auf Zulassung und während der gesamten Gültigkeitsdauer der Zulassung. Die Regierung bestimmt die Mittel, mit denen der Betreiber die Verwaltung informiert.

TITEL IV - Taxidienste**KAPITEL 1 - Gemeinsame Bestimmungen**

Art. 11 - Die Bedingungen für den Betrieb eines Taxidienstes werden durch den Rat innerhalb der von der Regierung festgesetzten Grenzen festgesetzt.

Unter den vom Rat festgelegten Bedingungen wird die Betriebslizenz vom Kollegium erteilt.

Das Kollegium legt den anwendbaren Tarif innerhalb der von der Regierung festgelegten Grenzen fest. Wenn die Anwendung eines bestimmten Tarifs nicht in den Bedingungen der Genehmigung vorgeschrieben ist, setzt das Kollegium diesen Tarif auf Vorschlag des Betreibers fest.

Art. 12 - § 1. Um einen Taxidienst zu betreiben, erhält jeder Betreiber zunächst eine Betriebslizenz.

§ 2. Wenn der Betreiber eine überregionale Fahrt durchführt, verfügt er für jedes Fahrzeug über eine Betriebslizenz, die von der Gemeinde des Ortes der Abholung oder des Ortes der Ankunft der Fahrt gemäß Kapitel 2 ausgestellt wurde, oder über ein ähnliches Dokument, das von einer öffentlichen Behörde rechtsgültig ausgestellt wurde.

Abgesehen von den Fällen, die in einem Zusammenarbeitsabkommen gemäß Artikel 92bis, § 2, Buchstabe c) des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen während einer Fahrt auf dem Gebiet der Wallonischen Region durch einen in einer anderen Region zugelassenen Taxidienst vorgesehen sind, darf auf dem Gebiet der Wallonischen Region keine Person an Bord gehen, es sei denn, die Fahrt wurde vor der Einreise in das Gebiet der Region bestellt und angenommen.

§ 3. Wenn der Betreiber eine innerregionale Fahrt durchführt, verfügt er für jedes Fahrzeug über eine Betriebslizenz, die von der Gemeinde des Ortes der Abholung oder des Ortes der Ankunft der Fahrt ausgestellt wird.

In Abweichung von Absatz 1 kann der Betreiber über eine von einer anderen Gemeinde ausgestellte Betriebslizenz verfügen, wenn die Fahrt vor der Einreise in das Gebiet der Gemeinde des Ortes der Abholung bestellt und angenommen wurde.

Art. 13 - § 1. Das Lizenzfahrzeug wird entweder für einen Standtaxidienst oder für einen Straßentaxidienst eingesetzt.

Der Betreiber, der ein Fahrzeug nutzt, das mit einem Taxameter oder einer anderen von der Regierung genehmigten Ausrüstung ausgestattet ist, die die gleichen Funktionen erfüllt, weist dieses Fahrzeug ausschließlich dem Standtaxidienst zu.

Die Regierung legt die Modalitäten für die Reservierung der Fahrt fest.

§ 2. Der Unternehmer, der ausschließlich einen auf der Grundlage der Bestimmungen des Titels III zugelassenen elektronischen Transportvermittlungsdienst nutzt, weist sein Fahrzeug ausschließlich dem Straßentaxidienst zu.

Die Regierung legt die Bedingungen für die Zulassung des in Paragraph 1 Absatz 2 genannten alternativen Systems zum Taxameter fest.

Art. 14 - § 1. Die Gemeinde stellt die Betriebslizenzen aus, die den öffentlichen Nutzen des Dienstes belegen.

§ 2. Die Höchstzahl der pro Gemeinde auszustellenden Lizenzen wird von der Regierung festgelegt.

§ 3. Diese Zahl wird jährlich von der in Artikel 3 vorgesehenen Kommission überprüft.

Jede über die in § 2 genannte Höchstgrenze hinaus erteilte Lizenz wird von der Regierung gemäß Artikel 19 § 3 aufgehoben.

§ 4. In Abweichung von davon kann eine Lizenz nach den von der Regierung festgelegten Regeln auch über die in Paragraph 2 genannte Grenze hinaus erteilt werden.

Art. 15 - Jeder Betreiber, der vom Kollegium die Erlaubnis erhalten hat, ein Standtaxi zu betreiben, darf mit seinen Fahrzeugen:

a) jeden unbesetzten Taxistandplatz auf einer öffentlichen Straße in der Gemeinde, die die Genehmigung erteilt hat, nutzen, oder;

b) jeden nicht auf der öffentlichen Straße gelegenen Standplatz, der ihm gehört oder von ihm genutzt wird, nutzen;

c) jeden anderen öffentlich zugänglichen Ort auf dem Gebiet der Gemeinde, die die Genehmigung ausgestellt hat, mit Zustimmung des Straßenverwalters nutzen.

Auf keinen Fall darf die Anzahl der Fahrzeuge, die auf einem auf offener Straße liegenden Parkplatz stehen, die Anzahl der dort vorgesehenen Parkplätze überschreiten.

Art. 16 - Straßentaxis parken nicht auf reservierten und mit dem Kürzel "Taxi" gekennzeichneten Standplätzen.

Fahrer von Straßentaxis im Dienst dürfen ihr Fahrzeug nicht im Umkreis von 100 m von einem für Taxis reservierten Standplatz abstellen oder mit diesem hin und her fahren, es sei denn, es handelt sich um eine bestellte Fahrt.

Art. 17 - Die Regierung legt die Tarifmodalitäten für Taxidienste fest.

KAPITEL 2 - Betriebslizenz**Abschnitt 1 - Antrag auf Betriebslizenz**

Art. 18 - Der Antragsteller richtet einen Antrag auf eine Betriebslizenz an das Kollegium der betreffenden Gemeinde.

Handelt es sich bei dem Betreiber um eine juristische Person, wird der Antrag vom Verkehrsleiter eingereicht.

Die Regierung legt das Verfahren zur Einreichung und zur Untersuchung des Antrags auf eine Betriebslizenz sowie die Form des Antrags und die darin enthaltenen Angaben und Anlagen fest.

Art. 19 - § 1. Das Kollegium oder sein Beauftragter stellt die Betriebslizenz aus.

Die Gemeinde kann innerhalb der von der Regierung festgelegten Grenzen zusätzliche Bedingungen für die Erteilung der Betriebslizenz festlegen.

§ 2. Die Gemeinde übermittelt der Regierung eine Kopie der Betriebslizenz nach den von ihr bestimmten Modalitäten.

§ 3. Die Regierung kann die Urkunde über die Erteilung der Betriebslizenz ganz oder teilweise aufheben, wenn die Gemeinde die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets, insbesondere Artikel 14, die in dessen Durchführung verabschiedeten Erlasse und alle anderen einschlägigen Vorschriften nicht eingehalten hat.

Das Aufhebungsverfahren wird von der Regierung festgelegt.

Art. 20 - Die Betriebslizenz enthält die folgenden Angaben:

- 1° die Angaben, die es ermöglichen, das Fahrzeug zu identifizieren;
- 2° die Gemeinde, in der das Taxi betrieben wird;
- 3° die Art des Taxidienstes;
- 4° die Dauer der Betriebslizenz;
- 5° die Identität des Betreibers.

Die Regierung kann diese Angaben präzisieren und ergänzen.

Art. 21 - Das Kollegium oder sein Beauftragter verweigert die Erteilung der Betriebslizenz unter den folgenden Bedingungen an den Betreiber-Kandidaten oder den Betreiber, gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten:

- 1° er verfügt nicht/nicht mehr über den in Artikel 4 genannten Zugang zum Beruf;
- 2° er beachtet die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets oder der in dessen Durchführung verabschiedeten Erlasse nicht;
- 3° er beachtet die im Rahmen seiner beruflichen Tätigkeit anwendbare Gesetzgebung nicht;
- 4° er beachtet die auf ihn anwendbare kommunale Regelung in Sachen Taxidienste nicht;
- 5° er versäumt es, die vom Beamten der Verwaltungsinstanz auf der Grundlage der Artikel 74 bis 77 verhängten Geldbußen nach Ablauf einer Frist von vierzig Werktagen nach einer von der Gemeinde an ihn gerichteten Aufforderung zur Regularisierung zu zahlen;
- 6° das Fahrzeug erfüllt nicht die Bedingungen, die in dem vorliegenden Dekret oder seinen Ausführungserlassen vorgesehen sind.

Die Entscheidung, die Erteilung einer Betriebslizenz zu verweigern, wird dem Betreiber-Kandidaten oder dem Betreiber durch das Kollegium innerhalb von fünf Werktagen auf jede geeignete Weise mitgeteilt.

Falls das Kollegium innerhalb von 60 Arbeitstagen nach der Bestätigung des Empfangs des Antrags keinen Beschluss fasst, gilt die Entscheidung als ablehnend.

Abschnitt 2 - Dauer der Betriebslizenz

Art. 22 - Die Dauer der Betriebslizenz wird unter Berücksichtigung der von der Regierung festgelegten zulässigen Altersgrenze des Fahrzeugs festgelegt.

In Abweichung von Absatz 1 und innerhalb der von der Regierung festgelegten Grenzen kann die Lizenz für eine kürzere Dauer erteilt werden, wenn besondere Umstände mit vorläufigem Charakter, die in der Betriebslizenz eingetragen sind, dies rechtfertigen.

Art. 23 - Nach Ablauf der Betriebslizenz hat der Betreiber Vorrang bei der Erteilung einer neuen Lizenz für denselben Dienst, vorausgesetzt, dass:

- 1° er seinen Antrag auf Erneuerung spätestens innerhalb von 40 Arbeitstagen nach Ablauf der Betriebslizenz einreicht;
- 2° dass er nicht Gegenstand eines der in Artikel 21 genannten Verweigerungsgründe ist.

Der Antrag auf Erneuerung erfolgt gemäß den in Abschnitt 1 genannten Modalitäten.

In Ermangelung einer Priorität werden die Lizenzanträge in der Reihenfolge ihrer Eintragung in eine Warteliste bearbeitet, die von der Gemeinde gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten erstellt wird.

Abschnitt 3 - Die Beantragung einer Lizenz für ein Reservefahrzeug

Art. 24 - § 1. Innerhalb der von der Regierung festgelegten Grenzen kann der Betreiber eine Lizenz erhalten, um über ein Reservefahrzeug zu verfügen, das sein Eigentum ist oder über das er langfristig verfügt.

§ 2. Das Reservefahrzeug wird ausschließlich im Falle der Nichtverfügbarkeit eines Lizenzfahrzeugs verwendet, um den Dienst zu erbringen, für den das Fahrzeug, das es ersetzt, eingesetzt wird, und für die Dauer dieser Nichtverfügbarkeit.

§ 3. Die Regierung legt das Verfahren zur Einreichung und Prüfung des Antrags, die Form des Antrags und seinen Inhalt sowie die Anforderungen fest, die das Reservefahrzeug erfüllen muss.

Es ist mindestens für die Durchführung eines Stand- oder Straßentaxidienstes ausgerüstet, für den das Fahrzeug, das es ersetzt, eingesetzt wird.

§ 4. Die Dauer der Lizenz wird gemäß Artikel 22 Absatz 1 festgelegt.

Abschnitt 4 - Antrag auf eine zeitlich begrenzte Lizenz

Art. 25 - § 1. Der Betreiber, dessen Lizenzfahrzeug aufgrund eines Ausfalls, wie z.B. eines Unfalls, eines mechanischen Schadens, eines Diebstahls oder einer technischen Wartung, vorübergehend nicht verfügbar ist, kann mit Genehmigung des Kollegiums seinen Dienst mit einem Ersatzfahrzeug durchführen.

In Abweichung von Artikel 1 Ziffer 9 ist es erlaubt, dass der Betreiber nicht Eigentümer des Ersatzfahrzeugs ist oder nicht langfristig über dieses Fahrzeug verfügt.

Wenn die Nichtverfügbarkeit des Fahrzeugs eine Frist von fünfzehn Tagen nicht überschreitet, genügt eine einfache Meldung an das Kollegium oder seinen Beauftragten auf elektronischem Wege.

§ 2. Die zeitlich begrenzte Lizenz wird nur für die Dauer der Nichtverfügbarkeit des Lizenzfahrzeugs, die einen Zeitraum von sechzig Arbeitstagen nicht überschreitet, und zur Sicherstellung des Dienstes, für den das Fahrzeug bestimmt ist, erteilt.

§ 3. Die Regierung legt die Verfahren zur Einreichung und Prüfung des Antrags auf eine zeitlich begrenzte Lizenz und der Meldung, deren Form und Inhalt sowie die Anforderungen fest, die das Reservefahrzeug erfüllen muss.

Es ist mindestens für die Durchführung eines Stand- oder Straßentaxidienstes ausgerüstet, für den das Fahrzeug, das es ersetzt, eingesetzt wird.

Abschnitt 5 - Grundsatz der Unübertragbarkeit der Betriebslizenz

Art. 26 - § 1. Die Betriebslizenz ist persönlich und unübertragbar.

§ 2. In Abweichung von Paragraf 1, gelten mit Genehmigung des Kollegiums und Zustimmung der Regierung folgende Bestimmungen:

1° der Ehegatte, der gesetzliche Zusammenwohnende, die Verwandten oder Verschwägerten bis zum zweiten Grad können im Falle des Todes oder der dauerhaften Geschäftsunfähigkeit des Betreibers eine oder mehrere seiner Betriebslizenzen unter denselben Bedingungen übertragen bekommen, wenn sie über eine Bescheinigung über den Zugang zum Beruf verfügen und die Verpflichtungen erfüllen, die dem Betreiber aufgrund des vorliegenden Dekrets oder seiner Ausführungserlasse auferlegt sind;

2° der Betreiber als natürliche Person kann eine oder mehrere Lizenzen an die von ihm gegründete juristische Person unter folgenden Bedingungen abtreten:

- a) er ist kein Minderheitsgesellschafter dieser juristischen Person;
- b) er wird für mindestens drei Jahre Verkehrsleiter dieser juristischen Person;
- c) die juristische Person erfüllt die in dem vorliegenden Dekret und seinen Ausführungserlassen festgelegten Verpflichtungen;

3° der Betreiber, der nach mindestens zehn aufeinanderfolgenden Jahren des Betriebs eines Taxidienstes diesen vollständig einstellt, kann eine oder mehrere der damit verbundenen Lizenzen abtreten.

Für die Anwendung von Ziffer 1 kann der Übernehmer nach Ablauf jeder Lizenz einen neuen Antrag auf Erteilung einer Betriebslizenz gemäß Abschnitt 1 stellen.

Wird die in Ziffer 2 Buchstabe b) genannte Frist von drei Jahren nicht eingehalten, so wird die Übertragung hinfällig, außer im Fall des Todes oder der dauerhaften Erwerbsunfähigkeit der natürlichen Person.

Für die Anwendung von Ziffer 3 verfügt der Übernehmer über eine Bescheinigung über den Zugang zum Beruf.

Ziffer 3 findet keine Anwendung, wenn der Antrag auf Abtretung im Rahmen einer gerichtlichen Reorganisationsmaßnahme, die von einem Gericht verkündet wurde, oder eines Konkursverfahrens gestellt wird.

Der Übertragende darf in den zehn Jahren nach der Übertragung weder in seinem eigenen Namen noch in seiner Eigenschaft als Verkehrsleiter bei der Gemeinde, die ihm die abgetretenen Lizenzen erteilt hat, einen Antrag auf Erteilung einer Betriebslizenz stellen.

§ 3. Die Regierung legt das Verfahren zur Einreichung und Untersuchung des Antrags auf Übertragung einer Betriebslizenz sowie die Form und den Inhalt des Antrags fest.

Art. 27 - Die Betriebslizenz und das im Rahmen eines Taxidienstes genutzte Fahrzeug dürfen nicht in irgendeiner Form vermietet werden.

In Abweichung von Absatz 1 darf das Fahrzeug nur an einen anderen Unternehmer vermietet werden, dessen Lizenzfahrzeug gemäß Artikel 25 vorübergehend nicht verfügbar ist.

Abschnitt 6 - Beschwerden

Art. 28 - Gegen die Entscheidung, die Erteilung einer Betriebslizenz zu verweigern, kann der Antragsteller bei der Regierung Beschwerde einlegen.

Die in Absatz 1 genannte Beschwerde ist innerhalb von fünfzehn Werktagen nach Zustellung des Bescheids über die Verweigerung gemäß Artikel 21 Absatz 2 oder innerhalb von fünfzehn Werktagen nach Ablauf der in Artikel 21 Absatz 3 genannten Frist von sechzig Werktagen gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten einzureichen, andernfalls ist sie unzulässig.

Die Regierung befindet innerhalb von sechzig Werktagen nach Eingang der Beschwerde.

Abschnitt 7 - Die Aussetzung und der Entzug

Art. 29 - § 1. Durch Beschluss des Kollegiums wird die Betriebslizenz in den folgenden Fällen entzogen oder ausgesetzt:

- 1° aus einem der in Artikel 21 genannten Gründe;
- 2° im Falle der Feststellung, dass das Fahrzeug nicht gemäß den Vorschriften über die obligatorische Kraftfahrzeughaftpflichtversicherung versichert ist;
- 3° bei Feststellung der Nichtübereinstimmung des Fahrzeugs mit den Anforderungen der technischen Kontrolle aufgrund einer Überschreitung der gesetzlichen Frist oder einer roten Prüfbescheinigung mit Fahrverbot gemäß der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör entsprechen.

Die Regierung legt das Verfahren für den Entzug und die Aussetzung fest.

§ 2. Gegen den Beschluss über den Entzug oder die Aussetzung kann der Betreiber bei der Regierung Beschwerde einlegen.

Die Beschwerde hat aufschiebende Wirkung und ist, unter Androhung der Unzulässigkeit, innerhalb von fünfzehn Werktagen nach Bekanntgabe des Beschlusses gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten einzulegen.

Die Regierung befindet innerhalb von sechzig Werktagen nach Eingang der Beschwerde.

Abschnitt 8 - Zahlung der Lizenz

Art. 30 - Die Erteilung der Lizenz kann von der Erhebung eines jährlichen Betrags zu Lasten des Betreibers durch die zuständige Gemeinde abhängig gemacht werden. Dieser Jahresbetrag wird proportional zur Anzahl der Tage verringert, die zwischen dem Tag des Beginns der Geschäftstätigkeit und dem Jahresende verbleiben.

Der von der zuständigen Gemeinde festgelegte Betrag ist für alle Taxidienste gleich.

Der Betrag wird auf höchstens fünfhundert Euro pro Lizenz festgesetzt.

Die Aussetzung oder der Entzug einer Lizenz oder die Außerbetriebnahme eines Fahrzeugs aus irgendeinem Grund führt nicht zu einer Rückerstattung des oben genannten Betrags.

Die Einreichung einer Beschwerde entbindet nicht von der Zahlung des oben genannten Betrags.

KAPITEL 3 - *Betriebsbedingungen*

Art. 31 - Die Betriebsbedingungen in Bezug auf Betreiber, Fahrer, Fahrzeuge und Nutzer werden von der Regierung innerhalb der Grenzen des vorliegenden Dekrets festgelegt.

Wird die Betriebslizenz einer juristischen Person erteilt, werden die Bedingungen, die der natürlichen Person auferlegt werden, vom Verkehrsleiter erfüllt.

Art. 32 - Die Betreiber stellen sicher, dass die Betriebsbedingungen in Bezug auf Fahrer und Fahrzeuge eingehalten werden.

Art. 33 - § 1. Der Fahrer verfügt über eine vom Kollegium oder seinem Beauftragten ausgestellte Bescheinigung über die fachliche Eignung, deren Bedingungen, Modalitäten für die Gewährung, Form und Vermerke von der Regierung auf der Grundlage der von ihr festgelegten Anforderungen an Führung und berufliche Qualifikation festgelegt werden.

§ 2. Die Bescheinigung über die fachliche Eignung wird jedes Jahr unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen neu für gültig erklärt.

Diese Gültigerklärung der Bescheinigung wird dem Fahrer unter folgenden Bedingungen verweigert:

1° wenn er den Bedingungen in Sachen Führung und berufliche Qualifikation nicht mehr genügt;

2° wenn er die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets oder der in dessen Durchführung verabschiedeten Erlasse nicht beachtet;

3° wenn er die auf ihn anwendbare kommunale Regelung in Sachen Taxidienste nicht beachtet;

4° wenn er es versäumt, die vom Beamten der Verwaltungsinstanz auf der Grundlage der Artikel 74 bis 77 verhängten Geldbußen nach Ablauf einer Frist von vierzig Werktagen nach einer von der Gemeinde an ihn gerichteten Aufforderung zur Regularisierung zu zahlen.

Die Regierung legt das Verfahren für die erneute Gültigerklärung und die Verweigerung der erneuten Gültigerklärung der Bescheinigung über die fachliche Eignung fest.

§ 3. Wenn der Fahrer, der Inhaber einer Bescheinigung über die fachliche Eignung ist, die in Paragraph 2 Ziffer 1 genannten Bedingungen nicht mehr erfüllt, wird diese Bescheinigung automatisch ungültig.

§ 4. Auf Beschluss des Kollegiums kann die Bescheinigung über die fachliche Eignung aus den in Paragraph 2 genannten Gründen entzogen oder ausgesetzt werden.

Die Regierung legt das Verfahren für den Entzug und die Aussetzung fest.

§ 5. Der Beschluss über die Verweigerung der erneuten Gültigerklärung, über den Entzug oder über die Aufhebung kann Gegenstand einer Beschwerde des Fahrers bei der Regierung sein.

Die Beschwerde hat aufschiebende Wirkung und ist, unter Androhung der Unzulässigkeit, innerhalb von fünfzehn Werktagen nach Bekanntgabe des Beschlusses gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten einzulegen.

Die Regierung befindet innerhalb von sechzig Werktagen nach Eingang der Beschwerde.

Art. 34 - Fahrer von Standtaxi und Straßentaxi dürfen das Fahrzeug, wenn sie nicht im Dienst sind, für private Zwecke nutzen, wenn der Betreiber ihnen dies gestattet. Die Beweislast für die private Nutzung liegt bei den Fahrern.

Das für private Zwecke genutzte Fahrzeug darf keine äußeren Zeichen tragen, die an Stand- oder Straßentaxi erinnern.

In dem in Absatz 1 genannten Fall ist der Fahrer verpflichtet, vorne rechts an der Windschutzscheibe die Aufschrift "Privatnutzung" anzubringen, deren Muster von der Regierung festgelegt wird.

Die Regierung legt die Modalitäten für die private Nutzung des Fahrzeugs fest.

Art. 35 - Ein für die Person, die eine Fahrt unternimmt, sichtbares Datenblatt, das die Identität des Fahrers sowie die Fahrzeugdaten gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten angibt, wird im Fahrzeug ausgehängt.

Das Fahrzeug ist mit einem elektronischen Zahlungssystem und einem System zur Ausstellung einer Beförderungsbescheinigung für Personen, die eine Fahrt unternommen haben, ausgestattet.

Art. 36 - Das Fahrzeug ist mit einem Unterscheidungszeichen ausgestattet, dessen Form die Regierung bestimmt, je nachdem, ob es für einen Standtaxidienst oder für einen Straßentaxidienst eingesetzt wird.

Das für einen Straßentaxidienst eingesetzte Fahrzeug trägt kein äußeres Zeichen, das die zum Betrieb eines Taxidienstes verwendeten Fahrzeuge kennzeichnet oder daran erinnert, wie z.B. Taxameter, Leuchtschilder oder Beschriftungen.

Art. 37 - Die Gemeinden können per Verordnung besondere Bedingungen zu den allgemeinen Betriebsbedingungen festlegen, die durch und gemäß diesem Kapitel bestimmt werden.

Die Gemeinden lassen die in Absatz 1 erwähnte Verordnung sowie jede vorgenommene Änderung unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen von der Regierung genehmigen.

Die Regierung legt das Verfahren für die Genehmigung fest.

TITEL V - *Beförderungsdienste mit besonderer Zweckbestimmung*

KAPITEL 1 - *Besondere Zweckbestimmungen*

Art. 38 - § 1. Innerhalb der von der Regierung genehmigten Grenzen wählt der Betreiber einen oder mehrere Zwecke für jedes der Fahrzeuge, die er im Rahmen des Beförderungsdienstes mit besonderer Zweckbestimmung einsetzt.

§ 2. Eine besondere Zweckbestimmung wird in Bezug auf bestimmte Kategorien von Zielen oder Leistungsempfängern definiert.

Insbesondere die folgenden Kategorien von Zielen oder Personen stellen besondere Zweckbestimmungen dar:

- 1° die Beförderung zu zeremoniellen Anlässen;
- 2° die Beförderung im Rahmen von Veranstaltungen;
- 3° die Beförderung von und zu Flughäfen;
- 4° die Beförderung zu Unternehmen;
- 5° die Beförderung im Zusammenhang mit schulischen Aktivitäten;
- 6° die Beförderung von Personen mit eingeschränkter Mobilität;
- 7° 7° die gemeinschaftliche Beförderung in Ergänzung zu dem regelmäßigen öffentlichen Personenverkehr;
- 8° die Beförderung von nicht überwachtungsbedürftigen Personen von oder zu Krankenhäusern, Seniorenheimen, Pflegeeinrichtungen oder Gesundheitsdienstleistern;
- 9° die Beförderung von Hotelgästen;
- 10° Beförderungen mit einer Dauer von mindestens drei Stunden oder im Rahmen eines Vertrags über eine Reihe von Leistungen, die innerhalb eines Zeitraums von mindestens sieben aufeinanderfolgenden Tagen zu erbringen sind.

Die Regierung kann weitere besondere Zweckbestimmungen vorsehen.

Die Regierung kann die besonderen Ausübungsmodalitäten für bestimmte Zweckbestimmungen festlegen.

§ 3. Die Wahl der besonderen Zweckbestimmungen, ihre Änderung oder die Hinzufügung einer neuen besonderen Zweckbestimmung durch den Betreiber werden von der Regierung gemäß den von ihr festgelegten Kriterien genehmigt.

Art. 39 - Das Fahrzeug parkt und fährt nur dann frei auf öffentlichen Straßen oder öffentlich zugänglichen Privatwegen, wenn es in Betrieb ist und einen Auftrag ausführt, für den eine besondere Zweckbestimmung belegt ist.

Die Regierung legt die Regeln für das Parken fest und bestimmt die Art und Weise der Bestellung und die Angaben, die im Vertrag enthalten sein müssen.

Wenn das Fahrzeug nicht in Betrieb ist, wird es ausschließlich auf jedem Parkplatz abgestellt, der sich nicht auf einer öffentlichen Straße befindet und dem Betreiber gehört oder von ihm genutzt wird.

Art. 40 - Die Beförderung mit besonderer Zweckbestimmung kann durch die von der Regierung festgelegten Tarifmodalitäten eingeraht werden.

Die Regierung kann für bestimmte besondere Zweckbestimmungen Subventionsmodalitäten vorsehen.

Art. 41 - Der Betreiber verfügt für jedes Fahrzeug, das er im Rahmen einer innerregionalen Fahrt einsetzen möchte, über eine von der Regierung gemäß Kapitel 2 des vorliegenden Titels ausgestellte Genehmigung zum Betrieb eines Beförderungsdienstes mit besonderer Zweckbestimmung.

Wenn der Betreiber eine interregionale Fahrt durchführt, verfügt er für jedes Fahrzeug über eine von der Regierung ausgestellte Genehmigung zum Betrieb eines Beförderungsdienstes mit besonderer Zweckbestimmung oder ein ähnliches, von einer Behörde rechtsgültig ausgestelltes Dokument.

Abgesehen von den Fällen, die in einem Zusammenarbeitsabkommen gemäß Artikel 92bis, § 2, Buchstabe c) des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen während einer Fahrt auf dem Gebiet der Wallonischen Region durch einen in einer anderen Region zugelassenen Beförderungsdienst mit besonderer Zweckbestimmung vorgesehen sind, darf auf dem Gebiet der Wallonischen Region keine Person an Bord gehen, es sei denn, die Fahrt wurde bestellt.

KAPITEL 2 - Betriebsgenehmigung

Abschnitt 1 - Antrag auf Betriebsgenehmigung

Art. 42 - Der Betreiber richtet jeden Antrag auf Betriebsgenehmigung an die Regierung

Handelt es sich bei dem Betreiber um eine juristische Person, wird der Antrag vom Verkehrsleiter eingereicht.

Die Regierung legt das Verfahren zur Einreichung und zur Untersuchung des Antrags auf Betriebsgenehmigung, die Form des Antrags sowie die darin enthaltenen Angaben und Anlagen fest.

Art. 43 - Die Regierung erteilt die Betriebsgenehmigung auf der Grundlage von Bedingungen, die sie innerhalb der Grenzen des vorliegenden Dekrets festlegt.

Art. 44 - Die Betriebsgenehmigung enthält die folgenden Angaben:

- 1° die Angaben, die es ermöglichen, das Fahrzeug zu identifizieren;
- 2° der oder die besonderen Zweckbestimmungen, für die das Fahrzeug eingesetzt wird;
- 3° die Dauer der Genehmigung;
- 4° die Identität des Betreibers.

Die Regierung präzisiert und ergänzt diese Elemente.

Art. 45 - § 1. Die Betriebsgenehmigung wird dem Betreiber-Kandidaten oder dem Betreiber unter folgenden Bedingungen verweigert:

- 1° er verfügt nicht oder nicht mehr über den Zugang zum Beruf;
- 2° er beachtet die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets oder der in dessen Durchführung verabschiedeten Erlasse nicht;
- 3° er beachtet die im Rahmen seiner beruflichen Tätigkeit anwendbare Gesetzgebung nicht;
- 4° er versäumt es, die vom Beamten der Verwaltungsinstanz auf der Grundlage der Artikel 74 bis 77 verhängten Geldbußen nach Ablauf einer Frist von vierzig Werktagen nach einer von der Verwaltung an ihn gerichteten Aufforderung zur Regularisierung zu zahlen.

§ 2. Die Betriebsgenehmigung wird für jedes Fahrzeug verweigert, das die durch das vorliegende Dekret oder seine Ausführungserlasse auferlegten Bedingungen nicht erfüllt.

Die Regierung legt das Verfahren im Rahmen einer Entscheidung über die Verweigerung der Betriebsgenehmigung fest.

Abschnitt 2 - Dauer der Betriebsgenehmigung

Art. 46 - Die Dauer der Betriebsgenehmigung wird unter Berücksichtigung der von der Regierung festgelegten zulässigen Altersgrenze des Fahrzeugs festgelegt.

Die Regierung präzisiert diese Elemente.

In Abweichung von Absatz 1 und innerhalb der von der Regierung festgelegten Grenzen kann die Genehmigung für eine kürzere Dauer erteilt werden, wenn besondere Umstände, die in der Betriebsgenehmigung eingetragen sind, dies rechtfertigen.

Abschnitt 3 - Antrag auf eine zeitlich begrenzte Genehmigung

Art. 47 - § 1. Der Betreiber, dessen Fahrzeug, für das er über eine Genehmigung verfügt, aufgrund eines Ausfalls, wie z.B. eines Unfalls, eines mechanischen Schadens, eines Diebstahls oder einer technischen Wartung, vorübergehend nicht verfügbar ist, kann mit Genehmigung der Regierung seinen Dienst mit einem Ersatzfahrzeug durchführen.

In Abweichung von Artikel 1 Ziffer 9 ist es erlaubt, dass der Betreiber nicht Eigentümer des Ersatzfahrzeugs ist oder nicht langfristig über dieses Fahrzeug verfügt.

Wenn die Nichtverfügbarkeit des Fahrzeugs eine Frist von fünfzehn Tagen nicht überschreitet, genügt eine einfache Meldung.

§ 2. Die zeitlich begrenzte Genehmigung wird nur für die Dauer der Nichtverfügbarkeit des Fahrzeugs, für das er über eine Genehmigung verfügt, die einen Zeitraum von sechzig Arbeitstagen nicht überschreitet, und zur Sicherstellung der Zweckbestimmung(en), für den das Fahrzeug bestimmt ist, erteilt.

§ 3. Die Regierung legt die Verfahren zur Einreichung und Prüfung des Antrags auf eine zeitlich begrenzte Genehmigung und der Meldung, deren Form und Inhalt sowie die Anforderungen fest, die das Reservefahrzeug erfüllen muss.

Abschnitt 4 - Grundsatz der Unübertragbarkeit der Betriebsgenehmigung

Art. 48 - Die an das Fahrzeug gebundene Betriebsgenehmigung ist persönlich, unteilbar und nicht übertragbar.

Art. 49 - Die Betriebsgenehmigung und das im Rahmen eines Beförderungsdienstes mit besonderer Zweckbestimmung genutzte Fahrzeug dürfen nicht in irgendeiner Form vermietet werden.

In Abweichung von Absatz 1 darf das Fahrzeug nur an einen anderen Unternehmer vermietet werden, dessen Fahrzeug, für das er über eine Genehmigung verfügt, gemäß Artikel 47 vorübergehend nicht verfügbar ist.

Abschnitt 5 - Die Aussetzung und der Entzug

Art. 50 - Durch Beschluss der Regierung wird die Betriebsgenehmigung unter den folgenden Bedingungen entzogen:

1° aus einem der in Artikel 45 § § 1 und 2 Absatz 1 genannten Gründe;

2° im Falle der Feststellung, dass das Fahrzeug nicht gemäß den Vorschriften über die obligatorische Haftpflichtversicherung für Kraftfahrzeuge versichert ist;

3° bei Feststellung der Nichtübereinstimmung des Fahrzeugs mit den Anforderungen der technischen Kontrolle aufgrund einer Überschreitung der gesetzlichen Frist oder einer roten Prüfbescheinigung mit Fahrverbot gemäß der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör entsprechen.

Die Regierung legt das Verfahren für den Entzug fest.

Art. 51 - Durch Beschluss der Regierung wird die Betriebsgenehmigung unter den folgenden Bedingungen ausgesetzt:

1° aus einem der in Artikel 45 § § 1 und 2 Absatz 1 genannten Gründe;

2° im Falle der Feststellung, dass das Fahrzeug nicht gemäß den Vorschriften über die obligatorische Haftpflichtversicherung für Kraftfahrzeuge versichert ist;

3° bei Feststellung der Nichtübereinstimmung des Fahrzeugs mit den Anforderungen der technischen Kontrolle aufgrund einer Überschreitung der gesetzlichen Frist oder einer roten Prüfbescheinigung mit Fahrverbot gemäß der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör entsprechen.

Die Regierung legt das Verfahren für die Aussetzung fest.

KAPITEL 3 - Betriebsbedingungen

Art. 52 - Die Betriebsbedingungen in Bezug auf Betreiber, Fahrer, Fahrzeuge und Nutzer werden von der Regierung innerhalb der Grenzen des vorliegenden Dekrets festgelegt.

Wird die Betriebsgenehmigung einer juristischen Person erteilt, werden die Bedingungen, die der natürlichen Person auferlegt werden, vom Verkehrsleiter erfüllt.

Art. 53 - Die Betreiber stellen sicher, dass die Betriebsbedingungen in Bezug auf Fahrer und Fahrzeuge eingehalten werden.

Art. 54 - § 1. Der Fahrer verfügt über eine von der Regierung ausgestellte Bescheinigung über die fachliche Eignung, deren Modalitäten, Bedingungen für die Gewährung, Form und Vermerke von ihr auf der Grundlage der von ihr festgelegten Anforderungen an Führung und berufliche Qualifikation festgelegt werden.

§ 2. Die Bescheinigung über die fachliche Eignung wird jedes Jahr unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen neu für gültig erklärt.

Diese Gültigerklärung der Bescheinigung wird dem Fahrer unter folgenden Bedingungen verweigert:

1° wenn er den Bedingungen in Sachen Führung und berufliche Qualifikation nicht mehr genügt;

2° er verstößt gegen die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets oder der in dessen Durchführung verabschiedeten Erlasse;

3° er versäumt es, die vom Beamten der Verwaltungsinstanz auf der Grundlage der Artikel 74 bis 77 verhängten Geldbußen nach Ablauf einer Frist von vierzig Werktagen nach einer von der Verwaltung an ihn gerichteten Aufforderung zur Regularisierung zu zahlen.

Die Regierung legt das Verfahren für die erneute Gültigerklärung und die Verweigerung der erneuten Gültigerklärung der Bescheinigung über die fachliche Eignung fest.

§ 3. Wenn der Fahrer, der Inhaber einer Bescheinigung über die fachliche Eignung ist, die in Paragraph 2 Ziffer 1 genannten Bedingungen nicht mehr erfüllt, wird diese Bescheinigung automatisch ungültig.

§ 4. Durch Beschluss der Regierung wird die Bescheinigung über die fachliche Eignung aus den in Paragraph 2 Absatz 2 genannten Gründen entzogen oder ausgesetzt.

Die Regierung legt das Verfahren für den Entzug und die Aussetzung fest.

Art. 55 - Fahrer von Fahrzeugen, die im Rahmen eines Beförderungsdienstes mit besonderer Zweckbestimmung genutzt werden, dürfen das Fahrzeug, wenn sie nicht im Dienst sind, für private Zwecke nutzen, wenn der Betreiber ihnen dies gestattet. Die Beweislast für die private Nutzung liegt bei den Fahrern.

Das für private Zwecke genutzte Fahrzeug darf keine äußeren Zeichen tragen, die an Beförderungsdienste mit besonderer Zweckbestimmung erinnern.

In dem in Absatz 1 genannten Fall ist der Fahrer verpflichtet, vorne rechts an der Windschutzscheibe die Aufschrift "Privatnutzung" anzubringen, deren Muster von der Regierung festgelegt wird.

Die Regierung legt die Modalitäten für die private Nutzung des Fahrzeugs fest.

Andere besondere Zweckbestimmungen entsprechen der Verwendung eines Fahrtenblatts, dessen Inhalt und Modalitäten von der Regierung festgelegt werden.

Art. 56 - § 1. Ein für die Person, die eine Fahrt unternimmt, sichtbares Datenblatt, das die Identität des Fahrers sowie die Fahrzeugdaten gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten angibt, wird im Fahrzeug ausgehängt.

Die Regierung kann bestimmte besondere Zweckbestimmungen von dieser Verpflichtung ausnehmen.

§ 2. Eine Kopie des in Artikel 39 Absatz 1 genannten Auftrags, der die in Artikel 38 genannte besondere Zweckbestimmung belegt, befindet sich im Fahrzeug.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten und Angaben für dieses Dokument.

§ 3. Für die von der Regierung bestimmten besonderen Zweckbestimmungen ist das Fahrzeug mit einem elektronischen Zahlungssystem und einem System zur Ausstellung einer Beförderungsbeseinigung für Personen, die eine Fahrt unternommen haben, ausgestattet.

Art. 57 - Jedes Fahrzeug ist mit einem Unterscheidungszeichen ausgestattet, dessen Form von der Regierung festgelegt wird.

Das Fahrzeug trägt keine äußeren oder inneren Zeichen, die Fahrzeuge kennzeichnen oder an Fahrzeuge erinnern, die für den Betrieb als Standtaxis eingesetzt werden, wie Taxameter, Leuchtanzeigen oder Beschriftungen, oder für den Betriebs als Straßentaxis.

TITEL VI - Bestimmungen für Beförderungsdiensten mit sozialer Zweckbestimmung

KAPITEL 1 - Transportkosten

Art. 58 - Die Regierung legt die Kosten der Entschädigung und die Art und Weise ihrer Durchführung fest.

Die Regierung kann die Modalitäten der Subventionierung von Beförderungsdiensten mit sozialer Zweckbestimmung vorsehen.

KAPITEL 2 - Zulassung und Erklärung

Art. 59 - Um auf dem Gebiet der Wallonischen Region tätig zu werden, muss die Einrichtung folgende Bedingungen erfüllen:

1° sie wird von der Regierung gemäß den von ihr festgelegten Bedingungen zugelassen;

2° sie richtet eine Erklärung über seine Tätigkeit an die Regierung.

Die Regierung bestimmt die von Amts wegen zugelassenen Einrichtungen.

Die Regierung legt das Verfahren zur Einreichung und Bearbeitung des Antrags auf Zulassung und der Erklärung fest und bestimmt deren Form und Inhalt.

Art. 60 - Die Zulassung enthält folgende Angaben:

1° die verfolgte soziale Zielsetzung;

2° die angewandten Tarifbedingungen;

3° das Ende der Laufzeit;

4° die Identität der Einrichtung.

Die Regierung präzisiert und ergänzt diese Angaben und legt die Form der Zulassung fest.

Art. 61 - § 1. Die Zulassung und die Erklärung sind drei Jahre lang gültig und können erneuert werden.

Die Regierung legt die Bedingungen und das Verfahren für die Einreichung und Prüfung des Antrags auf Erneuerung der Zulassung und der Erklärung fest.

§ 2. Die Erneuerung wird der Einrichtung unter den folgenden Bedingungen verweigert:

1° sie erfüllt nicht mehr die Bedingungen im Zusammenhang mit dem Beförderungsdienst mit sozialer Zweckbestimmung, wie z. B. die Bedingungen für die Erteilung der Genehmigung;

2° sie hält die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets oder der in dessen Durchführung verabschiedeten Erlasse nicht ein;

3° sie beachtet die im Rahmen ihrer Tätigkeit anwendbare Gesetzgebung nicht;

4° sie versäumt es, die vom Beamten der Verwaltungsinstanz auf der Grundlage der Artikel 74 bis 77 verhängten Geldbußen nach Ablauf einer Frist von vierzig Werktagen nach einer von der Verwaltung an ihn gerichteten Aufforderung zur Regularisierung zu zahlen.

§ 3. Die Verwaltung kann jederzeit überprüfen, ob die Bedingungen für die Gültigkeit der Zulassung erfüllt sind und ob die Bedingungen der Erklärung eingehalten werden.

Die Regierung legt die maximalen Fristen fest, innerhalb derer der Einrichtung eine Regelwidrigkeit beendet.

Wird eine Nichterfüllung oder Unregelmäßigkeit festgestellt, kann die Zulassung ausgesetzt oder eingezogen werden.

§ 4. Die Einrichtung arbeitet mit der Verwaltung bei allen Überprüfungen und bei allen Anfragen zusammen, andernfalls werden ihre Zulassungen eingezogen oder ausgesetzt.

Art. 62 - Die Einrichtung informiert die Verwaltung über alle Änderungen ihrer Situation seit der Einreichung des Antrags auf Zulassung oder der Erklärung und während ihrer gesamten Gültigkeitsdauer.

Diese Elemente werden von der Regierung präzisiert.

Art. 63 - Die Zulassung kann aus den in Artikel 61 Paragraph 2 genannten Gründen durch Beschluss der Regierung nach dem von ihr festgelegten Verfahren entzogen oder ausgesetzt werden.

KAPITEL 3 - Bedingungen für die Erbringung der Leistungen

Art. 64 - Die Bedingungen für die Erbringung der Leistungen in Bezug auf Einrichtungen, Fahrer, Fahrzeuge und Nutzer werden von der Regierung innerhalb der Grenzen des vorliegenden Dekrets festgelegt.

Art. 65 - Die Einrichtung stellt sicher, dass die Bedingungen für die Erbringung der Leistungen in Bezug auf Fahrer und Fahrzeuge eingehalten werden.

Art. 66 - Dienste mit sozialer Zweckbestimmung verwenden ein Fahrtenblatt, dessen Inhalt und Modalitäten von der Regierung festgelegt werden.

TITEL VII - Gemischte Nutzung

Art. 67 - Der Betreiber kann ein Fahrzeug, das über eine Taxilizenz verfügt, mit Genehmigung der Regierung und unter Einhaltung der entsprechenden Bedingungen für den Betrieb eines Beförderungsdienstes mit besonderer Zweckbestimmung einsetzen und umgekehrt.

Art. 68 - Abweichend von Artikel 57, Absatz 2 darf ein Fahrzeug, das im Rahmen eines Standtaxidienstes betrieben wird und ansonsten für den Betrieb eines Beförderungsdienstes mit besonderer Zweckbestimmung eingesetzt wird, ein Taxameter sowie die inneren Erkennungszeichen weiterhin verwenden.

TITEL VIII - Klagen und Sanktionen

KAPITEL 1 - Klagen

Art. 69 - Die Regierung richtet einen für den Kunden direkt zugänglichen Dienst für die Bearbeitung von Klagen ein und legt die Modalitäten dafür fest.

Jeder Kläger kann entweder:

- 1° den Betreiber oder die Einrichtung der in Artikel 1 genannten Dienste zur Rede stellen;
- 2° sich an den in Absatz 1 genannten Dienst wenden.

Art. 70 - Informationen über den von der Regierung und gegebenenfalls vom Betreiber oder der Einrichtung organisierten Dienst für die Bearbeitung von Klagen werden in jedem Fahrzeug gemäß den von der Regierung festgelegten Anforderungen angezeigt.

KAPITEL 2 - Klagen

Abschnitt 1 - Feststellung von Verstößen

Art. 71 - Die Polizeibediensteten oder -beamten und die Inspektoren der Verwaltung im Sinne von Artikel 1 des Dekrets vom 4. Februar 1999 über die Bezeichnung der mit der Kontrolle der Regelung über den Personenverkehr in der Wallonischen Region beauftragten Beamten sind befugt, die begangenen Verstöße festzustellen, die in diesem Dekret und seinen Ausführungserlassen vorgesehen sind.

Abschnitt 2 - Strafverfolgungen

Art. 72 - § 1. Wird mit einer Freiheitsstrafe zwischen acht Tagen und drei Monaten und einer Geldstrafe zwischen hundert und zehntausend Euro oder nur einer dieser Strafen bestraft:

- 1° der Betreiber, der ein Fahrzeug in Betrieb nimmt, das nicht über eine Betriebslizenz oder eine Betriebsgenehmigung verfügt;
- 2° jede Person, die den Anschein erweckt, eine der in Artikel 1 Ziffern 1 und 4 genannten Dienste zu erbringen, ohne über eine Lizenz oder Genehmigung zu verfügen, die es ihr erlaubt, diese Art von Diensten zu erbringen;
- 3° der Betreiber, der einen elektronischen Transportvermittlungsdienst einrichtet und betreibt, ohne über eine Zulassung nach Artikel 8 zu verfügen;
- 4° die Einrichtung, die ein Fahrzeug in Verkehr bringt, ohne über eine Zulassung zu verfügen oder ohne ihre Tätigkeit als Beförderungsdienst mit sozialer Zweckbestimmung angemeldet zu haben.

§ 2. Wird mit einer Geldstrafe zwischen fünftausend und dreitausend Euro bestraft:

- 1° die Person, die ein Fahrzeug führt, ohne die in den Artikeln 33 und 54 genannten Bescheinigung über die fachliche Eignung zu besitzen;
- 2° die Person, die einen Taxi- oder Beförderungsdienst mit besonderer Zweckbestimmung betreibt, ohne:
 - a) eine obligatorische Haftpflichtversicherung für Kraftfahrzeuge abgeschlossen zu haben;
 - b) eine Versicherung für den gewerblichen Personenverkehr, dessen Modalitäten von der Regierung festgelegt werden, abgeschlossen zu haben;

3° die Person, die einen Beförderungsdienst mit sozialer Zweckbestimmung organisiert, ohne eine obligatorische Haftpflichtversicherung für Kraftfahrzeuge abgeschlossen zu haben.

§ 3. Die Beschlagnahme des Fahrzeugs, das im Rahmen eines in Artikel 1 genannten Dienstes betrieben wird, kann auf Anweisung der Staatsanwaltschaft angeordnet werden, wenn folgendes fehlt:

1° die Betriebslizenz, die Betriebsgenehmigung oder die Bescheinigung über den Zugang zum Beruf;

2° die in Paragraf 2 Ziffer 2 genannten Versicherungen;

3° die Übereinstimmung mit den Anforderungen der technischen Kontrolle aufgrund einer Überschreitung der gesetzlichen Frist oder einer roten Prüfbescheinigung mit Fahrverbot gemäß der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör entsprechen.

§ 4. Die Bestimmungen von Buch I des Strafgesetzbuches, einschließlich des Kapitels VII und des Artikels 85, sind auf die in den Paragrafen 1 bis 3 genannten Verstöße anwendbar.

Art. 73 - Der Richter kann anordnen, dass das Fahrzeug, mit dem die Straftat begangen wurde, eingezogen wird.

Wenn das Fahrzeug einem Dritten gehört, wird der Eigentümer vorher angehört, damit er seine Verteidigungsmittel geltend machen kann.

Abschnitt 3 - Verwaltungsstrafen

Art. 74 - In Ermangelung einer strafrechtlichen Verfolgung kann eine Verwaltungsstrafe von einem Beamten der Verwaltungsinstanz verhängt werden, der zu diesem Zweck von der Regierung benannt wird.

Art. 75 - § 1. Die Verwaltungsstrafe wird für jeden Verstoß gegen das vorliegende Dekret oder seine Ausführungserlasse verhängt.

Der Beamte der Verwaltungsinstanz hat die Möglichkeit, die verhängte Verwaltungsstrafe zu individualisieren.

Die Regierung bestimmt die Höhe der Verwaltungsstrafen sowie die Frist und die Modalitäten ihrer Zahlung für Verstöße gegen das vorliegende Dekret oder seine Ausführungserlasse unter Berücksichtigung der möglichen Auswirkungen des Verstoßes auf die ausgeübte Tätigkeit, die Qualität der Dienste und die Kunden.

Sie betragen nicht mehr als zweitausend Euro pro Verstoß.

§ 2. Der Zuwiderhandelnde wird gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten über die Verwaltungsstrafe, der er ausgesetzt ist, benachrichtigt.

Der Zuwiderhandelnde wird aufgefordert, sich nach dem von der Regierung festgelegten Verfahren zu äußern.

Die Regierung legt die Modalitäten für die Zustellung der Entscheidung über die Verhängung einer Verwaltungsstrafe fest.

§ 3. Die Modalitäten der Einziehung der Geldbuße, falls diese nicht innerhalb der von der Regierung festgelegten Fristen gezahlt wird, werden von der Regierung festgelegt.

§ 4. Bei einem Rückfall innerhalb von drei Jahren nach Verhängung der Strafe wird der Betrag der Geldbuße verdoppelt.

Art. 76 - Der Zuwiderhandelnde hat das Recht, gegen die Entscheidung, eine Verwaltungsstrafe zu verhängen, Beschwerde einzulegen.

Dieser Rechtsbehelf muss innerhalb von 20 Werktagen nach Zustellung der Entscheidung beim Polizeigericht eingelegt werden, ansonsten ist er ausgeschlossen.

Der Einspruch beim Polizeigericht ist eine Klage im Verfahren mit unbeschränkter Ermessensnachprüfung. Sie hat aufschiebende Wirkung. Gegen das Urteil des Gerichts kann keine Berufung eingelegt werden.

Art. 77 - Der Beamte der Verwaltungsinstanz kann den Gemeindebehörden im Rahmen der ihnen durch das vorliegende Dekret zugewiesenen Befugnisse den Tenor seiner Entscheidung mitteilen.

Die Modalitäten dieser Übermittlung werden von der Regierung festgelegt.

Abschnitt 4 - Beschlagnahme von Genehmigungsdokumenten

Art. 78 - Die Polizeibediensteten oder -beamten und die Inspektoren der Verwaltung im Sinne von Artikel 1 des Dekrets vom 4. Februar 1999 über die Bezeichnung der mit der Kontrolle der Regelung über den Personenverkehr in der Wallonischen Region beauftragten Beamten sind befugt, jederzeit die Betriebslizenz oder die Betriebsgenehmigung zu beschlagnahmen, wenn sie folgendes feststellen:

1° Fehlende Versicherung des Fahrzeugs gemäß Artikel 72 § 2 Ziffer 2;

2° Nichtübereinstimmung des Fahrzeugs mit den Anforderungen der technischen Kontrolle gemäß Artikel 72 § 3 Ziffer 3.

Diese Dokumente werden unverzüglich der Verwaltung übergeben.

Die Modalitäten und das Verfahren für die Aufbewahrung und Rückgabe dieser Dokumente werden von der Regierung festgelegt.

TITEL IX - Verarbeitung personenbezogener Daten

Art. 79 - Die Verwaltung erstellt und verwaltet eine zentrale Datei mit den Daten von Betreibern, Verkehrsleitern, Fahrern, Betreibern von Plattformen für die elektronische Vermittlung und von der Regierung zugelassenen Einrichtungen.

Diese Datei enthält die folgenden Angaben:

1° die folgenden Angaben zum Betreiber:

a) Name und Vorname und/oder Firmenname;

b) Nummer des Nationalregisters und/oder des Unternehmens;

c) Anschrift des Geschäftssitzes und gegebenenfalls der Niederlassungseinheit(en);

d) eine Telefonnummer und eine E-Mail-Adresse für den Kontakt;

e) Angaben zur Führung, Zahlungsfähigkeit und fachlichen Eignung gemäß Artikel 4;

f) Sozialstatut;

g) Identität und Sozialstatut des/der Fahrer(s), der/die das/die Fahrzeug(e) des Betreibers führt/führen;

2° die folgenden Angaben zum Fahrer:

a) Name und Vorname, Nationalregisternummer und Wohnanschrift;

b) eine Telefonnummer und eine E-Mail-Adresse für den Kontakt;

c) Angaben zu den Anforderungen an die Führung nach den Artikeln 33 und 54;

d) Führerscheinnummer;

e) Gültigkeitsdatum des Führerscheins und des medizinischen Befähigungsnachweises;

f) Sozialstatut;

g) Arbeitsregelung;

3° die folgenden Angaben zum elektronischen Transportvermittlungsdienst:

a) Name und Vorname und/oder Firmenname;

b) Nummer des Nationalregisters und/oder des Unternehmens;

c) Anschrift des Geschäftssitzes und gegebenenfalls der Niederlassungseinheit(en);

d) eine Telefonnummer und eine E-Mail-Adresse für den Kontakt;

e) Angaben zu den in Artikel 8 genannten Bedingungen;

4° die folgenden Angaben zu den Fahrten, die von den Taxidiensten und von bestimmten, von der Regierung bestimmten Beförderungsdiensten mit besonderer Zweckbestimmung erbracht werden:

a) Angaben zur Identifizierung des Betreibers nach Ziffer 1 Buchstaben a) bis c);

b) Angaben zur Identifizierung des Fahrers nach Ziffer 2 Buchstabe a);

c) Kennzeichen des Fahrzeugs;

d) Datum;

e) Standortdaten des Abfahrts- und Ankunftsorts;

f) Abfahrts- und Ankunftszeit;

g) einzige Nummer der Fahrt;

h) Endpreis der Fahrt;

i) Distanz der Fahrt;

5° Angaben zum täglichen Betrieb des Fahrzeugs:

a) Datum und Uhrzeit des Beginns und des Endes des Dienstes;

b) Beginn und Ende der Pausen, die während des Dienstes eingelegt wurden;

c) Anzahl der durchgeführten Fahrten;

d) insgesamt zurückgelegte Strecke und innerhalb dieser Strecke die Strecke, die mit Fahrgästen an Bord zurückgelegt wurde;

6° Angaben zum Fahrzeug, das im Rahmen eines Taxidienstes und von bestimmten, von der Regierung festgelegten Beförderungsdiensten mit besonderer Zweckbestimmung betrieben wird:

a) Kennzeichen;

b) Angaben zur technischen Kontrolle;

c) Angaben über den Eigentumsnachweis des Fahrzeugs.

Die Angaben werden höchstens zehn Jahre lang aufbewahrt.

Art. 80 - Die in Artikel 79 aufgelisteten Angaben werden gesammelt und verarbeitet, um:

1° eine effiziente Verwaltung der durch das vorliegende Dekret eingeführten Verfahren zur Erteilung und Erneuerung von Genehmigungen, Lizenzen, Zulassungen und Erklärungen, zur Erteilung der Bescheinigung über die fachliche Eignung und zur Registrierung des Fahrzeugs zu ermöglichen;

2° die Einhaltung der Bestimmungen zu kontrollieren, die sich auf Folgendes beziehen:

a) die Bedingungen für die Erteilung und den Betrieb, die Erneuerung, die Aussetzung und den Entzug der Betriebsgenehmigung und der Betriebslizenz;

b) die Bedingungen für die Erteilung und den Betrieb, die Erneuerung, die Aussetzung und den Widerruf der Zulassung für den elektronischen Transportvermittlungsdienst;

c) die Bedingungen für die Erteilung, die Aussetzung und den Entzug der Bescheinigung über die fachliche Eignung und die Anforderungen an die Fahrer;

d) die Anforderungen an Fahrzeuge;

e) die Bereitstellung des Fahrzeugs;

f) die geltenden Tarife;

3° Daten über die im Rahmen eines Taxidienstes betriebenen Fahrzeuge, die Betreiber und die Bescheinigungen über die fachliche Eignung zwischen den zuständigen wallonischen und föderalen öffentlichen Diensten, den zuständigen öffentlichen Diensten der anderen Regionen und der Polizei auszutauschen.

Art. 81 - § 1. Die Verwaltung ist verantwortlich für die Verarbeitung von Daten im Sinne von Artikel 4.7 der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG.

§ 2 Die Regierung legt fest, auf welche Daten der Datenbank die Betreiber, die Fahrer, die Polizei, die föderalen öffentlichen Dienste und die öffentlichen Dienste, die mit der administrativen Verwaltung und der Kontrolle der Dienste für die entgeltliche Beförderung von Personen beauftragt sind, zugreifen können, sowie die Bedingungen und die technischen Modalitäten dieses Zugriffs.

Der Zugang nach Absatz 1 ist strikt auf die persönlichen Informationen der Person beschränkt, die den Zugang beantragt, oder, wenn der Antragsteller eine Behörde ist, auf das, was diese zur Ausübung ihrer Befugnisse benötigt.

Art. 82 - § 1. Die Verwaltung veröffentlicht auf ihrer Website eine Liste der Betreiber eines Dienstes für die entgeltliche Beförderung von Personen zusammen mit den folgenden Angaben zu den erteilten Genehmigungen, Lizenzen, Zulassungen:

1° Name oder Bezeichnung des Betreibers;

2° Anschrift des Betriebssitzes;

3° Modell, Zulassungsnummer und Registrierungsnummer der Fahrzeuge;

4° falls der Betreiber über Fahrzeuge verfügt, die an die besonderen Bedürfnisse der Kunden selbst oder der von ihnen beförderten Güter angepasst sind, die Art(en) der Bedürfnisse, an die diese Fahrzeuge angepasst sind;

5° die Gültigkeitsdauer der Genehmigung.

§ 2. Die in Paragraph 1 genannten Daten werden veröffentlicht, um die Kontrolle der Einhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungsbestimmungen zu verbessern.

TITEL X - *Aufhebungs-, Übergangs- und Schlussbestimmungen*

KAPITEL 1 - *Aufhebungsbestimmungen*

Art. 83 - Es werden aufgehoben:

1° das Dekret vom 18. Oktober 2007 über die Taxidienste und die im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienste;

2° der Ministerielle Erlass vom 25. Juni 1975 zur Festlegung der Perimeter für den Transport mit Taxis.

KAPITEL 2 - *Übergangsbestimmungen*

Art. 84 - § 1. Jeder Betreiber, ob natürliche oder juristische Person, der unter dem Dekret vom 18. Oktober 2007 eine Genehmigung zum Betrieb eines Taxidienstes besitzt, beantragt innerhalb eines Jahres nach Inkrafttreten des Dekrets eine Betriebslizenz für jedes Fahrzeug, das er gemäß dem vorliegenden Dekret in Betrieb nehmen möchte.

Nach Ablauf dieser Frist werden die gemäß dem Dekret vom 18. Oktober 2007 erteilten Genehmigungen automatisch ungültig und es wird davon ausgegangen, dass der Betreiber einen Taxidienst ohne Genehmigung betreibt.

§ 2. Jeder Betreiber, ob natürliche oder juristische Person, der unter dem Dekret vom 18. Oktober 2007 eine Genehmigung zum Betrieb eines im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienstes oder eines Sammeltaxidienstes besitzt, beantragt innerhalb eines Jahres nach Inkrafttreten des Dekrets eine Betriebsgenehmigung für jedes Fahrzeug, das er gemäß dem vorliegenden Dekret in Betrieb nehmen möchte.

Nach Ablauf dieser Frist werden die gemäß dem Dekret vom 18. Oktober 2007 erteilten Genehmigungen automatisch ungültig und es wird davon ausgegangen, dass der Betreiber einen Beförderungsdienst mit besonderer Zweckbestimmung ohne Genehmigung betreibt.

§ 3. Jede Einrichtung, die unter dem Dekret vom 18. Oktober 2007 eine Zulassung besitzt oder ihre Beförderungsdienst von allgemeinem Interesse erklärt hat, beantragt die Zulassung oder gibt ihre Erklärung gemäß dem vorliegenden Dekret innerhalb des Jahres seines Inkrafttretens ab.

Nach Ablauf dieser Frist werden die gemäß dem Erlass vom 18. Oktober 2007 erteilten Genehmigungen und abgegebenen Erklärungen automatisch ungültig und es wird davon ausgegangen, dass die Einrichtung einen Beförderungsdienst mit sozialer Zweckbestimmung ohne Genehmigung oder Erklärung betreibt.

Art. 85 - Unter der Voraussetzung, dass der Betreiber oder die Einrichtung seinen/ihren Antrag gemäß Artikel 84 gestellt hat, bleibt die Lizenz, die ihm/ihr gemäß dem Dekret vom 18. Oktober 2007 erteilt wurde, gültig, bis die zuständige Behörde über den Erhalt des Antrags auf eine neue Lizenz entschieden hat.

Art. 86 - Die Regierung legt die Übergangsmaßnahmen in Bezug auf die in den Artikeln 33 und 54 genannten Bescheinigungen über die fachliche Eignung fest.

KAPITEL 3 - *Bestimmungen zur Abänderung des Dekrets vom 4. Februar 1999 über die Bezeichnung der mit der Kontrolle der Regelung über den Personenverkehr in der Wallonischen Region beauftragten Beamten*

Art. 87 - In Artikel 1 des Dekrets vom 4. Februar 1999 über die Bezeichnung der mit der Kontrolle der Regelung über den Personenverkehr in der Wallonischen Region beauftragten Beamten wird die Wortfolge „, der Sonderformen des Linienverkehrs, der Taxiunternehmen und der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer“ durch die Wortfolge „und der Sonderformen des Linienverkehrs“ ersetzt.

Art. 88 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel *1bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. *1bis* - § 1. Unbeschadet der Befugnisse, die anderen Gerichtspolizeioffizieren oder Gerichtspolizeibediensteten und den Mitgliedern des Einsatzkaders der lokalen und föderalen Polizei übertragen werden, benennt die Regierung die regionalen Beamten und Bediensteten, die für die Überwachung der Durchführung der Vorschriften über Taxidienste, Beförderungsdienste mit besonderer Zweckbestimmung, Beförderungsdienste mit sozialer Zweckbestimmung und elektronische Transportvermittlungsdienste zuständig sind.

§ 2. Die in Paragraph 1 genannten Beamten und Bediensteten haben die Eigenschaft eines Gerichtspolizeibediensteten oder -offiziers und müssen gemäß den geltenden Gesetzen und Regelungen den Eid ablegen.

§ 3. Die in Paragraph 1 genannten Beamten und Bediensteten können bei der Ausübung ihrer Aufgaben:

1° den Fahrern Anweisungen erteilen;

2° alle Untersuchungen, Kontrollen, Ermittlungen durchführen und alle Informationen einholen, insbesondere:

a) Befragungen jeglicher Personen;

b) Nachforschungen anstellen, Dokumente oder Schriftstücke einsehen oder sich diese ohne sich vor Ort begeben zu müssen vorlegen lassen;

c) fotografische oder andere Kopien der angeforderten Dokumente anfertigen oder sie gegen Empfangsbestätigung mitnehmen;

3° die Polizei um Unterstützung bitten, um sie vor Gewalt und Tätlichkeiten gegen sie zu schützen oder ihnen zu ermöglichen, Schwierigkeiten auszuräumen, die sie an der Erfüllung ihrer Aufgaben hindern könnten;

4° die Betriebsgenehmigung, die Betriebslizenz, die Zulassung oder die Bescheinigung über die fachliche Eignung so lange beschlagnahmen, bis die Straftat nicht mehr vorliegt;

5° Zugang zu Fahrzeugen, die für die Dienste im Bereich der entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mit Fahrzeugen mit geringer Kapazität verwendet werden, sowie zu ihren Garagen erhalten;

6° feststellen, ein Protokoll erstellen und alle erforderlichen Maßnahmen ergreifen, sobald ein Fahrzeug ohne Genehmigung einen für Taxis reservierten Standplatz einnimmt;

7° gemäß den einschlägigen Bestimmungen des Strafprozessgesetzbuchs das Fahrzeug, das zur Begehung eines Verstoßes gegen die Vorschriften über die Dienste im Bereich der entgeltlichen Beförderung von Personen auf der Straße mit Fahrzeugen mit geringer Kapazität verwendet wurde, auf Kosten und Risiko des Zuwiderhandelnden beschlagnahmen, stilllegen oder bewegen lassen.

§ 4. Im Falle eines Verstoßes können die Polizeidienststellen sowie die in Paragraph 1 genannten Beamten und Bediensteten ein Protokoll erstellen, das bis zum Beweis des Gegenteils gilt.

Eine Kopie des Protokolls wird dem Zuwiderhandelnden innerhalb von zehn Arbeitstagen nach Feststellung des Verstoßes zugesandt."

KAPITEL 4 - *Schlussbestimmung*

Art. 89 - Das vorliegende Dekret tritt an dem von der Regierung festgelegten Datum in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 28. September 2023

Der Ministerpräsident

E DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

—
Fußnote

(1) Sitzung 2023-2024

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1409 (2022-2023) Nrn. 1 bis 5

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 28. September 2023

Diskussion.

Abstimmung.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2023/206356]

28 SEPTEMBER 2023. — Decreet betreffende de diensten voor het vervoer van personen over de weg tegen vergoeding door middel van voertuigen met een kleine capaciteit (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

TITEL I - *Begripsomschrijvingen en toepassingsgebied*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° "taxidienst": de activiteit die erin bestaat passagiers te vervoeren met een klein voertuig, bestuurd door een chauffeur, tegen een tarief dat is vastgesteld binnen de grenzen die bij of krachtens dit decreet zijn vastgesteld, en die wordt onderverdeeld in standplaatstaxidienst en straattaxidienst, en die voldoet aan de volgende voorwaarden:

a) het voertuig wordt beschikbaar gesteld aan het publiek;

b) de bestemming wordt vrij bepaald door de gebruiker;

c) het voertuig of elk van de zitplaatsen wordt beschikbaar gesteld. In het tweede geval wordt de totale prijs van de rit gedeeld tussen de gebruikers;

2° "standplaatstaxidienst": de taxidienst die wordt geëxploiteerd door middel van een voertuig uitgerust met een taxameter of een ander door de Regering goedgekeurd toestel dat dezelfde functies vervult.

Alleen standplaatstaxi's zijn taxi's in de zin van de Wegcode;

3 "straattaxidienst": een taxidienst die uitsluitend door middel van een elektronische vervoersbemiddelingsdienst wordt geëxploiteerd;

4° "vervoersdienst met een bijzonder doel": de activiteit die erin bestaat passagiers te vervoeren met een voertuig met een kleine capaciteit, bestuurd door een bestuurder, met een specifiek doel dat behoort tot de door de Regering toegestane doeleinden en dat voldoet aan de volgende voorwaarden:

a) het voertuig of een van de zitplaatsen wordt op basis van een contract aan de gebruiker ter beschikking gesteld voor een specifieke vooraf bepaalde dienst;

b) de bestemming is overeengekomen tussen de exploitant en de gebruiker in overeenstemming met het gekozen doel;

5° "vervoersdienst met een maatschappelijk doel": de activiteit die erin bestaat personen te vervoeren met een voertuig met een kleine capaciteit, bestuurd door een bestuurder en georganiseerd door een door de Regering erkende Instelling, dat voldoet aan de volgende voorwaarden:

a) het voertuig wordt door de Instelling aan de gebruiker ter beschikking gesteld op basis van een reserveringssysteem;

b) de Instelling heeft geen winstoogmerk;

c) de bestemming is overeengekomen tussen de gebruiker en de Instelling, onverminderd eventuele kleine aanpassingen die tussen de gebruiker en de bestuurder zijn overeengekomen;

6° "de dienst voor elektronische vervoersbemiddeling": de natuurlijke of rechtspersoon die een bezoldigde activiteit uitoefent waardoor, door middel van een elektronisch platform, exploitanten in contact kunnen worden gebracht met personen die zich binnen een vooraf bepaald kader wensen te verplaatsen;

7° "de verplaatsing": het enkele traject dat door het voertuig wordt afgelegd van de ophaling tot het uitladen van klanten;

8° "de exploitant van het platform voor elektronische bemiddeling": de natuurlijke of rechtspersoon die een dienst van elektronische vervoersbemiddeling verleent;

9° "de exploitant": de natuurlijke persoon of rechtspersoon die houder is van zowel een certificaat van toegang tot het beroep als een exploitatievergunning of -machtiging voor elk van de voertuigen die hij bezit of waarover hij beschikt op basis van een langlopend contract voor het verrichten van een van de diensten bedoeld in de punten 1° en 4°;

10° "de vervoersbeheerder": de natuurlijke persoon die effectief en permanent, onder de door de Regering bepaalde voorwaarden, de betaalde vervoersdienst beheert voor rekening van een exploitant-rechtspersoon.

De vervoersbeheerder oefent een leidinggevende functie uit op basis van de statuten van de rechtspersoon of heeft een specifiek mandaat van de exploitant dat voldoet aan de minimumvoorwaarden die door de Regering zijn vastgesteld;

11° "de bestuurder": de natuurlijke persoon die de betaalde vervoersdienst verricht;

12° "voertuig met een kleine capaciteit": elk voertuig op maximaal vier wielen, al dan niet gemotoriseerd, dat maximaal 9 personen kan bevatten, de bestuurder inbegrepen, en dat bestemd is voor het vervoer van personen over de weg tegen vergoeding, met uitzondering van de voertuigen die gereguleerd zijn door het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

13° "intra-regionaal traject": elke verplaatsing van personen op een parcours waarbij de plaats van ophaling en de plaats van aankomst van de klant zich in het Waalse Gewest bevinden;

14° "interregionaal traject": elke verplaatsing van personen op een parcours waarvan hetzij de plaats waar de klant wordt opgehaald, hetzij de plaats waar de klant aankomt, zich gedeeltelijk in het Waalse Gewest bevindt;

15° "exploitatievergunning": de vergunning om een taxidienst te exploiteren, afgeleverd door het gemeentebestuur voor elk voertuig dat aan de dienst wordt toegewezen;

16° "exploitatietoestemming": de toestemming om een bijzondere vervoersdienst te verlenen, die door de Regering wordt afgeleverd voor elk voertuig dat voor die dienst wordt ingezet;

17° "de Administratie": de door de Regering aangewezen dienst;

18° "de Wegcode": het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;

19° "de taxameter": het meetinstrument dat onderworpen is aan het koninklijk besluit van 28 september 2010 betreffende de installatie en de delegatie van de herijkverrichtingen van taxameters

20° "de werkdagen": een dag van de week buiten zaterdag en zondag of een wettelijk erkende feestdag.

21° "de raad": de gemeenteraad van de gemeente waar de exploitant een taxidienst uitbaat of voornemens is uit te baten;

22° "het college": het gemeentecollege van de gemeente waar de exploitant een taxidienst uitbaat of voornemens is uit te baten;

23° "bestelde en aanvaarde rit": een rit die vooraf werd geboekt, besteld en aanvaard vóór het binnenkomen op het grondgebied en waarvoor de bestuurder niet over een rijbewijs beschikt.

Art. 2. Dit besluit is van toepassing op de volgende diensten voor het vervoer van personen over de weg tegen vergoeding:

1° de taxidienst;

2° de vervoersdienst met een bijzonder doel; 3° de vervoersdienst met een maatschappelijk doel.

Art. 3. § 1. Een "Commission des services de transport rémunéré de personnes par route" (Commissie voor personenvervoer over de weg tegen vergoeding) en thematische subcommissies worden opgericht en komen bijeen op verzoek van de Minister die verantwoordelijk is voor vervoer.

§ 2 De Commissie bestudeert elk specifiek probleem in verband met taxidiensten, de vervoerdiensten met een bijzonder doel en de vervoerdiensten met een maatschappelijk doel, en met name :

- 1° de toe te passen tarieven;
- 2° het maximum aantal af te geven vergunningen per gemeente overeenkomstig het principe vastgelegd in artikel 14;
- 3° alle voorgestelde wijzigingen aan de reglementering betreffende het vervoer van personen over de weg tegen vergoeding.

§ 3 De Commissie bestaat uit de volgende leden: 1° een Regeringsafgevaardigde, die de Minister vertegenwoordigt; 2° drie afgevaardigden van de Administratie;

3° een vertegenwoordiger van de organiserende overheid voor openbaar en gedeeld vervoer;

4° een afgevaardigde van de "Union des villes et communes de Wallonie" (Vereniging van de Waalse Steden en Gemeenten);

5° twee afgevaardigden van de Nationale Groepering van Ondernemingen met Taxi-en Locatievoertuigen met chauffeur;

6° een afgevaardigde van de "Association des chauffeurs belges de limousine" (Belgische Vereniging van Limousinechauffeurs);

7° twee vertegenwoordigers van de elektronische vervoersbemiddelingsdiensten.

§ 4. De leden van de Commissie en hun plaatsvervangers worden benoemd door de Minister.

§ 5. De voorzitter kan derden uitnodigen om in hun hoedanigheid van deskundigen de vergaderingen van de Commissie bij te wonen.

§ 6. De Commissie wordt voorgezeten door de Inspecteur-generaal van het Departement Administratie of zijn afgevaardigde die verantwoordelijk is voor het vervoer van personen over de weg tegen vergoeding.

§ 7. De Regering bepaalt de modaliteiten van haar organisatie.

TITEL II. — Toegang tot het beroep

Art. 4. § 1. Om exploitant te worden van een taxidienst of een vervoersdienst met een bijzonder doel in het Waals Gewest, moet elke persoon eerst een certificaat van toegang tot het beroep krijgen dat wordt uitgegeven door de Regering.

§ 2 Om een certificaat van toegang tot het beroep te verkrijgen, moet de aanvrager aan de volgende voorwaarden voldoen:

- 1° een permanente en effectieve vestiging hebben op het grondgebied van het Waals Gewest;
- 2° zijn zedelijkheid bewijzen;
- 3° aantonen dat hij zijn fiscale en sociale verplichtingen nakomt; 4° bewijzen dat hij over de nodige beroepskwalificaties beschikt;
- 5° het bewijs van solvabiliteit leveren.

De in lid 1 bedoelde elementen worden gespecificeerd door de Regering.

Met betrekking tot het eerste lid, 4°, wordt de beroepskwalificatie vastgesteld door een bewijs van geldigheid van de bekwaamheid dat wordt afgeleverd volgens de procedure bepaald door de Regering en waarvoor een bijdrage van ten hoogste vijftig euro kan worden gevraagd.

Dit bedrag kan door de Regering aangepast worden volgens de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen.

Indien de aanvrager een rechtspersoon is, wordt aan de voorwaarden, vermeld in het eerste lid, 2° en 4°, voldaan door de vervoersbeheerder en aan de voorwaarden, vermeld in het eerste lid, 3° en 5°, door zowel de rechtspersoon als de vervoersbeheerder.

§ 3. De Regering stelt de procedure vast voor de indiening en behandeling van de aanvraag voor een certificaat van toegang tot het beroep en bepaalt de vorm en inhoud ervan.

Zij bepaalt de vorm van het certificaat van toegang tot het beroep en de informatie die het bevat.

Art. 5. § 1. Het certificaat van toegang tot het beroep is vijf jaar geldig en kan met dezelfde periode worden verlengd.

De Regering stelt de procedure vast voor de indiening en behandeling van de verlengingsaanvraag en bepaalt de vorm en inhoud ervan.

§ 2 De verlenging van het certificaat van toelating tot het beroep wordt geweigerd aan de exploitant onder de volgende voorwaarden :

- 1° hij voldoet niet meer aan de voorwaarden, vermeld in artikel 4, § 2;
- 2° hij neemt de bepalingen van dit decreet, de besluiten genomen ter uitvoering ervan niet in acht;
- 3° hij blijft in gebreke bij de betaling van de geldboetes opgelegd door de ambtenaar van de administratieve instantie op basis van de artikelen 74 tot 77 na een termijn van veertig werkdagen volgend op een ingebrekestelling door de Administratie.

§ 3. De Administratie kan te allen tijde nagaan of voldaan is aan de geldigheidsvoorwaarden van het certificaat van toelating tot het beroep. Als er een overtreding of onregelmatigheid wordt geconstateerd, kan het certificaat worden opgeschort of ingetrokken.

De Regering bepaalt de voorwaarden en de maximumtermijnen waarbinnen de exploitant orde op zaken moet stellen en de wijze waarop dit moet gebeuren.

§ 4. De exploitant moet tijdens elke procedure ter verificatie van de voorwaarden voor toegang tot het beroep en tijdens elk verzoek met de administratie samenwerken, op straffe van opschorting of intrekking van zijn certificaat van toegang tot het beroep.

Art. 6. De exploitant moet de administratie op de hoogte stellen van elke verandering in zijn situatie sinds de indiening van zijn aanvraag tot toelating tot het beroep en tijdens de volledige duur van de exploitatie.

De Regering bepaalt de wijze waarop de exploitant de Administratie informeert.

Art. 7. Het certificaat van toegang tot het beroep wordt ingetrokken of geschorst om de redenen bepaald in artikel 5, § 2, bij beslissing van de Regering, overeenkomstig de procedure die zij bepaalt.

TITEL III. — *Erkenning van elektronische bemiddelingsdiensten*

Art. 8. § 1. De elektronische bemiddelingsdienst is erkend door de Regering.

§ 2 Om een erkenning te krijgen, moet de exploitant van het platform voor elektronische bemiddeling aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° hij is opgericht overeenkomstig de wetgeving van een Lidstaat van de Europese Economische Ruimte of de wetgeving van een Staat waarvan de ondernemingen in België krachtens een internationaal verdrag worden gelijkgesteld met Belgische ondernemingen;

2° hij beschikt over een exploitatiezetel in België, indien aan deze voorwaarde niet is voldaan op het ogenblik van de indiening van de erkenningsaanvraag, verbindt hij zich ertoe hieraan te voldoen uiterlijk op de dag vóór de eerste dag waarop zijn reserveringsplatform ter beschikking wordt gesteld van het publiek;

3° zij beschikt over een ondernemingsnummer toegekend door de Kruispuntbank van Ondernemingen, voor bemiddelingsactiviteit, of over een btw-identificatienummer in de lidstaat van de Europese Economische Ruimte of in de staat waarvan de vennootschappen in België worden gelijkgesteld met Belgische vennootschappen krachtens een internationale overeenkomst;

4° het voldoet aan dit decreet, de uitvoeringsbesluiten ervan en alle andere relevante voorschriften;

5° ze voldoet aan de verplichting tot transparantie op sociaal, fiscaal en operationeel vlak.

Deze elementen worden gespecificeerd door de Regering.

§ 3. De Regering stelt de procedure vast voor de indiening en behandeling van de erkenningsaanvraag en bepaalt de vorm en inhoud ervan.

Het bepaalt de vorm van de erkenning en de informatie die het bevat.

Art. 9. § 1. De erkenning is vijf jaar geldig en kan met dezelfde periode worden verlengd.

De Regering stelt de procedure vast voor de indiening en behandeling van de verlengingsaanvraag.

§ 2 De verlenging van de erkenning wordt geweigerd aan de exploitant van het platform voor elektronische bemiddeling onder de volgende voorwaarden:

1° hij voldoet niet meer aan de voorwaarden, vermeld in artikel 8, § 2;

2° hij neemt de bepalingen van dit decreet, de besluiten genomen ter uitvoering ervan of andere relevante voorschriften terzake niet in acht;

3° hij neemt de wetgeving geldend in het kader van zijn beroepsactiviteit niet in acht.

4° hij blijft in gebreke bij de betaling van de geldboetes opgelegd door de ambtenaar van de administratieve instantie op basis van de artikelen 74 tot 77 na een termijn van veertig werkdagen volgend op een ingebrekestelling door de Administratie.

§ 3. De Administratie kan te allen tijde nagaan of voldaan is aan de geldigheidsvoorwaarden van de erkenning. Als er een overtreding of onregelmatigheid wordt geconstateerd, kan de erkenning worden opgeschort of ingetrokken.

De Regering bepaalt de voorwaarden en de maximumtermijnen waarbinnen de exploitant aan de eisen moet voldoen, op straffe van intrekking of opschorting van de erkenning.

§ 4. De exploitant moet tijdens elke procedure ter verificatie van de erkenningsvoorwaarden en tijdens elk verzoek met de administratie samenwerken, op straffe van opschorting of intrekking van zijn erkenning.

§ 5 De erkenning kan om de in paragraaf 2 genoemde redenen bij beslissing van de Regering worden ingetrokken of opgeschort volgens de door haar vastgestelde procedure.

Art. 10. De exploitant moet de Administratie op de hoogte brengen van elke verandering in zijn situatie en die van het elektronische platform dat hij beheert sinds de indiening van de erkenningsaanvraag en tijdens de volledige geldigheidsduur van de erkenning. De Regering bepaalt de wijze waarop de exploitant de Administratie informeert.

TITEL IV. — *Taxidiensten*

HOOFDSTUK 1. — *Gemeenschappelijke bepalingen*

Art. 11. De voorwaarden voor de uitbating van een taxidienst worden vastgelegd door de raad, binnen de perken bepaald door de Regering.

Onder de voorwaarden van de raad wordt de exploitatievergunning afgegeven door het College.

De raad legt het geldend tarief vast binnen de perken bepaald door de Regering. Als de vergunningsvoorwaarden niet een welbepaald tarief opleggen, legt het college het tarief op op voorstel van de uitbater.

Art. 12. § 1. Om een taxidienst te exploiteren, moeten alle exploitanten eerst een exploitatievergunning krijgen.

§ 2 Als de exploitant een interregionaal traject maakt, heeft hij voor elk voertuig een exploitatievergunning die is afgegeven door de gemeente van het vertrekpunt van de ophaling of het aankomstpunt van de rit overeenkomstig hoofdstuk 2 of een ander soortgelijk document dat geldig is afgegeven door een overheidsinstantie.

Behalve in de gevallen voorzien in een samenwerkingsakkoord bedoeld in artikel 92bis, § 2, c), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, mag tijdens een rit die op het grondgebied van het Waals Gewest wordt uitgevoerd door een taxidienst erkend in een ander Gewest, geen enkele persoon op het grondgebied van het Waals Gewest op het voertuig stappen, tenzij de rit werd besteld en aanvaard vóór het binnenrijden van het grondgebied van het Gewest.

§ 3 Als de exploitant een intraregionaal traject maakt, moet hij voor elk voertuig een exploitatievergunning hebben die is afgegeven door de gemeente van de opstapplaats of het punt van aankomst van de rit.

In afwijking van lid 1 mag de exploitant, indien de rit werd besteld en aanvaard voordat het grondgebied van de gemeente van de opstapplaats werd betreden, houder zijn van een door een andere gemeente afgegeven exploitatievergunning.

Art. 13. § 1. Het voertuig met vergunning wordt toegewezen aan een standplaatstaxidienst of een straattaxidienst.

Een exploitant die gebruik maakt van een voertuig dat is uitgerust met een taxameter, of een ander door de overheid goedgekeurd apparaat dat dezelfde functies vervult, dient dat voertuig uitsluitend in te zetten voor de standplaatstaxidienst.

De overheid specificeert de voorwaarden voor het boeken van de rit.

§ 2. Een exploitant die uitsluitend gebruik maakt van een elektronische bemiddelingsdienst die is erkend op basis van de bepalingen van titel III, wijst zijn voertuig uitsluitend toe aan een straattaxidienst.

De Regering specificeert de voorwaarden voor erkenning van het in paragraaf 1, tweede alinea, bedoelde alternatieve systeem voor de taxameter.

Art. 14. § 1. De gemeente geeft exploitatievergunningen af om aan te tonen dat de dienst in het algemeen belang is.

§ 2. Het maximum aantal licenties dat per gemeente kan worden uitgegeven, wordt bepaald door de Regering.

§ 3. Dit aantal wordt jaarlijks herzien door de in artikel 3 bedoelde Commissie.

Elke vergunning die wordt afgegeven boven de in paragraaf 2 bedoelde limiet wordt door de Regering geannuleerd overeenkomstig artikel 19, § 3.

§ 4. Bij wijze van uitzondering kan een vergunning worden afgegeven boven de in paragraaf 2 bedoelde limiet, overeenkomstig de door de Regering vastgestelde regels.

Art. 15. Elke exploitant die van het College toestemming heeft gekregen om een taxistandplaats te exploiteren, mag zijn voertuigen innemen:

a) een onbezette parkeerplaats voor taxi's op de openbare weg van de gemeente die de vergunning heeft afgegeven, of;

b) elke niet op de openbare weg gelegen standplaatsen waarvan de uitbater eigenaar is of waarvan hij het genot heeft.

c) elke andere voor het publiek toegankelijke plaats op het grondgebied van de gemeente die de vergunning heeft afgegeven, mits de wegbeheerder hiermee instemt.

Het aantal voertuigen dat aanwezig is op een bepaalde standplaats op de openbare weg mag in geen geval het aantal voorziene standplaatsen overschrijden.

Art. 16. Straattaxi's parkeren niet op gereserveerde plaatsen met het bordje "taxi".

Bestuurders van dienstdoende straattaxi's mogen hun voertuig niet parkeren of heen en weer rijden binnen honderd meter van een parkeerplaats die is voorbehouden aan taxi's, behalve in het kader van een bestelde rit.

Art. 17. De regering bepaalt de prijsbepalingen van taxidiensten. DL-75 De overheid bepaalt de tarieven voor taxidiensten.

HOOFDSTUK 2. — *Exploitatievergunningen*

Afdeling 1. — Aanvraag voor een exploitatievergunning

Art. 18. De aanvrager dient een aanvraag voor een exploitatievergunning in bij het betreffende college van de gemeente.

Als de exploitant een rechtspersoon is, wordt de aanvraag ingediend door de vervoersbeheerder.

De Regering bepaalt de procedure voor het indienen en behandelen van aanvragen voor exploitatievergunningen, de vorm waarin ze moeten worden ingediend en de informatie en bijlagen die ze moeten bevatten.

Art. 19. § 1. Het college of zijn afgevaardigde verlenen de exploitatievergunning.

De gemeente kan, binnen de door de Regering vastgestelde grenzen, aanvullende voorwaarden vaststellen voor de afgifte van een exploitatievergunning.

§ 2 De gemeente stuurt een kopie van de exploitatievergunning naar de Regering, op de manier die zij bepaalt.

§ 3 De Regering kan de akte tot toekenning van de exploitatievergunning geheel of gedeeltelijk vernietigen indien de gemeente de bepalingen van dit decreet, in het bijzonder artikel 14, de uitvoeringsbesluiten ervan of andere relevante reglementeringen niet heeft nageleefd.

De annuleringsprocedure wordt vastgesteld door de Regering.

Art. 20. De exploitatievergunning bevat de volgende informatie: 1° informatie waarmee het voertuig kan worden geïdentificeerd;

2° de gemeente van exploitatie;

3° het soort taxidienst;

4° de duur van de exploitatievergunning;

5° de identiteit van de exploitant.

De Regering kan deze elementen specificeren en aanvullen.

Art. 21. Het College of zijn afgevaardigde weigert de afgifte van de exploitatievergunning onder de volgende voorwaarden aan de kandidaat-exploitant of aan de exploitant, overeenkomstig de door de Regering vastgestelde procedures :

1° hij heeft geen toegang (meer) tot het beroep bedoeld in artikel 4;

2° hij neemt dit decreet of de besluiten genomen ter uitvoering ervan niet in acht;

3° hij neemt de wetgeving geldend in het kader van zijn beroepsactiviteit niet in acht.

4° het niet in overeenstemming zijn met de geldende gemeentelijke reglementering inzake taxidiensten;

5° hij blijft in gebreke bij de betaling van de geldboetes opgelegd door de ambtenaar van de administratieve instantie op basis van de artikelen 74 tot 77 na een termijn van veertig werkdagen volgend op een ingebrekestelling door de gemeente.

6° het voertuig voldoet niet aan de voorwaarden bepaald bij dit decreet of de uitvoeringsbesluiten ervan.

Het College brengt de kandidaat-exploitant of de exploitant binnen vijf werkdagen op passende wijze op de hoogte van het besluit om de afgifte van een exploitatievergunning te weigeren.

Indien het College geen beslissing neemt binnen zestig werkdagen na de datum van bevestiging van ontvangst van het verzoek, wordt het besluit geacht negatief te zijn.

Afdeling 2. — De duur van de exploitatievergunning;

Art. 22. De duur van de exploitatievergunning wordt vastgesteld op basis van de toegestane leeftijdsgrens van het voertuig, zoals bepaald door de Regering.

In afwijking van lid 1 en binnen de door de Regering gestelde grenzen kan de vergunning voor een kortere duur worden verleend indien bijzondere omstandigheden van tijdelijke aard, die in de exploitatievergunning worden vermeld, zulks rechtvaardigen.

Art. 23. Wanneer de exploitatievergunning vervalt, krijgt de exploitant voorrang bij het verkrijgen van een nieuwe vergunning voor dezelfde dienst, op voorwaarde dat :

1° hij zijn aanvraag tot hernieuwing uiterlijk binnen de veertig werkdagen na het verstrijken van de exploitatievergunning indient;

2° hij niet het voorwerp uitmaakt van een van de weigeringsgronden bedoeld in artikel 21.

Verlengingsaanvragen moeten worden ingediend volgens de procedures in afdeling 1.

Als er geen prioriteit is, worden de vergunningsaanvragen behandeld in de volgorde waarin ze zijn ingeschreven op een wachtlijst die door de gemeente is opgesteld, volgens de procedures die door de Regering zijn vastgelegd.

Afdeling 3. — Aanvraag voor een vergunning voor een reservevoertuig

Art. 24. § 1. Binnen de door de Regering vastgestelde limieten kan de exploitant een vergunning krijgen om een reservevoertuig dat hij bezit of langdurig tot zijn beschikking heeft, te gebruiken.

§ 2. Het reservevoertuig wordt uitsluitend gebruikt als een voertuig met een vergunning niet beschikbaar is om de dienst te verlenen waarvoor het voertuig dat het vervangt, is toegewezen en voor de duur van deze onbeschikbaarheid.

§ 3. De Regering bepaalt de procedure voor het indienen en behandelen van het verzoek, de vorm van het verzoek en de inhoud ervan, evenals de eisen waaraan het reservevoertuig moet voldoen.

Het is ten minste uitgerust om een standplaatstaxidienst of een straattaxidienst te verzorgen waaraan het voertuig dat het vervangt, is toegewezen.

§ 4 De duur van de vergunning wordt vastgesteld in overeenstemming met artikel 22, lid 1.

Afdeling 4. — Aanvraag voor een tijdelijke vergunning

Art. 25. § 1. Een exploitant wiens voertuig met vergunning tijdelijk niet beschikbaar is door immobilisatie, bijvoorbeeld ten gevolge van een ongeval, mechanisch defect, diefstal of technisch onderhoud, kan met toestemming van het College zijn dienst uitvoeren met een vervangvoertuig.

In afwijking van artikel 1, 9°, mag de exploitant het vervangingsvoertuig niet bezitten of op lange termijn ter beschikking hebben.

Als het voertuig niet langer dan twee weken niet beschikbaar is, volstaat een eenvoudige elektronische verklaring aan het college of zijn afgevaardigde.

§ 2 De tijdelijke vergunning wordt enkel toegekend voor de duur van de onbeschikbaarheid van het voertuig waarvoor de vergunning is afgegeven, die een periode van zestig werkdagen niet mag overschrijden, en om de dienst te verlenen waaraan het voertuig is toegewezen.

§ 3. De Regering bepaalt de procedures voor het indienen en behandelen van het verzoek om tijdelijke vergunning en de verklaring, de vorm van het verzoek en de inhoud ervan, evenals de eisen waaraan het vervangingsvoertuig moet voldoen.

Het is ten minste uitgerust om een standplaatstaxidienst of een straattaxidienst te verzorgen waaraan het voertuig dat het vervangt, is toegewezen.

Afdeling 5. — Het beginsel van niet-overdraagbaarheid van de exploitatievergunning

Art. 26. § 1. De exploitatievergunning is persoonlijk en niet overdraagbaar.

§ 2 In afwijking van paragraaf 1, behoudens toestemming van het College en goedkeuring door de Regering :

1° bij overlijden of blijvende arbeidsongeschiktheid van de exploitant kunnen de echtgeno(o)t(e), de wettelijk samenwonende partner, de ouders of bloedverwanten tot en met de tweede graad onder dezelfde voorwaarden één of meer van zijn exploitatievergunningen aan hen laten overdragen, indien zij houder zijn van een certificaat van toegang tot het beroep en voldoen aan de verplichtingen die krachtens dit decreet of de uitvoeringsbesluiten ervan aan de exploitant worden opgelegd;

2° de exploitant die een natuurlijke persoon is, kan één of meer vergunningen overdragen aan een door hem opgerichte rechtspersoon, onder de volgende voorwaarden :

a) hij is geen minderheidsaandeelhouder in deze rechtspersoon;

b) hij wordt gedurende ten minste drie jaar de vervoersmanager van deze rechtspersoon;

c) de rechtspersoon voldoet aan de verplichtingen die zijn vastgelegd in dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan;

3° een exploitant die, na ten minste tien opeenvolgende jaren taxidienst te hebben geëxploiteerd, de exploitatie van de taxidienst volledig stopzet, kan een of meer bijbehorende vergunningen afstaan.

Voor de toepassing van 1° kan de overnemer bij het einde van elke vergunning een nieuwe aanvraag voor een exploitatievergunning indienen overeenkomstig paragraaf 1.

Als de in 2°, *b)*, bedoelde termijn van drie jaar niet wordt nageleefd, vervalt de opdracht, behalve in geval van overlijden of blijvende ongeschiktheid van de natuurlijke persoon.

Voor de toepassing van 3° moet de verkrijger houder zijn van een bewijs van toegang tot het beroep.

3° is niet van toepassing wanneer het verzoek tot overdracht deel uitmaakt van een door een rechtbank bevolen gerechtelijke reorganisatie of een faillissementsprocedure.

De overdrager mag gedurende een periode van tien jaar na de overdracht geen nieuwe aanvragen voor exploitatievergunningen indienen, noch in eigen naam, noch in zijn hoedanigheid van vervoersbeheerder, bij de gemeente die hem de overgedragen vergunningen heeft verleend.

§ 3 De Regering stelt de procedure vast voor het indienen en behandelen van het verzoek tot overdracht van een exploitatievergunning, alsmede de vorm en inhoud van het verzoek.

Art. 27. De exploitatievergunning en het voertuig dat wordt gebruikt als onderdeel van een taxidienst worden niet geleased in welke vorm dan ook.

In afwijking van lid 1 mag het voertuig alleen worden verhuurd aan een andere exploitant wiens voertuig met vergunning tijdelijk niet beschikbaar is overeenkomstig artikel 25.

Afdeling 6. — Beroep

Art. 28. Tegen de beslissing om de afgifte van een exploitatievergunning te weigeren, kan de aanvrager beroep aantekenen bij de Regering.

Het in lid 1 bedoelde beroep moet, op straffe van niet-ontvankelijkheid, worden ingesteld binnen vijftien werkdagen na de kennisgeving van de in artikel 21, lid 2, bedoelde afwijzingsbeslissing, of binnen vijftien werkdagen na het verstrijken van de in artikel 21, lid 3, bedoelde termijn van zestig werkdagen, overeenkomstig de door de Regering vastgestelde procedures.

De Regering neemt een beslissing binnen zestig werkdagen na ontvangst van het beroep.

Afdeling 7. — Schorsing en intrekking

Art. 29. § 1. Bij beslissing van het College wordt de exploitatievergunning ingetrokken of geschorst in de volgende gevallen :

1° om een van de redenen vermeld in artikel 21;

2° als blijkt dat het voertuig niet verzekerd is overeenkomstig de reglementering betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering voor motorrijtuigen;

3° als het voertuig niet voldoet aan de voorschriften van de technische controle omdat de wettelijke termijn is overschreden of als het voertuig een rood keuringsbewijs heeft gekregen en van de weg is verbannen, overeenkomstig de reglementering betreffende de technische voorschriften voor motorvoertuigen en hun aanhangwagens, hun onderdelen en veiligheidstoebehoren.

De regering bepaalt de intrekings- en schorsingsprocedure.

§ 2 De exploitant kan bij de Regering in beroep gaan tegen het besluit tot intrekking of opschorting.

Het beroep heeft schorsende werking en moet op straffe van niet-ontvankelijkheid binnen vijftien werkdagen na kennisgeving van de beslissing worden ingesteld volgens de door de regering vastgestelde procedures.

De Regering neemt een beslissing binnen zestig werkdagen na ontvangst van het beroep.

Afdeling 8. — Betaling van de vergunning

Art. 30. Voor de vergunning kan een jaarlijkse vergoeding worden gevraagd die door de exploitant aan de desbetreffende gemeente moet worden betaald. Dit jaarlijkse bedrag wordt verminderd in verhouding tot het aantal dagen dat reestert tussen het begin van de activiteiten en het einde van het jaar.

Het bedrag dat wordt vastgesteld door de betreffende lokale overheid is hetzelfde voor alle taxidiensten.

Het bedrag is vastgesteld op maximaal vijfhonderd euro per vergunning.

De schorsing of intrekking van een vergunning of het uit het verkeer nemen van een voertuig om welke reden dan ook, geeft geen aanleiding tot terugbetaling van bovengenoemd bedrag.

Het indienen van een klacht betekent niet dat het bovengenoemde bedrag niet wordt geïnd.

HOOFDSTUK 3. — Exploitatievoorwaarden

Art. 31. De exploitatievoorwaarden met betrekking tot exploitanten, bestuurders, voertuigen en gebruikers worden vastgesteld door de Regering, binnen de grenzen van dit decreet.

Als de exploitatievergunning wordt afgegeven aan een rechtspersoon, wordt aan de voorwaarden die worden opgelegd aan de natuurlijke persoon voldaan door de vervoersbeheerder.

Art. 32. Exploitanten zorgen ervoor dat de exploitatievoorwaarden met betrekking tot bestuurders en voertuigen worden nageleefd.

Art. 33. § 1. De bestuurder is in het bezit van een getuigschrift van vakbekwaamheid dat wordt afgegeven door het college of zijn afgevaardigde, waarvan de voorwaarden, de toekenningsprocedures, de vorm en de bijzonderheden door de Regering worden vastgesteld op basis van de door haar bepaalde eisen inzake goed gedrag en beroepskwalificaties.

§ 2. Het getuigschrift van vakbekwaamheid wordt elk jaar opnieuw gevalideerd, onder de door de Regering vastgestelde voorwaarden.

Het opnieuw valideren van het getuigschrift van vakbekwaamheid van de bestuurder wordt geweigerd onder de volgende voorwaarden:

1° hij voldoet niet langer aan de voorwaarden van goed gedrag en beroepskwalificatie;

2° hij neemt dit decreet of de besluiten genomen ter uitvoering ervan niet in acht;

3° hij is niet in overeenstemming met de geldende gemeentelijke reglementering inzake taxidiensten;

4° hij blijft in gebreke bij de betaling van de geldboetes opgelegd door de ambtenaar van de administratieve instantie op basis van de artikelen 74 tot 77 na een termijn van veertig werkdagen volgend op een ingebrekestelling door de gemeente.

De regering stelt de procedure vast voor het opnieuw valideren en het weigeren van het getuigschrift van vakbekwaamheid.

§ 3 Als een bestuurder die houder is van een getuigschrift van vakbekwaamheid niet langer voldoet aan de voorwaarden, vermeld in paragraaf 2, 1°, vervalt het getuigschrift automatisch.

§ 4. Bij beslissing van het college kan het getuigschrift van vakbekwaamheid worden ingetrokken of opgeschort om de in paragraaf 2 genoemde redenen

De regering bepaalt de intrekings- en schorsingsprocedure.

§ 5. Tegen de beslissing om een getuigschrift niet te verlengen, in te trekken of op te schorten kan de bestuurder beroep aantekenen bij de Regering.

Het beroep heeft schorsende werking en moet op straffe van niet-ontvankelijkheid binnen vijftien werkdagen na kennisgeving van de beslissing worden ingesteld volgens de door de regering vastgestelde procedures.

De Regering neemt een beslissing binnen zestig werkdagen na ontvangst van het beroep.

Art. 34. Standplaatstaxichauffeurs en straattaxichauffeurs mogen, als ze daarvoor toestemming hebben van de exploitant, het voertuig voor privédoeleinden gebruiken als ze geen dienst hebben. De bewijslast voor dit privégebruik ligt bij de bestuurders.

Het voertuig dat voor privédoeleinden wordt gebruikt, mag geen uiterlijke tekenen dragen waaruit blijkt dat het om een standplaatstaxidienst en straattaxidienst gaat.

In de in lid 1 bedoelde omstandigheden moet de bestuurder de woorden "voor privégebruik" rechtsvoor op de voorruit aanbrengen, waarvan het model door de Regering wordt vastgesteld.

De Regering bepaalt de voorwaarden voor het gebruik van het voertuig voor privédoeleinden

Art. 35. Aan boord van het voertuig hangt een identificatiekaart die zichtbaar is voor de persoon die de verplaatsing maakt en waarop de identiteit van de bestuurder vermeld staat, evenals de gegevens met betrekking tot het voertuig, in overeenstemming met de procedures die door de Regering zijn vastgelegd.

Het voertuig is uitgerust met een elektronisch betaalsysteem en een systeem voor het uitgeven van een vervoersbewijs aan mensen die een verplaatsing hebben gemaakt.

Art. 36. Het voertuig is uitgerust met een onderscheidingsteken waarvan de vorm door de Regering wordt bepaald, afhankelijk van het feit of het voertuig is toegewezen aan een standplaatstaxidienst of een straattaxidienst.

Het voertuig dat is toegewezen aan een straattaxidienst is niet voorzien van een extern teken dat kenmerkend is voor of herinnert aan het voertuig dat is toegewezen aan de exploitatie van een standplaatstaxidienst, zoals een taxameter, waarschuwingslicht of -bord.

Art. 37. De gemeenten kunnen bij reglement bijzondere voorwaarden vaststellen naast de algemene exploitatievoorwaarden bepaald bij en krachtens dit hoofdstuk.

De gemeenten laten de in lid 1 bedoelde reglementen en de daarin aangebrachte wijzigingen goedkeuren door de Regering onder de voorwaarden die zij bepaalt.

De Regering bepaalt de goedkeuringsprocedure.

TITEL V. — *Vervoerdiensten met een bijzonder doel*

HOOFDSTUK 1. — *Bijzondere doeleinden*

Art. 38. § 1. Binnen de door de Regering toegestane grenzen kiest de exploitant een of meer doelen voor elk van de voertuigen die hij in het kader van de dienst voor speciaal vervoer in het verkeer brengt.

§ 2 Een bijzonder doel wordt gedefinieerd in termen van specifieke categorieën van bestemmingen of specifieke begunstigden.

De volgende categorieën van bestemmingen of personen in het bijzonder vormen een bijzonder doel:

1° vervoer voor ceremonies;

2° vervoer voor evenementen; 3° vervoer van en naar de luchthaven;

4° vervoer naar bedrijven; 5° vervoer voor schoolactiviteiten

6° vervoer van personen met beperkte beweeglijkheid;

7° openbaar vervoer als aanvulling op het gewone openbaar personenvervoer;

8° het vervoer van personen die geen toezicht nodig hebben van of naar een ziekenhuis, een bejaardentehuis, een zorginstelling of een zorgverlener;

9° het vervoeren van hotelgasten;

10° het vervoer met een duur van ten minste 3 uur of in het kader van een overeenkomst voor een dienstenpakket dat over een periode van ten minste zeven opeenvolgende dagen wordt verstrekt.

De regering kan voorzien in andere speciale doeleinden.

De Regering kan de specifieke methoden van uitoefening voor bepaalde speciale doeleinden bepalen.

§ 3 De keuze van bijzondere doeleinden, hun wijziging of de toevoeging van een nieuw bijzonder doel door de exploitant worden toegestaan door de Regering volgens de criteria die zij vaststelt.

Art. 39. Het voertuig wordt alleen vrij geparkeerd en bestuurd op de openbare weg of op een privéweg die toegankelijk is voor het publiek wanneer het in gebruik is en een opdracht uitvoert die een speciaal doel aangeeft.

De Regering bepaalt de regels met betrekking tot het parkeren en bepaalt de voorwaarden van de opdracht en de informatie die in het contract moet worden opgenomen.

Als het voertuig niet in gebruik is, wordt het uitsluitend geparkeerd op een parkeerplaats buiten de openbare weg die eigendom is van of wordt gebruikt door de exploitant.

Art. 40. Voor bijzonder vervoer kunnen door de Regering vastgestelde tariefregelingen gelden.

De Regering kan voorzien in subsidies voor bepaalde speciale doeleinden.

Art. 41. Voor elk voertuig dat de exploitant in het kader van een intraregionaal traject in het verkeer wil brengen, beschikt de exploitant over een door de Regering overeenkomstig hoofdstuk 2 van deze titel afgegeven vergunning voor de exploitatie van een vervoersdienst met een bijzonder doel.

Als de exploitant een interregionaal traject maakt, moet hij voor elk voertuig een vergunning hebben om een speciale vervoersdienst te exploiteren die is afgegeven door de Regering of een ander soortgelijk document dat geldig is afgegeven door een overheidsinstantie.

Behalve in de gevallen voorzien in een samenwerkingsakkoord bedoeld in artikel 92bis, § 2, c), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, mag tijdens een rit die op het grondgebied van het Waals Gewest wordt uitgevoerd door een vervoersdienst met een bijzonder doel erkend in een ander Gewest, geen enkele persoon op het grondgebied van het Waals Gewest op het voertuig stappen, tenzij de rit werd besteld.

HOOFDSTUK 2. — *Exploitatietoestemming*

Afdeling 1. — Aanvraag voor een exploitatietoestemming

Art. 42. De exploitant moet elke aanvraag voor een exploitatietoestemming indienen bij de Regering.

Als de exploitant een rechtspersoon is, wordt de aanvraag ingediend door de vervoersbeheerder.

De Regering bepaalt de procedure voor het indienen en behandelen van aanvragen voor exploitatietoestemmingen, de vorm waarin ze moeten worden ingediend en de informatie en bijlagen die ze moeten bevatten.

Art. 43. De Regering geeft de exploitatietoestemming af op basis van voorwaarden die zij bepaalt, binnen de grenzen van dit decreet.

Art. 44. De exploitatietoestemming bevat de volgende informatie:

1° informatie waarmee het voertuig kan worden geïdentificeerd;

2° het (de) bijzondere doeleinde(n) voor de bestemming van het voertuig;

3° de duur van de toestemming;

4° de identiteit van de exploitant.

De Regering kan deze elementen specificeren en aanvullen.

Art. 45. § 1. De exploitatietoestemming wordt geweigerd aan de kandidaat-exploitant of exploitant onder de volgende voorwaarden:

1° hij heeft geen toegang (meer) tot het beroep;

2° hij neemt dit decreet of de besluiten genomen ter uitvoering ervan niet in acht;

3° hij neemt de wetgeving geldend in het kader van zijn beroepsactiviteit niet in acht;

4° hij blijft in gebreke bij de betaling van de geldboetes opgelegd door de ambtenaar van de administratieve instantie op basis van de artikelen 74 tot 77 na een termijn van veertig werkdagen volgend op een ingebrekestelling door de Administratie.

§ 2. De exploitatietoestemming wordt geweigerd voor elk voertuig dat niet voldoet aan de voorwaarden opgelegd door dit decreet of de uitvoeringsbesluiten ervan.

De Regering legt de procedure vast voor een beslissing om een exploitatietoestemming te weigeren.

Afdeling 2. — Duur van de exploitatietoestemming

Art. 46. De duur van de exploitatietoestemming wordt vastgesteld op basis van de toegestane leeftijdsgrens van het voertuig, zoals bepaald door de Regering.

De Regering kan deze elementen specificeren en aanvullen.

In afwijking van lid 1 en binnen de door de Regering gestelde grenzen kan de toestemming voor een kortere duur worden verleend indien bijzondere omstandigheden van tijdelijke aard, die in de exploitatietoestemming worden vermeld, zulks rechtvaardigen.

Afdeling 3. — Aanvraag voor een tijdelijke toestemming

Art. 47. § 1. Een exploitant wiens voertuig met toestemming tijdelijk niet beschikbaar is door immobilisatie, bijvoorbeeld ten gevolge van een ongeval, mechanisch defect, diefstal of technisch onderhoud, kan met toestemming van de Regering zijn dienst uitvoeren met een vervangvoertuig.

In afwijking van artikel 1, 9°, mag de exploitant het vervangingsvoertuig niet bezitten of op lange termijn ter beschikking hebben.

Als het voertuig niet langer dan twee weken niet beschikbaar is, volstaat een eenvoudige verklaring.

§ 2 De tijdelijke toestemming wordt enkel toegekend voor de duur van de onbeschikbaarheid van het voertuig waarvoor de toestemming is afgegeven, die een periode van zestig werkdagen niet mag overschrijden, en om het(de) doeleinde(n) te verlenen waaraan het voertuig is toegewezen.

§ 3. De Regering bepaalt de procedures voor het indienen en behandelen van het verzoek om tijdelijke toestemming en de verklaring, de vorm van het verzoek en de inhoud ervan, evenals de eisen waaraan het vervangingsvoertuig moet voldoen.

Afdeling 4. — Het beginsel van niet-overdraagbaarheid van de exploitatietoestemming

Art. 48. De exploitatietoestemming van het voertuig is persoonlijk, ondeelbaar en onoverdraagbaar.

Art. 49. De exploitatietoestemming en het voertuig dat wordt gebruikt als onderdeel van een vervoersdienst met een bijzonder doel worden niet geleased in welke vorm dan ook.

In afwijking van lid 1 mag het voertuig alleen worden verhuurd aan een andere exploitant wiens voertuig met toestemming tijdelijk niet beschikbaar is overeenkomstig artikel 47.

Afdeling 5 - Schorsing en intrekking

Art. 50. Bij besluit van de regering wordt de exploitatietoestemming ingetrokken onder de volgende voorwaarden:

1° om een van de redenen bedoeld in artikel 45, § 1 en 2, eerste lid;

2° als blijkt dat het voertuig niet verzekerd is overeenkomstig de reglementering betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering voor motorrijtuigen;

3° als het voertuig niet voldoet aan de voorschriften van de technische controle omdat de wettelijke termijn is overschreden of als het voertuig een rood keuringsbewijs heeft gekregen en van de weg is verbannen, overeenkomstig de reglementering betreffende de technische voorschriften voor motorvoertuigen en hun aanhangwagens, hun onderdelen en veiligheidstoebehoren.

De Regering bepaalt de intrekkingprocedure.

Art. 51. Bij beslissing van de regering wordt de exploitatietoestemming geschorst onder de volgende voorwaarden:

1° om een van de redenen bedoeld in artikel 45, § 1 en 2, eerste lid;

2° als blijkt dat het voertuig niet verzekerd is overeenkomstig de reglementering betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering voor motorrijtuigen;

3° als het voertuig niet voldoet aan de voorschriften van de technische controle omdat de wettelijke termijn is overschreden of als het voertuig een rood keuringsbewijs heeft gekregen en van de weg is verbannen, overeenkomstig de reglementering betreffende de technische voorschriften voor motorvoertuigen en hun aanhangwagens, hun onderdelen en veiligheidstoebehoren.

De Regering bepaalt de schorsingsprocedure.

HOOFDSTUK 3. — Exploitatievoorwaarden

Art. 52. De exploitatievoorwaarden met betrekking tot exploitanten, bestuurders, voertuigen en gebruikers worden vastgesteld door de Regering, binnen de grenzen van dit decreet.

Als de exploitatietoestemming wordt afgegeven aan een rechtspersoon, wordt aan de voorwaarden die worden opgelegd aan de natuurlijke persoon voldaan door de vervoersbeheerder.

Art. 53. Exploitanten zorgen ervoor dat de exploitatievoorwaarden met betrekking tot bestuurders en voertuigen worden nageleefd.

Art. 54. § 1. De bestuurder is in het bezit van een getuigschrift van vakbekwaamheid dat wordt afgegeven door de Regering, waarvan de voorwaarden, de toekenningsprocedures, de vorm en de bijzonderheden door de Regering worden vastgesteld op basis van de door haar bepaalde eisen inzake goed gedrag en beroepskwalificaties.

§ 2. Het getuigschrift van vakbekwaamheid wordt elk jaar opnieuw gevalideerd, onder de door de Regering vastgestelde voorwaarden.

Het opnieuw valideren van het getuigschrift van vakbekwaamheid van de bestuurder wordt geweigerd onder de volgende voorwaarden:

1° hij voldoet niet langer aan de voorwaarden van goed gedrag en beroepskwalificatie;

2° hij neemt dit decreet of de besluiten genomen ter uitvoering ervan niet in acht;

3° hij blijft in gebreke bij de betaling van de geldboetes opgelegd door de ambtenaar van de administratieve instantie op basis van de artikelen 74 tot 77 na een termijn van veertig werkdagen volgend op een ingebrekestelling door de Administratie.

De regering stelt de procedure vast voor het opnieuw valideren en het weigeren van het bewijs van vakbekwaamheid.

§ 3 Als een bestuurder die houder is van een getuigschrift van vakbekwaamheid niet langer voldoet aan de voorwaarden, vermeld in het paragraaf 2, 1°, vervalt het getuigschrift automatisch.

§ 4. Bij beslissing van de Regering wordt het getuigschrift van vakbekwaamheid ingetrokken of opgeschort om de in paragraaf 2, tweede lid, vermelde redenen.

De Regering bepaalt de intrekking- en schorsingsprocedure.

Art. 55. Bestuurders van voertuigen die zijn toegewezen aan een vervoersdienst met een bijzonder doel mogen, als ze daarvoor toestemming hebben van de exploitant, het voertuig voor privédoeleinden gebruiken als ze geen dienst hebben. De bewijslast voor dit privégebruik ligt bij de bestuurders.

Het voertuig dat voor privédoeleinden wordt gebruikt, mag geen uiterlijke tekenen dragen die wijzen op vervoerdiensten met een bijzonder doel.

In de in lid 1 bedoelde omstandigheden moet de bestuurder de woorden "voor privégebruik" rechtsvoor op de voorruit aanbrengen, waarvan het model door de Regering wordt vastgesteld.

De Regering bepaalt de voorwaarden voor het gebruik van het voertuig voor privédoeleinden

Andere bijzondere doeleinden vereisen het gebruik van een ritblad, waarvan de details worden vastgesteld door de Regering.

Art. 56. § 1. Aan boord van het voertuig hangt een identificatiekaart die zichtbaar is voor de persoon die de verplaatsing maakt en waarop de identiteit van de bestuurder vermeld staat, evenals de gegevens met betrekking tot de voertuigen, in overeenstemming met de procedures die door de Regering zijn vastgelegd.

De Regering kan bepaalde bijzondere doeleinden vrijstellen van deze verplichting.

§ 2 Een kopie van de in artikel 39, eerste lid, bedoelde opdracht, waaruit het in artikel 38 bedoelde bijzonder doel blijkt, bevindt zich aan boord van het voertuig.

De Regering zal de voorwaarden van dit document specificeren.

§ 3. Voor de bijzondere doeleinden aangewezen door de Regering, is het voertuig uitgerust met een elektronisch betaalsysteem en een systeem voor het uitgeven van een vervoersbewijs aan mensen die een verplaatsing hebben gemaakt.

Art. 57. Alle voertuigen zijn uitgerust met een onderscheidingsteken, waarvan de vorm wordt bepaald door de overheid.

Het voertuig is niet voorzien van enig extern of intern teken dat voertuigen identificeert of herinnert aan de exploitatie van een standplaatstaxidienst, zoals een taxameter, waarschuwingslicht of -markering, of aan de exploitatie van een straattaxidienst.

TITEL VI. — *Bepalingen met betrekking tot vervoerdiensten met een bijzonder doel*

HOOFDSTUK 1. — *Vervoerskosten*

Art. 58. De Regering bepaalt de kosten van de vergoeding en hoe deze betaald moet worden.

De Regering kan de voorwaarden vaststellen voor de subsidiëring van vervoerdiensten met een bijzonder doel.

HOOFDSTUK 2. — *Erkenning en verklaring*

Art. 59. Om in het Waalse Gewest actief te mogen zijn, moet de Instelling aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° ze wordt erkend door de Regering overeenkomstig de voorwaarden die ze bepaalt

2° zij dient een verklaring van activiteit in bij de Regering.

De Regering zal bepalen welke instellingen automatisch worden erkend.

§ 3. De Regering stelt de procedure vast voor de indiening en behandeling van de erkenningsaanvraag en de verklaring en bepaalt de vorm en inhoud ervan.

Art. 60. De erkenning moet de volgende informatie bevatten:

1° het nagestreefde sociale doel;

2° de toegepaste tariefvoorwaarden; 3° de vervaldatum;

4° de identiteit van de Instelling.

De Regering zal deze elementen specificeren en aanvullen en de vorm van erkenning bepalen.

Art. 61. § 1. De erkenning en verklaring zijn drie jaar geldig en kunnen worden verlengd.

De Regering stelt de voorwaarden en de procedure vast voor de indiening en het onderzoek van aanvragen tot verlenging van erkenningen en verklaringen.

§ 2 Verlenging wordt geweigerd aan de Instelling onder de volgende voorwaarden :

1° ze voldoet niet meer aan de voorwaarden verbonden aan de vervoersdienst met een bijzonder doel, zoals die met betrekking tot het afleveren van een erkenning;

2° hij neemt de bepalingen van dit decreet, de besluiten genomen ter uitvoering ervan niet in acht;

3° hij neemt de wetgeving geldend in het kader van zijn activiteit niet in acht;

4° hij blijft in gebreke bij de betaling van de geldboetes opgelegd door de ambtenaar van de administratieve instantie op basis van de artikelen 74 tot 77 na een termijn van veertig werkdagen volgend op een ingebrekestelling door de Administratie.

§ 3 De Administratie kan te allen tijde controleren of de voorwaarden voor de geldigheid van de erkenning en de voorwaarden van de verklaring zijn nageleefd.

De regering bepaalt de maximumtermijnen waarbinnen de Instelling orde op zaken moet stellen.

Als er een overtreding of onregelmatigheid wordt geconstateerd, kan de erkenning worden opgeschort of ingetrokken.

§ 4. De Instelling moet tijdens elke procedure ter verificatie van de erkenningsvoorwaarden en tijdens elk verzoek met de administratie samenwerken, op straffe van opschorting of intrekking van zijn erkenningen.

Art. 62. De Instelling stelt de Administratie in kennis van elke verandering in haar situatie sinds de indiening van haar aanvraag om erkenning of verklaring en gedurende de gehele geldigheidsduur daarvan.

Deze elementen worden gespecificeerd door de Regering.

Art. 63. De erkenning kan om de in artikel 61, § 2, genoemde redenen bij beslissing van de Regering worden ingetrokken of opgeschort volgens de door haar vastgestelde procedure.

HOOFDSTUK 3. — *Uitvoeringsvoorwaarden van de prestaties*

Art. 64. De uitvoeringsvoorwaarden van de prestaties met betrekking tot Instellingen, bestuurders, voertuigen en gebruikers worden vastgesteld door de Regering, binnen de grenzen van dit decreet.

Art. 65. De Instelling zorgt ervoor dat de voorwaarden waaronder de diensten worden uitgevoerd met betrekking tot chauffeurs en voertuigen worden nageleefd.

Art. 66. De vervoerdiensten met een bijzonder doel gebruiken een ritblad, waarvan de details worden vastgesteld door de Regering.

TITEL VII. — Gemengd gebruik

Art. 67. De exploitant kan een voertuig met een taxivergunning gebruiken voor de exploitatie van een vervoersdienst met bijzonder doel mits de Regering hiervoor toestemming geeft en de relevante voorwaarden worden nageleefd, en omgekeerd.

Art. 68. In afwijking van artikel 57, lid 2, mag een voertuig dat wordt gebruikt als onderdeel van een standplaatstaxidienst en dat ook wordt gebruikt om een vervoersdienst met bijzonder doel te exploiteren, een taxameter en de onderscheidingstekens binnenin behouden.

TITEL VIII. — Klachten en sancties**HOOFDSTUK 1. — Klachten**

Art. 69. De Regering zet een klachtenbehandelingsdienst op die rechtstreeks toegankelijk is voor klanten en legt de procedures hiervoor vast.

Elke klachtindiener kan :

- 1° een beroep doen op de exploitant of de Instelling van de diensten bedoeld in artikel 1;
- 2° of contact opnemen met de dienst bedoeld in het eerste lid.

Art. 70. Informatie over de klachtenbehandelingsdienst die wordt georganiseerd door de Regering en, indien van toepassing, door de exploitant of de Instelling, wordt in elk voertuig aangebracht overeenkomstig de door de Regering vastgestelde voorschriften.

HOOFDSTUK 2. — Sancties**Afdeling 1. — Vaststelling van de inbreuken**

Art. 71. Politieagenten of -ambtenaren en bestuursinspecteurs in de zin van artikel 1 van het decreet van 4 februari 1999 houdende aanwijzing van de ambtenaren die moeten toezien op de naleving van de reglementering op het personenvervoer in het Waalse Gewest zijn gemachtigd om overtredingen vast te stellen die zijn begaan overeenkomstig dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan.

Afdeling 2. — Strafrechtelijke sancties

Art. 72. § 1. Wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en een geldboete van honderd euro tot tienduizend euro of met slechts één van deze straffen :

- 1° een exploitant die een voertuig in het verkeer brengt dat niet beschikt over een exploitatievergunning of een exploitatietoestemming;
- 2° elke persoon die een van de diensten bedoeld in artikel 1, 1° en 4°, blijkt te verstrekken zonder over een vergunning of toestemming te beschikken om dat soort diensten te verstrekken;
- 3° een exploitant die een elektronische bemiddelingsdienst opzet en beheert zonder een erkenning op basis van artikel 8 te hebben verkregen;
- 4° een Instelling die een voertuig in het verkeer brengt zonder te zijn erkend of zonder aangifte te hebben gedaan van haar activiteit als vervoersdienst met een maatschappelijk doel.

§ 2 Een boete van vijftig euro tot drieduizend euro wordt opgelegd aan

- 1° eenieder die een voertuig bestuurt zonder in het bezit te zijn van een getuigschrift van vakbekwaamheid als bedoeld in de artikelen 33 en 54;
- (2) een persoon die een taxidienst of een vervoersdienst voor bijzondere doeleinden exploiteert zonder :
 - a) een verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorvoertuigen te hebben afgesloten;
 - b) een verzekering te hebben afgesloten voor het bezoldigd vervoer van personen, waarvan de voorwaarden door de Regering zijn vastgesteld;
- 3° degene die een vervoersdienst voor sociale doeleinden organiseert zonder een verplichte aansprakelijkheidsverzekering voor motorrijtuigen te hebben afgesloten.

§ 3 De inbeslagneming van een voertuig dat wordt geëxploiteerd in het kader van een in artikel 1 bedoelde dienst, kan op instructie van de parketmagistraat worden bevolen in geval van verzuim :

- 1° van een exploitatievergunning, een exploitatietoestemming of toegang tot het beroep;
- 2° van de verzekering bedoeld in het tweede lid, 2°;
- 3° van het voertuig aan de voorschriften van de technische controle omdat de wettelijke termijn is overschreden of als het voertuig een rood keuringsbewijs heeft gekregen en van de weg is verbannen, overeenkomstig de reglementering betreffende de technische voorschriften voor motorvoertuigen en hun aanhangwagens, hun onderdelen en veiligheidstoebehoren.

§ 4. De bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn van toepassing op de overtredingen bedoeld in de paragrafen 1 tot en met 3.

Art. 73. De rechter kan de inbeslagnamen bevelen van het voertuig waarmee de overtreding is begaan.

Als het voertuig aan een derde toebehoort, wordt de eigenaar vooraf gehoord om zijn of haar verdediging te voeren.

Afdeling 3. — De administratieve sancties

Art. 74. Bij gebrek aan strafrechtelijke vervolging kan een administratieve sanctie worden opgelegd door de ambtenaar van de administratieve overheid die daartoe door de Regering is aangewezen.

Art. 75. § 1. Er wordt een administratieve sanctie opgelegd voor elke inbreuk op dit decreet of de uitvoeringsbesluiten ervan.

De ambtenaar die verantwoordelijk is voor het bestuursorgaan heeft de mogelijkheid om de opgelegde administratieve sanctie te individualiseren.

De Regering bepaalt het bedrag van de administratieve boetes, alsook de termijn en de betalingsvoorwaarden voor inbreuken op dit decreet of de uitvoeringsbesluiten ervan, op basis van de mogelijke impact van de inbreuk op de uitgeoefende activiteit, op de kwaliteit van de dienstverlening en op de klanten.

Zij bedragen niet meer dan tweeduizend euro per overtreding.

§ 2 De overtreder wordt op de hoogte gebracht, volgens de door de Regering vastgelegde procedures, van de administratieve sanctie die hem kan worden opgelegd.

De overtreder wordt verzocht zijn opmerkingen in te dienen overeenkomstig de door de Regering vastgestelde procedure.

De Regering stelt de procedures vast voor de kennisgeving van de beslissing om een administratieve geldboete op te leggen.

§ 3 De procedures voor invordering van de boete, in het geval van niet-betaling binnen de door de Regering gestelde termijnen, worden bepaald door de Regering.

§ 4 Bij recidive binnen drie jaar na het opleggen van de boete wordt de boete verdubbeld.

Art. 76. De overtreder heeft het recht om in beroep te gaan tegen de beslissing om een administratieve boete op te leggen.

Op straffe van verval moet dit beroep binnen twintig werkdagen na kennisgeving van de beslissing worden ingediend bij de Politierechtbank.

Het beroep voor de politierechtbank is een voorziening met volle rechtsmacht. Het is opschortend. Tegen het vonnis van de rechtbank is geen hoger beroep mogelijk.

Art. 77. De ambtenaar van het bestuursorgaan kan het dispositief van zijn besluit meedelen aan de gemeentelijke autoriteiten binnen het kader van de bevoegdheden die hun door dit decreet zijn toegekend.

De details van deze transmissie worden bepaald door de Regering.

Afdeling 4. — Inbeslagname van toestemmingsdocumenten

Art. 78. Politieagenten of -ambtenaren en bestuursinspecteurs in de zin van artikel 1 van het decreet van 4 februari 1999 houdende aanwijzing van de ambtenaren die moeten toezien op de naleving van de reglementering op het personenvervoer in het Waalse Gewest zijn gemachtigd om op elk ogenblik de exploitatievergunning of -toestemming in beslag te nemen wanneer zij het volgende vaststellen:

1° het niet verzekeren van het voertuig als bedoeld in artikel 72, § 2, 2°;

2° het niet voldoen van het voertuig aan de eisen van de technische controle bedoeld in artikel 72, § 3, 3°.

Deze documenten worden onmiddellijk overhandigd aan de Administratie.

De voorwaarden en de procedure voor het opslaan en terugzenden van deze documenten worden vastgesteld door de Regering.

TITEL IX. — Verwerking van persoonsgegevens

Art. 79. De Administratie creëert en beheert een centraal bestand met gegevens over exploitanten, vervoerbeheerders, chauffeurs, exploitanten van elektronische bemiddelingsplatforms en door de overheid erkende instellingen.

Dit bestand bevat de volgende informatie:

1° de volgende gegevens met betrekking tot de exploitant :

a) Namen en voornamen en/of handelsnaam;

b) het nationale rijksregisternummer en/of bedrijfsnummer;

c) het adres van de bedrijfszetel en, indien van toepassing, van de vestiging(en);

d) een telefoonnummer en e-mailadres van een contactpersoon;

e) gegevens met betrekking tot de in artikel 4 bedoelde voorwaarden inzake goed gedrag, solvabiliteit en vakbekwaamheid;

f) het sociaal statuut;

g) de identiteit en sociaal statuut van de bestuurder(s) die het (de) voertuig(en) van de exploitant bestuurt (besturen);

2° de volgende gegevens met betrekking tot de bestuurder:

a) volledige naam, nationaal rijksregisternummer en woonadres;

b) een telefoonnummer en e-mailadres van een contactpersoon;

c) de gegevens inzake goed gedrag bedoeld in de artikelen 33 en 54;

d) rijbewijsnummer;

e) de geldigheidsdatum van het rijbewijs en de verklaring van medische geschiktheid;

f) het sociaal statuut

g) de arbeidsregeling;

3° de volgende gegevens met betrekking tot elektronische bemiddelingsdiensten:

a) namen en voornamen en/of handelsnaam;

b) het nationale rijksregisternummer en/of bedrijfsnummer;

c) het adres van de bedrijfszetel en, indien van toepassing, van de vestiging(en);

d) een telefoonnummer en e-mailadres van een contactpersoon;

e) de gegevens met betrekking tot de voorwaarden bedoeld in artikel 8;

4° de volgende gegevens met betrekking tot ritten gemaakt door taxidiensten en bepaalde vervoerdiensten met een bijzonder doel bepaald door de Regering :

- a) de gegevens met betrekking tot de identificatie van de exploitant bedoeld in 1°, a) tot c);
- b) de gegevens met betrekking tot de identificatie van de bestuurder bedoeld in 2°, a);
- c) de nummerplaat van het voertuig;
- d) de datum;
- e) locatiegegevens voor de vertrek- en aankomstpunten;
- f) vertrek- en aankomsttijden;
- g) het unieke ritnummer;
- h) de uiteindelijke prijs van de rit;
- i) de afstand van de rit;

5° gegevens met betrekking tot de dagelijkse werking van het voertuig :

- a) de begin- en einddatum en -tijd van de dienst;
- b) de begin- en eindtijden van de pauzes tijdens de dienst;
- c) het aantal gemaakte ritten;
- d) de totale afgelegde afstand en daarbinnen de afgelegde afstand met passagiers aan boord;

6° de volgende gegevens met betrekking tot het voertuig dat wordt gebruikt in het kader van taxidiensten en bepaalde vervoerdiensten met een bijzonder doel bepaald door de Regering :

- a) de nummerplaat;
- b) gegevens met betrekking tot technische keuringen;
- c) gegevens over het voertuigbezit.

Gegevens worden maximaal tien jaar bewaard.

Art. 80. De in artikel 79 genoemde gegevens worden verzameld en verwerkt om :

1° een efficiënt administratief beheer mogelijk te maken van de bij dit decreet ingevoerde procedures voor het verlenen en vernieuwen van toestemmingen, vergunningen, erkenningen en verklaringen, het verlenen van bekwaamheidsattesten en het registreren van voertuigen;

2° toezien op de naleving van de bepalingen met betrekking tot :

- a) de voorwaarden voor het verlenen en exploiteren, vernieuwen, opschorten en intrekken van exploitatietoestemmingen en vergunningen;
- b) de voorwaarden voor het verlenen en exploiteren, verlengen, opschorten en intrekken van de erkenning voor de elektronische bemiddelingsdienst;
- c) de voorwaarden voor toekenning, schorsing en intrekking van het getuigschrift van vakbekwaamheid en de eisen die aan bestuurders worden gesteld;
- d) de eisen die aan voertuigen worden gesteld;
- e) de terbeschikkingstelling van het voertuig;
- f) de toepasselijke tarieven;

3° het delen van gegevens over voertuigen die worden geëxploiteerd in het kader van een taxidienst, exploitanten en getuigschriften van vakbekwaamheid tussen de bevoegde Waalse en federale overheidsdiensten, de bevoegde overheidsdiensten van de andere Gewesten en de politie.

Art. 81. § 1. De Administratie is verantwoordelijk voor de verwerking in de zin van artikel 4, 7), van Verordening 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG.

§ 2. De Regering bepaalt welke gegevens in de gegevensbank toegankelijk zijn voor exploitanten, bestuurders, de politie, federale overheidsdiensten en overheidsdiensten belast met het administratief beheer en de controle van diensten voor betaald personenvervoer, alsook de voorwaarden en technische procedures voor die toegang.

De in lid 1 bedoelde toegang is strikt beperkt tot de persoonsgegevens van de persoon die om toegang verzoekt of, indien de persoon die om toegang verzoekt een overheidsinstantie is, tot de gegevens die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van haar bevoegdheden.

Art. 82. § 1. De Administratie publiceert op haar website de lijst van exploitanten van een bezoldigde vervoersdienst, samen met de volgende gegevens met betrekking tot de vergunningen, vergunningen en toestemmingen die zijn afgegeven:

- 1° de naam of benaming van de exploitant;
- 2° het adres van de bedrijfszetel;
- 3° 3° het model, het nummerplaatnummer en het inschrijvingsnummer van de voertuigen;

4° indien de exploitant over voertuigen beschikt die aangepast zijn aan bepaalde specifieke behoeften van de klanten zelf of aan hetgeen zij vervoeren, het type of de typen behoeften waaraan deze voertuigen aangepast zijn;

- 5° de geldigheidsduur van de toestemming;

§ 2 De in paragraaf bedoelde gegevens worden gepubliceerd om het toezicht op de naleving van de bepalingen van dit decreet en de uitvoeringsbepalingen ervan te versterken.

TITEL X. — *Opheffings, overgangs- en slotbepalingen*HOOFDSTUK 1. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 83. Opgeheven worden:

1° het decreet van 18 oktober 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten van verhuur van wagens met chauffeur;

2° het ministerieel besluit van 25 juni 1975 tot vaststelling van de perimeters voor taxivervoer.

HOOFDSTUK 2. — *Overgangsbepalingen*

Art. 84. § 1. Elke exploitant, natuurlijke persoon of rechtspersoon, die houder is van een vergunning om een taxidienst te exploiteren krachtens het decreet van 18 oktober 2007, vraagt een exploitatievergunning aan voor elk voertuig dat hij krachtens dit decreet in het jaar waarin het in werking treedt in dienst wil stellen.

Na deze termijn vervallen automatisch de vergunningen die zijn afgegeven onder het decreet van 18 oktober 2007 en wordt de exploitant verondersteld een taxidienst te exploiteren zonder vergunning.

§ 2. Elke exploitant, natuurlijke persoon of rechtspersoon, die houder is van een vergunning om een dienst van verhuur van wagens met chauffeur of collectieve taxidiensten te exploiteren krachtens het decreet van 18 oktober 2007, vraagt een exploitatievergunning aan voor elk voertuig dat hij krachtens dit decreet in het jaar waarin het in werking treedt in dienst wil stellen.

Na deze termijn vervallen automatisch de vergunningen die zijn afgegeven onder het decreet van 18 oktober 2007 en wordt de exploitant verondersteld een vervoerdienst met bijzonder doel te exploiteren zonder vergunning.

§ 3. Elke organisatie die een vergunning heeft of die haar activiteit van vervoer in het algemeen belang heeft aangegeven in het kader van het decreet van 18 oktober 2007, vraagt een vergunning aan of legt een verklaring af in het kader van dit decreet binnen een jaar na de inwerkingtreding ervan.

Na deze termijn vervallen automatisch de erkenningen en verklaringen die zijn afgegeven onder het decreet van 18 oktober 2007 en wordt de Organisatie geacht een sociale vervoersdienst uit te voeren zonder erkenning of verklaring.

Art. 85. Op voorwaarde dat de exploitant of de Instelling zijn aanvraag heeft ingediend overeenkomstig artikel 84, blijft de vergunning die hem is verleend krachtens het decreet van 18 oktober 2007 geldig totdat de bevoegde overheid een beslissing heeft genomen over de aanvraag voor een nieuwe vergunning.

Art. 86. De Regering stelt overgangsmaatregelen vast voor de in de artikelen 33 en 54 bedoelde getuigschriften van vakbekwaamheid.

HOOFDSTUK 3. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 4 februari 1999 houdende aanwijzing van de ambtenaren die moeten toezien op de naleving van de reglementering op het personenvervoer in het Waalse Gewest;*

Art. 87. In artikel 1 het decreet van 4 februari 1999 houdende aanwijzing van de ambtenaren die moeten toezien op de naleving van de reglementering op het personenvervoer in het Waalse Gewest worden de woorden "de taxidiensten en de diensten voor verhuur van personenwagens met chauffeur," geschrapt.

Art. 88. In hetzelfde decreet wordt een artikel 1bis ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1bis. § 1. Onverminderd de bevoegdheden toegekend aan andere officieren of agenten van de gerechtelijke politie en aan de leden van het operationeel kader van de lokale en federale politie, wijst de Regering de gewestelijke ambtenaren en agenten aan die bevoegd zijn om toezicht te houden op de uitvoering van de reglementering inzake taxidiensten, vervoersdiensten met een bijzonder doel, vervoersdienst met een maatschappelijk doel en elektronische vervoersbemiddelingsdiensten.

§ 2. De in de eerste paragraaf bedoelde agenten of ambtenaren hebben de hoedanigheid van agenten of officieren van de gerechtelijke politie en moeten de eed afleggen overeenkomstig de vigerende wetten en verordeningen.

§ 3. De in paragraaf 1 bedoelde ambtenaren en agenten kunnen in de uitoefening van hun functie :

1° dwangbevelen aan bestuurders uitvaardigen;

2° alle onderzoeken, controles en enquêtes uitvoeren en alle informatie verzamelen, in het bijzonder :

a) iemand interviewen;

b) documenten of bewijsstukken zoeken, raadplegen of laten overleggen, zonder daarvoor te reizen;

c) fotografische of andere kopieën maken van de gevraagde documenten, of ze meenemen tegen ontvangstbewijs;

3° de bijstand van de politie inroepen om hen te beschermen tegen geweld of aanranding of om hen in staat te stellen alle moeilijkheden te overwinnen die hen kunnen beletten hun opdrachten uit te voeren;

4° de exploitatietoestemming, de exploitatievergunning, de erkenning of het getuigschrift van vakbekwaamheid in beslag nemen tot de overtreding ophoudt te bestaan;

5° toegang krijgen tot de voertuigen die worden gebruikt voor het personenvervoer over de weg tegen vergoeding met voertuigen met een kleine capaciteit en tot hun garages;

6° een proces-verbaal opmaken en de nodige maatregelen nemen wanneer een voertuig zonder toelating een voor taxi's voorbehouden parkeerplaats inneemt;

7° overeenkomstig de relevante bepalingen van het Wetboek van Strafvordering, het voertuig waarmee een overtreding is begaan op de reglementering inzake het personenvervoer tegen vergoeding met voertuigen met een kleine capaciteit, op kosten en op risico van de overtreder in beslag nemen, immobiliseren of laten verplaatsen.

§ 4. In geval van een overtreding kunnen de politiediensten en de in paragraaf 1 bedoelde ambtenaren en agenten een proces-verbaal opmaken dat geldig is tot het tegendeel is bewezen.

Een kopie van het proces-verbaal wordt binnen tien werkdagen na registratie van de overtreding naar de overtreder gestuurd.

HOOFDSTUK 4. — *Slotbepalingen*

Art. 89. Dit decreet treedt in werking op een datum bepaald door de Regering.
Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Namens, 28 september 2023.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek,
Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Infrastructuren en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming,
Gezondheid, Sociale Actie, Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen, en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

—
Nota

(1) Zitting 2023-2024.
Stukken van het Waalse Parlement 1409 (2022-2023) Nrs. 1 tot 5.
Volledig verslag, plenaire vergadering van 28 september 2023.
Bespreking.
Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/206357]

**28 SEPTEMBRE 2023. — Décret modifiant le Code de la démocratie locale
et de la décentralisation en matière d'utilisation des fonds de réserves ordinaires (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article L1314-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, modifié en dernier lieu par le décret du 19 octobre 2022, est complété par un paragraphe 11 rédigé comme suit :

« § 11. Au cours de l'exercice 2024, les fonds de réserve ordinaires, affectés ou sans affectation particulière, peuvent être rapatriés dans l'exercice propre du service ordinaire pour équilibrer cet exercice propre du service ordinaire, comme s'il s'agissait de provisions.

Les fonds sont rapatriés soit dans la fonction *ad hoc* s'ils ont un usage défini soit dans la fonction 000 recettes générales.

Il est également permis de constituer des provisions à partir des montants ainsi rapatriés. ».

Art. 2. Le présent décret produit ses effets le 1^{er} septembre 2023.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 28 septembre 2023.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture,
de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé,
de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE